







TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE



SITUATION 2012

PERSPECTIVES 2013-2014

Tableau de bord de l'économie



DIRECTION DE PUBLICATION

**Ministre de l'Économie, de l'Emploi
et du Développement Durable**
M. Luc OYOUBI

Ministre délégué
M. Désiré GUEDON

Directeur Général de l'Économie et de la Politique Fiscale
M. Jean Baptiste NGOLO ALLINI

Directeurs Généraux adjoints
M. Guy Nazaire SAMBA
Mme. Aurélie KASSAT

Assistants du Directeur Général
Mme. Amélie ANGUE MINKO
M. Jean Louis MIHINDOU
M. Marcel IBINGA
M. Didier ABESSOLO

Tableau de bord de l'économie

Placée sous l'autorité du Ministre chargé de l'économie, la Direction Générale de l'Economie devenue **Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale (DGEPF)**, a été créée par le décret N° 1207/PR du 17 novembre 1977. Elle a pour missions :

- d'analyser, d'orienter et de promouvoir l'économie nationale ;
- de déterminer la stratégie économique de l'Etat ;
- de contrôler et d'orienter les secteurs clés de l'économie nationale ;
- d'élaborer des prévisions à court terme.

La DGEPF est organisée en cinq (5) directions :

Direction des Institutions Financières (DIF)

Missions :

- étudier les principales grandeurs monétaires et financières ;
- analyser régulièrement les flux économiques et financiers avec l'extérieur ;
- participer aux travaux du Conseil National du Crédit, du Comité Monétaire et des Commissions de Contrôle des Banques.

Direction des Programmes Sectoriels (DPS)

Missions :

- étudier les grands secteurs de l'économie nationale ;
- suivre les dossiers de tutelle et de contrôle des entreprises du secteur parapublic.

Direction des Etudes Macroéconomiques (DEM)

Missions :

- étudier les principales grandeurs économiques ;
- étudier les outils de la puissance publique ;
- analyser l'impact économique du budget de l'Etat.

Direction des Synthèses Economiques et de la Recherche (DSER)

Missions :

- assurer la synthèse de l'ensemble des informations économiques et financières ;
- analyser la conjoncture internationale ;
- préparer et présenter à la Direction Générale tous les dossiers de politique économique.

Direction des Personnels et des Moyens (DPM)

Missions :

- Gérer le budget, le matériel et les fournitures ;
- Gérer le personnel.

SOMMAIRE

■ INTRODUCTION	15
1ÈRE PARTIE : L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	17
■ I.1 L'ÉCONOMIE MONDIALE EN 2012	19
I.1.1 L'activité	19
I.1.2 L'inflation	21
I.1.3 L'emploi	21
I.1.4 Le commerce extérieur	22
I.1.5 Les finances publiques	22
I.1.6 Les taux d'intérêt	23
■ I.2 L'ÉVOLUTION DES COURS DE PRODUITS DE BASE	23
I.2.1 Le pétrole	23
I.2.2 Le sucre	24
I.2.3 Le cacao	25
I.2.4 Le café	26
I.2.5 L'huile de palme	26
I.2.6 Le caoutchouc naturel	27
I.2.7 Le minerai de manganèse	28
I.2.8 Le minerai de fer	29
I.2.9 L'or	29
2ÈME PARTIE : L'ACTIVITÉ NATIONALE	31
■ II.1 LES PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION	33
II.1.1 Le pétrole	34
II.1.2 Le manganèse	35
II.1.3 L'or	36

Sommaire

■ II.2 L'AGRICULTURE, L'ÉLEVAGE ET LA PÊCHE	36
II.2.1 L'agriculture	36
II.2.2 La pêche et l'aquaculture	39
■ II.3 LES INDUSTRIES	40
II.3.1 Les agro-industries	40
II.3.2 Les Industries du Bois	44
II.3.3 Le raffinage	47
II.3.4 La production et la distribution d'eau et d'électricité	48
II.3.5 Les Autres Industries de Transformation	50
II.3.5.1 La chimie	50
II.3.5.2 Les matériaux de construction	51
II.3.5.3 La seconde transformation des métaux	52
II.3.5.4 L'industrie textile	53
II.3.6 L'imprimerie, l'édition et la presse	53
■ II.4 LE BÂTIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS	55
■ II.5 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT	55
II.5.1 Le transport terrestre	55
II.5.2 Le transport ferroviaire	56
II.5.3 Le transport aérien	57
II.5.4 Le transport maritime et fluvial	58
■ II.6 COURRIERS ET TÉLÉCOMMUNICATIONS	61
■ II.7 LE COMMERCE	63
II.7.1 Le commerce général	63
II.7.2 Le commerce des véhicules	64
II.7.3 Le commerce des produits pétroliers	64
II.7.4 Le commerce des produits pharmaceutiques	65
II.7.5 La distribution des ouvrages et périodiques	65
■ II.8 LES AUTRES SERVICES	66
II.8.1 Les services rendus aux particuliers	66
II.8.2 Les services immobiliers	67
II.8.3 Les services rendus aux entreprises	67
II.8.4 Les services de réparation automobile	68
II.8.5 Les services parapétroliers	68

■ II.9 L'HÔTELLERIE - LA RESTAURATION - LE TOURISME	68
II.9.1 L'hôtellerie	69
II.9.2 La restauration	70
II.9.3 Le tourisme et les loisirs	70
■ II.10 LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES	71
II.10.1 Les banques commerciales et de développement	71
II.10.2 Les établissements de microfinance	74
II.10.3 Les compagnies d'assurance	76
II.10.4 Les établissements financiers	77
3ÈME PARTIE : LES GRANDEURS MACROÉCONOMIQUES	79
■ III.1 LE PRODUIT INTERIEUR BRUT	82
III.1.1 Le PIB par secteurs d'activité	82
III. 1.2 Le PIB par la demande	83
■ III.2 LE BUDGET DE L'ETAT	84
III.2.1 L'équilibre budgétaire	84
III.2.1.1 Les ressources	85
III.2.1.2 Les emplois	85
III.2.2 L'exécution du budget	86
III.2.2.1 Les recettes budgétaires	86
III.2.2.1.1 Les recettes pétrolières	86
III.2.2.1.2 Les recettes hors pétrole	87
III.2.2.2 Les dépenses publiques	87
III.2.2.2.1 Les dépenses de fonctionnement	87
III.2.2.2.2 Les dépenses d'investissement	88
III.2.3 La dette publique	89
■ III.3 LA MONNAIE ET LE CRÉDIT	90
III.3.1 Les ressources du système monétaire	91
III.3.1.1 La masse monétaire (M2)	91
III.3.1.2 Les ressources extra-monétaires	91
III.3.2 Les contreparties de la masse monétaire	91
III.3.2.1 Les avoirs extérieurs nets	91
III.3.2.2 Le crédit intérieur	92
III.3.2.3 Le financement de l'économie	92

Sommaire

■ III.4 LA BALANCE DES PAIEMENTS	94
III. 4. 1 La balance des transactions courantes	94
III.4.1.1 La balance commerciale	94
III.4.1.2 La balance des services	95
III.4.2 La balance des capitaux	95
III.4.3 La balance globale	95
■ III.5 L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX	96
III.5.1 L'emploi	96
III.5.1.1 L'emploi dans le secteur public	96
III.5.1.2 L'emploi dans les sociétés	97
III.5.2 Le chômage	98
III.5.3 Les salaires	98
III.5.3.1 La masse salariale du secteur public	99
III.5.3.2 La masse salariale des sociétés	99
III.5.4 Les prix	99
4^{ÈME} PARTIE : LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DU GOUVERNEMENT EN 2012	103
IV.1 La politique budgétaire	105
IV.2 Les politiques sectorielles	105
IV.3 La politique sociale	106
IV.4 La politique monétaire	107
5^{ÈME} PARTIE : LES PERSPECTIVES 2013 - 2014	109
■ V.1 L'ÉCONOMIE MONDIALE EN 2013 ET 2014	111
V.1.1 La conjoncture dans les principaux pays avancés	111
V.1.2 La conjoncture dans les pays en transition	111
V.1.3 La conjoncture dans les pays émergents et en développement	112
V.1.4 La conjoncture dans les pays de la CEMAC	112
V.1.5 L'évolution des produits de base	112
■ V.2 LE CONTEXTE NATIONAL	115
V.2.1 L'activité sectorielle	115
V.2.1.1 Le pétrole	116

V.2.1.2 Les mines	116
V.2.1.3 La filière bois	116
V.2.1.4 Les cultures de rente	116
V.2.1.5 Les Agro-industries	117
V.2.1.6 Les autres industries	117
V.2.1.7 Le raffinage	117
V.2.1.8 L'énergie	117
V.2.1.9 Les BTP	118
V.2.1.10 Les transports et les auxiliaires de transport	118
V.2.1.11 Les télécommunications	118
V.2.1.12 Le commerce	118
V.2.1.13 L'hôtellerie	118
V.2.1.14 Les autres services	119
V.2.2 La Microfinance	119
V.2.3 Les estimations macroéconomiques en 2013 et 2014	119
V.2.3.1 Les principales hypothèses	119
V.2.3.2 La formation du PIB prévisionnel en 2013	120
V.2.3.2.1 Les emplois du PIB prévisionnel en 2013 et 2014	121
V.2.3.4 Les prévisions du budget	122
V.2.2.4.1 Les recettes	122
V.2.2.4.2 Les dépenses publiques	123
V.2.2.4.3 La dette publique	124
V.2.2.5. La balance des paiements prévisionnelle	124
V.2.2.5.1 La balance des transactions courantes	124
V.2.2.5.2 La balance des capitaux	125
V.2.2.6 L'emploi, les salaires et les prix	125
V.2.2.6.1 L'emploi	125
V.2.2.6.2 Les salaires	125
V.2.2.6.3 Les prix	125
■ V.3 LA POLITIQUE ECONOMIQUE, FINANCIERE ET SOCIALE DU GOUVERNEMENT EN 2013-2014	125
V.3.1 Les politiques sectorielles	126
V.3.1.1 Secteur productif	126
V.3.1.2 Développement du secteur privé et amélioration du climat des affaires	126
V.3.1.3 Secteur des infrastructures	126
V.3.1.4 Transport	127
V.3.1.5 Infrastructures énergétiques	127
V.3.1.6 Télécommunications	127
V.3.1.7 Habitat	127

Sommaire

V.3.2 Le secteur social	128
V.3.2.1 Education	128
V.3.2.2 Santé	128
V.3.2.3 Endettement	129
■ CONCLUSION	131
■ ANNEXES	133
Tableau 1 : Principaux indicateurs économiques et financiers	135
Tableau 2 : Tableau des Indicateurs clés de l'Economie Gabonaise 2009-2014	136
Tableau 3 : PIB ressources à prix constant 2009-2014	137
Tableau 4 : Evolution du PIB en volume 2009-2014	138
Tableau 5 : Evolution du taux de croissance du PIB Emplois de 2009-2014	139

Tableau de bord de l'économie

La Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale renouvelle ses remerciements aux entreprises, aux administrations et aux opinions informées qui ont permis la réalisation de ce 43^{ième} Tableau de Bord de l'Economie.

L'ensemble des informations de ce tableau de bord résulte d'un effort de synthèse d'une enquête de conjoncture réalisée en juin 2013, complétée par de nombreux entretiens auprès des opinions informées et par des prévisions bâties à partir du Modèle de l'Economie Gabonaise (MEGA).

L'enquête annuelle a porté sur un échantillon de plus de deux cents entreprises représentant tous les secteurs d'activité et auprès des administrations.



INTRODUCTION

En 2012, l'économie mondiale a amorcé une décélération en liaison avec l'atonie observée dans les pays avancés, en dépit des bonnes performances enregistrées par les pays émergents et en développement.

En effet, l'environnement économique s'est révélé plus morose dans les pays avancés, notamment ceux de la zone euro en rapport avec des difficultés structurelles et une crise financière dans plusieurs pays de l'Europe du sud. Dans le même temps, l'économie américaine revigorée par une demande en hausse a enregistré des résultats appréciables. Le Japon pour sa part a réussi à créer les conditions nécessaires au retour à une expansion économique plus forte, après avoir enregistré plusieurs catastrophes naturelles en 2011.

Dans les pays émergents et en développement, la croissance est restée solide malgré la baisse de la demande en provenance des pays avancés. La Chine est demeurée la locomotive de cet ensemble, avec un taux de croissance proche de 8%. L'économie des pays de la CEMAC a été bien orientée grâce notamment à l'évolution positive des cours des produits de base et aux résultats des réformes macroéconomiques en vigueur dans la plupart des Etats.

Ainsi, la décélération économique mondiale s'est traduite par un taux de croissance de 3,1% en 2012 contre 3,9% en 2011.

Au niveau national, l'activité économique globale est demeurée soutenue avec un taux de croissance estimé à 5,3% contre 7% en 2011. Elle a été soutenue par le secteur hors pétrole qui a progressé de 9,4% malgré un recul de 4,2% de l'activité pétrolière. Le dynamisme du secteur hors pétrole traduit ainsi, le résultat des actions engagées par les pouvoirs publics en vue de diversifier l'économie gabonaise.

La bonne tenue de l'activité économique nationale a occasionné une augmentation de l'offre d'emplois, se traduisant par un accroissement des effectifs dans le secteur moderne. Par ailleurs, l'inflation est restée contenue dans la norme communautaire (entre 0 et 3%). Elle a été tirée par les prix des produits alimentaires de grande consommation.

S'agissant des finances publiques, l'exécution du budget a fait ressortir un excédent primaire en hausse de 44% par rapport à l'année précédente, permettant ainsi de dégager des ressources supplémentaires nécessaires au financement des projets contenus dans le plan directeur national des infrastructures (PDNI).

Le secteur financier s'est caractérisé par une augmentation simultanée des dépôts bancaires et de l'encours des crédits du secteur bancaire.

Enfin, la politique en matière de monnaie et crédit impulsée par l'autorité monétaire s'est traduite par un renforcement au cours de la période sous revue de la masse monétaire et un raffermissement du crédit intérieur, signes d'une activité économique dynamique.

L'Environnement
International

1^{ère}

partie



I.1 L'ÉCONOMIE MONDIALE EN 2012

Marquée par la morosité économique observée dans les pays avancés, la fragilité des places boursières, les catastrophes naturelles survenues au Japon et les tensions géopolitiques découlant du printemps arabe, l'économie mondiale a amorcé une décélération en 2012. Celle-ci s'est distinguée par une forte hausse du taux de chômage, une importante contraction des flux commerciaux et une baisse des investissements directs étrangers.

De même, la hausse des cours des matières premières sur le marché international a eu des répercussions sur l'inflation globale dans de nombreux pays. Celle-ci a résulté essentiellement de la hausse marquée des prix de l'énergie et des denrées alimentaires.

Enfin, en matière de politique monétaire, de nombreuses banques centrales ont adopté une politique expansionniste, à travers le maintien des principaux taux directeurs à des niveaux relativement bas.

Dans ce contexte, l'expansion mondiale est revenue à 3,2% en 2012 contre 4% en 2011.

I.1.1 L'activité

L'ensemble des pays avancés a enregistré en 2012 une croissance estimée à 1,2% en liaison avec les difficultés structurelles de plusieurs économies de la zone euro, combinées à une crise de la dette dans certains pays de l'Europe du Sud et une atonie de la demande.

Au sein de ce groupe, l'économie américaine a progressé à 2,2% en 2012, du fait de la faiblesse du marché immobilier et de la morosité de la demande.

Au Japon, après les cataclysmes naturels qui ont touché le pays en 2011, le PIB a augmenté de 1,9% en 2012 contre -0,6%. La hausse des exportations vers ses principaux partenaires (Etats-Unis et Chine) explique cette évolution.

A l'instar des autres économies, les pays de la zone euro ont été touchés par l'incertitude politique et financière en Grèce, les problèmes du secteur bancaire en Espagne, le soutien limité du commerce extérieur et le recul de la consommation. Ainsi, la croissance de la zone a été de -0,6% après 1,5% un an plus tôt.

Au sein de ce bloc économique, l'économie allemande a fortement décéléré à 0,9% contre 3,1% en 2011, en raison d'une chute des exportations et des

Tableau de bord de l'économie

investissements. Parallèlement, la France a réalisé une croissance nulle sur la période. L'Italie et l'Espagne ont enregistré des croissances négatives respectives de -2,4% et -1,4%.

Hors de la zone euro, l'activité au Royaume-Uni a régressé à 0,3% contre une croissance de 1% un an auparavant.

Les pays en transition d'Europe de l'Est ont également pâti du ralentissement de l'économie mondiale. Toutefois, on peut noter qu'au sein de ce groupe, ceux exportateurs de pétrole ont bénéficié de la hausse des cours. Ainsi, le PIB russe a augmenté de 3,4% contre 4,3% en 2011. Dans le même sillage, les pays de la Communauté des Etats Indépendants ont enregistré une croissance de 3,4% après 4,8% en 2011.

En 2012, les pays émergents et en développement ont enregistré une croissance de 5,1% contre 6,4% en 2011, malgré les évolutions diverses observées au sein de cet ensemble.

Les pays émergents d'Asie ont maintenu un taux de croissance à 6,6% sous l'impulsion des économies chinoise et indienne. Le PIB de la Chine, tiré par la concrétisation de nombreux projets dans le domaine des infrastructures, s'est accru de 7,8% (après 9,3%) et celui de l'Inde de 4% (après 7,7%).

En liaison avec la contraction des échanges mondiaux, l'activité en Amérique latine a chuté à 3% en 2012 contre 4,6% un an plus tôt. Le PIB du Mexique s'est stabilisé à 3,9%. Celui du Brésil a reculé à 0,9% contre 2,7% en 2011.

Après plusieurs années de forte croissance, l'économie de l'Afrique subsaharienne a ralenti à 4,8%, sous l'effet de la chute brutale des exportations en volume constatée en début d'année, suite à l'effondrement de la demande mondiale.

Les économies des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest-africaine (UEMOA), dopées par le redressement de la production agricole, la forte reprise de l'activité économique en Côte-d'Ivoire et le dynamisme de la production minière, ont enregistré un taux de croissance estimé à 5,8% en 2012 contre 0,6% en 2011. Les résultats par pays se présentent ainsi: Côte-d'Ivoire (8,6%), Mali (-1,5%), Sénégal (3,7%), Burkina Faso (8%) et Niger (11,6%).

Les pays de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), portés par un programme de réformes régionales et l'évolution positive des cours des produits de base, ont réalisé des performances

économiques satisfaisantes. Les résultats des pays de la zone sont les suivants: Cameroun (5,1%), Gabon (5,3%), Guinée-Équatoriale (5,3%), Tchad (7,6%), Centrafrique (3,6%) et Congo (4,2%).

1.1.2 L'inflation

L'inflation globale a été influencée par la flambée des prix de l'énergie et des produits alimentaires. Toutefois, des évolutions divergentes ont été observées selon les régions. Dans les pays avancés, elle a semblé maîtrisée, tandis que dans les pays émergents et en développement, la situation a été plus complexe.

Dans les pays avancés, le repli des cours des plusieurs produits de base, combiné à des politiques monétaires efficaces a occasionné un recul des prix à la consommation. Ainsi, le taux d'inflation s'est situé à 2% en moyenne dans l'ensemble des pays avancés contre 2,7% un an plus tôt.

Dans la zone euro, la hausse des prix a atteint 2,2% en 2012 pour cause de flambée des prix de l'énergie, des produits alimentaires et du logement. Ainsi, la France et l'Allemagne ont enregistré respectivement une inflation de 2% et 2,2% en 2012. En relation avec une hausse de la TVA, le taux le plus élevé a été observé en Espagne avec 3%.

En dehors de la zone euro, en Grande-Bretagne, l'indice des prix à la consommation est resté stable sur les trois dernières années à 2,7%.

Dans les pays émergents et en développement, si la tendance globale observée a permis de ramener le taux d'inflation de 7,1% en 2011, à 6% en 2012, il est à noter que plusieurs pays de cet ensemble ont enregistré une inflation en progression, en liaison avec les prix des produits alimentaires importés. Ainsi, la Chine a connu une remontée de l'inflation à 2,6%.

En Amérique latine, l'année 2012 s'est caractérisée par une évolution disparate des pressions inflationnistes selon les pays. Au Brésil, l'inflation a atteint 5,4% et au Mexique 4,1%.

En Afrique subsaharienne, l'inflation globale est restée proche de 10% en moyenne. Elle a principalement été influencée par des hausses importantes des prix du logement, de l'énergie, des transports et des produits alimentaires en Angola, en Ethiopie, en République Démocratique du Congo, en Tanzanie, en Ouganda...

1.1.3 L'emploi

En liaison avec les difficultés de la sphère économique, le marché du travail a continué à se détériorer avec des niveaux de chômage relativement élevés au niveau mondial (9,2%).

Tableau de bord de l'économie

Aux Etats-Unis, la crise économique a entraîné la destruction de milliers d'emplois au cours de l'année 2012. Le taux de chômage s'est établi à 7,8%. A l'opposé, au Japon, le taux de chômage s'est situé à 4,1%.

Le chômage des jeunes a affecté les pays de la zone euro qui a connu un taux de 11,6% en hausse par rapport à 2011. La France et l'Allemagne ont affiché respectivement des taux de 11% et 5,4% à fin 2012.

En proie à des difficultés économiques sans précédent, l'Espagne et la Grèce ont enregistré un taux de chômage de l'ordre de 26,8%. Le Royaume-Uni a connu, quant à lui, un accroissement à 7,7%.

Dans les pays émergents et en développement, le taux serait variable selon les pays. Par exemple, en Chine, le nombre de demandeurs d'emplois a progressé de 6,4%. Tandis qu'en Inde, le taux a été de 9,9%.

L'Amérique latine n'a nullement été épargnée par la morosité de l'activité. L'Argentine et le Brésil ont affiché des taux respectifs de 7,2% et 6,2%.

1.1.4 Le commerce extérieur

Après une progression de 6% en 2011, le commerce mondial des marchandises a évolué de 2,5% en 2012. Les zones les plus dynamiques ont été l'Asie, l'Amérique du Sud et les économies en transition qui ont réalisé une croissance à deux chiffres de leur commerce extérieur.

Le déficit commercial américain a diminué de 3,5% à 540 milliards de dollars.

La balance commerciale japonaise a été pénalisée par le ralentissement de la demande extérieure lié à la crise de la dette en zone euro. Cette dernière a affiché un déficit de 6 927 milliards de yens (58,7 milliards d'euros).

1.1.5 Les finances publiques

L'année 2012 s'est caractérisée par une détérioration des finances publiques pour l'ensemble des pays industrialisés en raison de la baisse des recettes fiscales, de l'effritement des revenus des ménages et de l'augmentation des dépenses publiques. Cette situation a induit en définitif un alourdissement de la dette publique des principaux pays riches.

Pour la quatrième année consécutive, le déficit budgétaire des Etats-Unis demeure au dessus de 1 000 milliards. En effet, bien qu'en recul de 208 milliards de dollars, il s'est établi à 1 089 milliards. Au Japon, la dette publique s'est à nouveau alourdie. Elle a représenté 213% du PIB en 2012.

Dans la zone euro, le déficit s'est établi à 3,7% du PIB tandis que la dette cumulée des pays de l'euro zone a atteint 88,7% du PIB en 2012.

En France, le déficit budgétaire s'est élevé à 87,2 milliards d'euros. A contrario, l'Allemagne est le seul pays à dégager un excédent budgétaire équivalent à 0,2% du PIB pour une valeur de 4 milliards d'euros.

En relation avec les engagements pris auprès de l'union européenne et du FMI, la Grèce a réalisé ses objectifs en ramenant le déficit budgétaire de 9,4% à 6,6% du PIB.

1.1.6 Les taux d'intérêt

Dans l'objectif de limiter la décélération en cours de l'économie mondiale, et de permettre une reprise rapide, les principales banques centrales ont maintenu leurs taux directeurs à des niveaux relativement bas.

Dans cette optique, la Réserve fédérale américaine (FED) a laissé son taux directeur entre 0% et 0,25%. Face à la persistance de la psychose de la déflation, la banque du Japon (BOJ) a décidé de maintenir son principal taux directeur à 0,1%. Enfin, la Banque Centrale Européenne a abaissé son taux à de nombreuses reprises pour le ramener à 0,75%.

1.2 L'EVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE

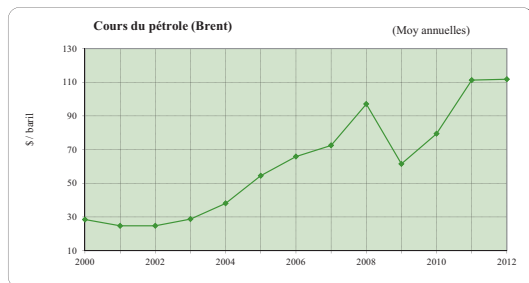
L'évolution des cours des matières premières est contrastée en 2012, en raison du ralentissement de la croissance mondiale et surtout des importations de la Chine, principal contributeur de la demande de matières premières.

Ainsi, les politiques des banques centrales ont permis à l'or d'afficher, pour la cinquième année consécutive, une performance positive. Les cours du pétrole Brent se sont maintenus à un niveau élevé comme l'année précédente. Concernant les produits agricoles, à l'exception des céréales, les événements climatiques et les niveaux élevés des stocks ont pesé sur les cours du café, du cacao, de l'huile de palme et de soja.

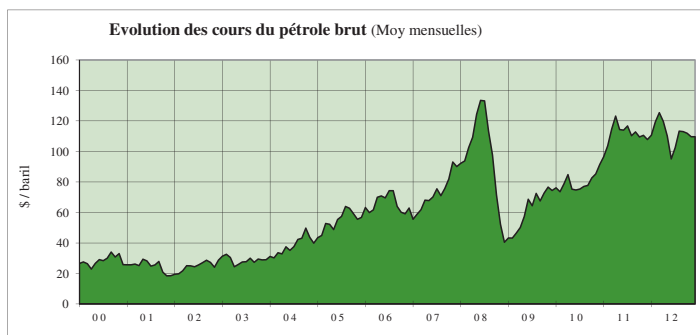
1.2.1 Le pétrole

En 2012, le marché a été marqué par la stabilité des prix en dépit des tensions latentes sur l'offre mondiale dans les principales régions productrices. En effet, les prix du pétrole ont été soutenus par les interruptions imputables à des événements géopolitiques dans plusieurs pays du Moyen-Orient et d'Afrique, à l'embargo pétrolier de l'Union Européenne et aux sanctions des Etats-Unis contre l'Iran. Avec un prix moyen de 111,6 dollars le baril, le prix du Brent a bouclé ainsi sa quatrième année de hausse, dépassant de peu son record de 2011 établi à 111,2 dollars.

Tableau de bord de l'économie



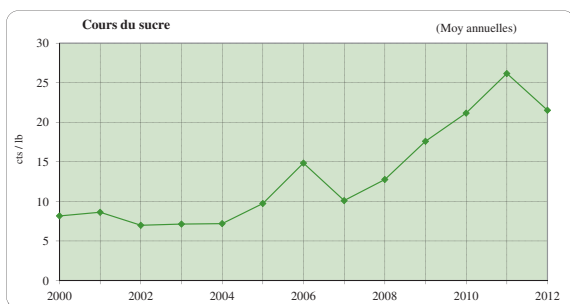
Source : *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*



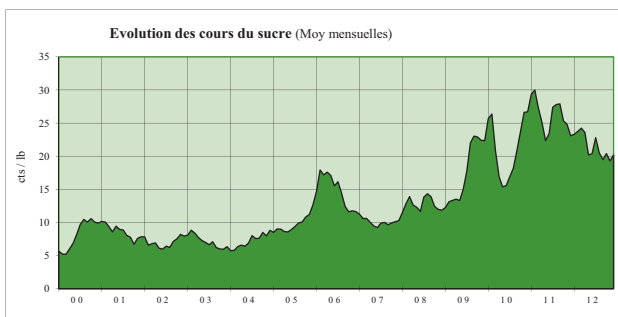
Source : *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*

1.2.2 Le sucre

Les cours du sucre ont baissé de 17,7% en 2012 pour se situer à 21,63 cents/livre, plombés par la surabondance de l'offre par rapport à la demande. En effet, l'Economist Intelligence Unit (EIU) estime qu'en 2012, la consommation mondiale de sucre a augmenté de 2,4% alors que la production a crû de 4,3%, principalement tirée par la production asiatique et européenne (Chine, Inde, Russie et Thaïlande).



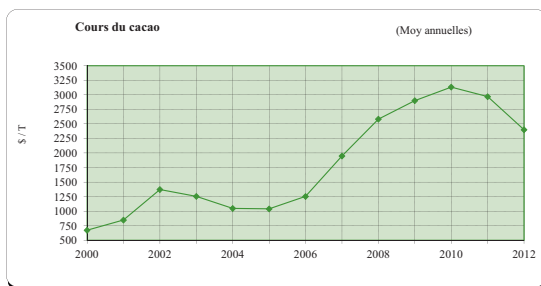
Source : *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*



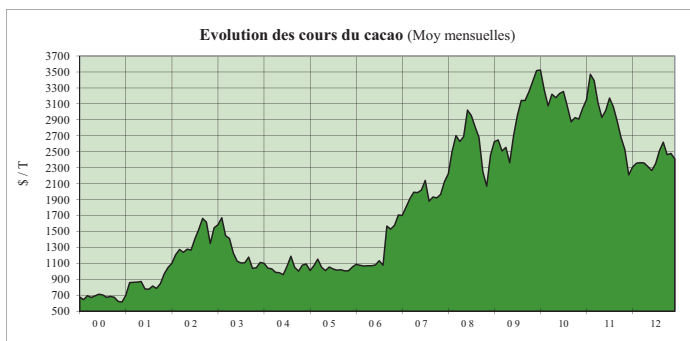
Source : *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*

1.2.3 Le cacao

La production mondiale de cacao pour 2011/2012 s'est située à 4 millions de tonnes, soit un repli de 6,5%, imputable aux contre-performances de la Côte d'Ivoire et du Ghana dues aux conditions météorologiques défavorables. En effet, les faibles précipitations entre mai et septembre et les parasites attribués à un excès d'humidité ont affecté leurs récoltes. Cependant, en raison de la mauvaise qualité de la fève, les cours du cacao ont connu une baisse de 21%, soit 2 391 dollars la tonne contre 2 967,66 US\$/T.



Source : *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*

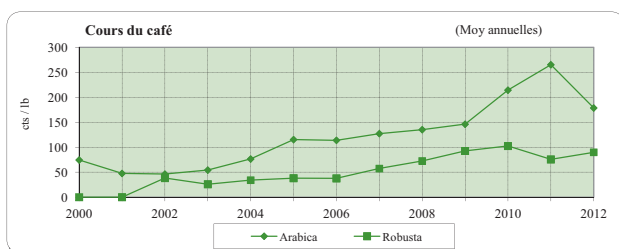


Source : *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*

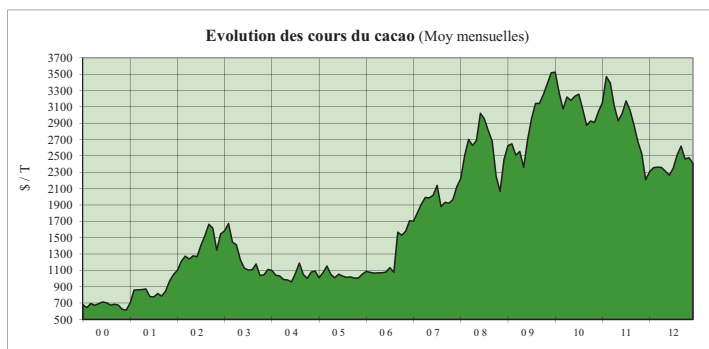
Tableau de bord de l'économie

1.2.4 Le café

En 2012, la tendance à la baisse du prix composite de l'International Coffee Organization (ICO), amorcée dès le mois de mars, s'est aggravée au dernier trimestre. Ainsi, un peu plus de 156 cts US la livre, le cours moyen a chuté de 26% par rapport à 2011, en liaison avec la situation économique mondiale. C'est la variété Arabica qui a subi le plus fort recul (-31,2% à 187,23 cts/lb).



Source : Marchés Tropicaux et Méditerranéens

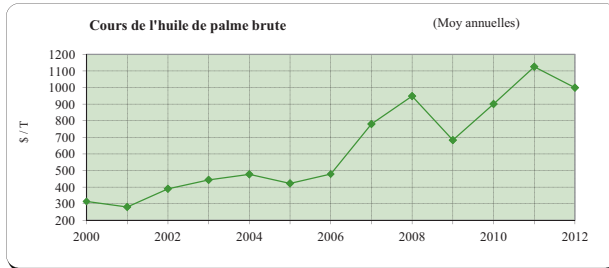


Source : Marchés Tropicaux et Méditerranéens

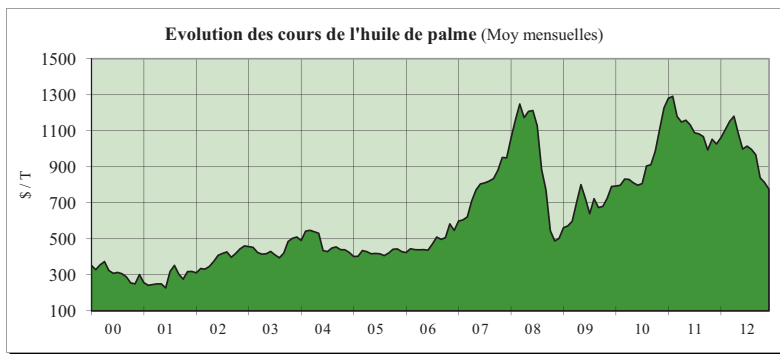
1.2.5 L'huile de palme

En 2012, les cours de l'huile de palme ont connu une année baissière. Les consommations de la Chine et de l'Inde, ont été plus faibles que prévues. Dans le même temps, les difficultés économiques de l'Union Européenne, la sécheresse aux Etats-Unis ayant affecté la production de soja sont autant de facteurs qui ont contribué à la chute des cours. Par ailleurs, la hausse de la production mondiale d'huile de palme (50,7 millions de tonnes pour la campagne 2011/2012) et les stocks ont lourdement pesé sur les cours. Ainsi, la tonne d'huile de palme s'est échangée à 999,33 dollars en moyenne annuelle, soit un repli de 11,2% par rapport à 2011.

L'environnement International



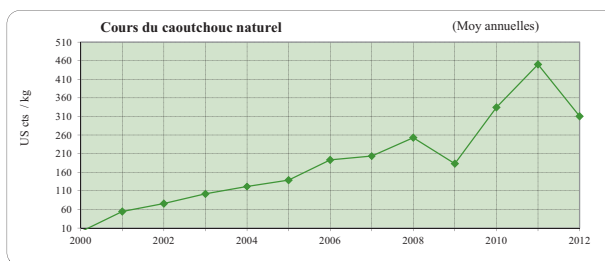
Source : *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*



Source : *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*

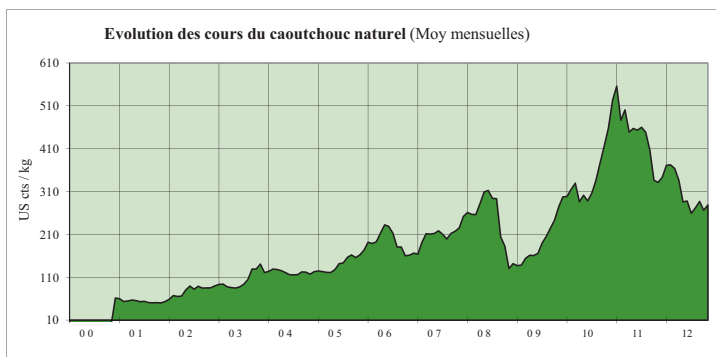
1.2.6 Le caoutchouc naturel

En 2012, le ralentissement de la demande dans les principaux pays consommateurs (zone euro et Etats-Unis), les niveaux de stocks élevés en Chine, ainsi qu'un surplus d'offre (469 00 tonnes) ont fait chuter les cours du caoutchouc naturel pour atteindre 259,58 cts/kg au mois d'août, soit leur plus bas niveau depuis 2009. Ainsi, sur l'année, les cours ont régressé de 30,5% pour se situer à 310,55 US cents/kg.



Source : *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*

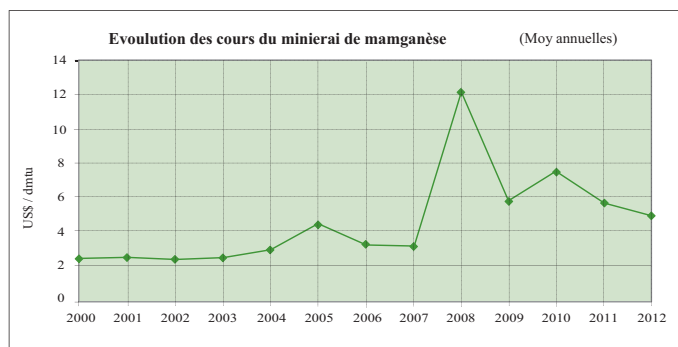
Tableau de bord de l'économie



Source : Marchés Tropicaux et Méditerranéens

1.2.7 Le minerai de manganèse

Les cours du minerai de manganèse se sont repliés de 9% en moyenne annuelle en 2012, sous l'effet de stocks importants dans les ports chinois. Ainsi, la tonne de minerai de manganèse s'est négociée sur le marché mondial à 4,93 US dollars/dmtu en 2012 (cours spot CIF Chine du minerai de manganèse) contre de 5,42 US dollars/dmtu¹ en 2011.

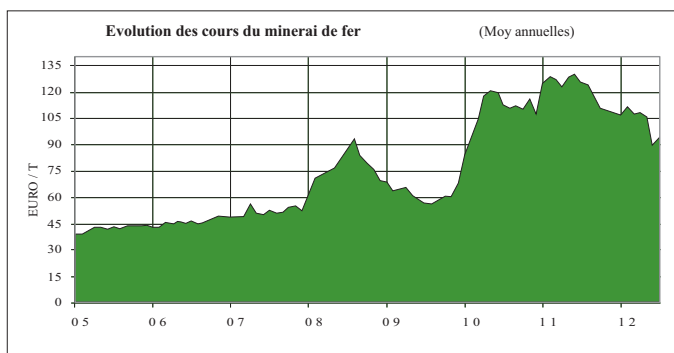
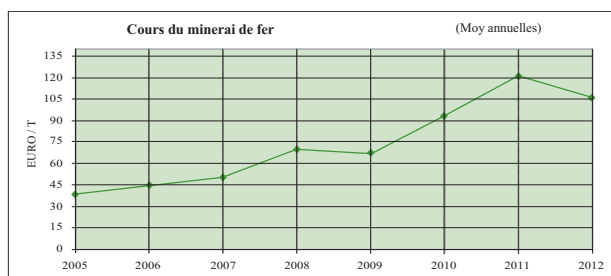


Source: U.S Geological Survey (USGS)

¹ Dmtu = Dry metric tonne unit ou unité de tonne métrique sèche

1.2.8 Le minerai de fer

En 2012, les prix du minerai de fer ont baissé de 12,4%, affaiblis par la réduction de l'activité manufacturière en Chine. Ce recul a également été provoqué par l'important reflux de l'activité dans la sidérurgie européenne, se traduisant par la contraction de la demande du minerai.

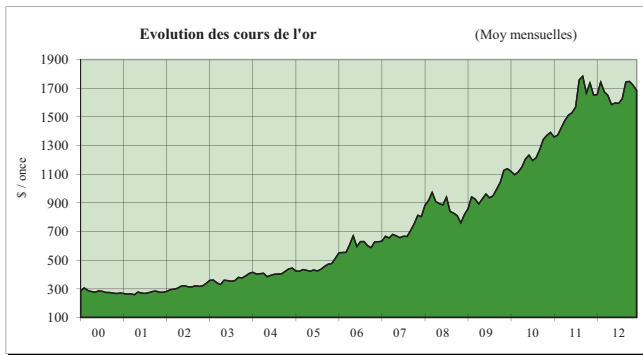
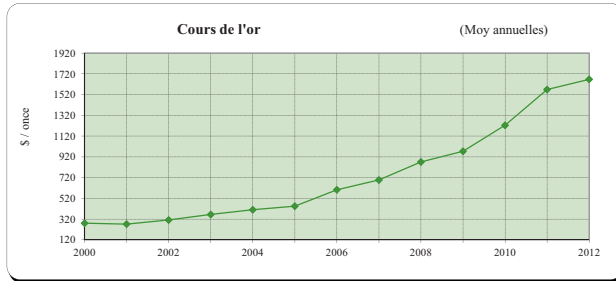


Source : FFA d'après EUROSTAT, LME

1.2.9 L'or

Bien que l'évolution du cours du métal jaune ait connu de nombreuses phases de fluctuations, l'or a terminé en 2012 sur une cinquième année consécutive de hausse. En moyenne, l'once d'or s'est ainsi échangée à un prix de 1669 US dollars contre 1572 US\$ en 2011, soit une hausse de 6,3%. Plusieurs facteurs expliquent cette tendance : la politique monétaire très accommodante des Etats-Unis, les achats des Banques centrales, notamment celles des pays émergents et la montée en puissance des investisseurs privés, essentiellement des ETF (Exchange Trade Funds).

Tableau de bord de l'économie



Source : Marchés Tropicaux et Méditerranéens

L'activité nationale

2^e partie



Tableau de bord de l'économie

II.1 LES PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION

Évolution synoptique des activités sectorielles

SECTEURS	2012
Secteur primaire	
Pétrole	↘
Manganèse	↘
Agriculture et pêche	
Cacao et café	↗
Caoutchouc naturel	↘
Pêche	↗
Secteur secondaire	
Industries agro-alimentaires, boissons	
Raffinerie de sucre	↘
Huiles et corps gras	↘
Boissons gazeuses et alcoolisées	↗
Eau minérale	↗
Fabrication de tabac	↗
Industries de transformation du bois	
Sciages	↗
Déroulage	↗
Autres industries de transformation	
Chimie	±
Matériaux de construction	↘
Raffinage	↘
Electricité et eau	↗
BTP	↘
Secteur tertiaire	
Transports et auxiliaires de transports	
Terrestre	↗
Aérien	↗
Ferroviaire	↘
Maritime	↗
Auxiliaire de transport	↗
Télécommunications	↗
Commerce	
Général structuré	↗
Véhicules	↘
Produits pétroliers	↗
Produits pharmaceutiques	↗
Ouvrages et périodiques	↘
Services	
Rendus aux particuliers	↗
Immobiliers	↗
Rendus aux entreprises	↗
De réparation	↗
Hôtellerie, Restauration et Tourisme	↘

Source : DGEPP

Tableau de bord de l'économie

II.1.1 Le pétrole

La production

En 2012, en raison du déclin naturel des champs matures, de la mise en production tardive des puits forés, et des difficultés techniques rencontrées par certains opérateurs, l'industrie pétrolière s'est caractérisée par une baisse de 4,2% de la production totale de brut s'établissant à 11,628 millions de tonnes. Cependant, les performances enregistrées sur les champs Hylia, Torpille Nord-Est, Maroc nord, Limande, Oba, Toucan, Kowe et Tsiengui ont permis d'atténuer le déclin.

Evolution de la production et des exportations

(en millions de tonnes)	2010	2011	2012	12/11
Production	12,4	12,1	11,6	-4,2%
Exportations	11,2	11,0	11,2	1,8%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures

Les exportations

En 2012, les exportations de pétrole ont progressé de 1,8% pour atteindre 11,212 millions de tonnes, suite à la bonne tenue des bruts gabonais sur les marchés asiatiques et européens, en particulier les bruts de qualité Olende fuel, Mandji et Oguendjo.

Les prix

Malgré la volatilité des cours enregistrée en 2012 liée à l'embargo sur les exportations iraniennes de pétrole par l'Union Européenne (UE), les tensions géopolitiques au Moyen Orient et le ralentissement économique en Europe, le prix moyen du baril de Brent a connu une quasi-stagnation (+0,3%) à 111,6 dollars US. En revanche, le prix moyen du brut gabonais s'est amélioré de 1% à 110,8 dollars US.

Evolution des prix et du taux de change

	2010	2011	2012	12/11
Prix moyen du Brent (USD/baril)	79,5	111,3	111,6	0,3%
Prix moyen du brut gabonais (USD/baril)	77,3	109,7	110,8	1,0%
Taux de change moyen (FCFA/USD)	495,4	471,7	510,6	8,2%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures

Parallèlement, la moyenne du taux de change du dollar par rapport au FCFA s'est appréciée de 8,2%, atteignant 510,565 FCFA.

II.1.2 Le manganèse

Le Gabon reste l'un des principaux producteurs de manganèse au monde avec 95% de la production destinée aux industries sidérurgiques pour la fabrication de l'acier. La Compagnie Minière de l'Ogooué (Comilog) installée à Moanda et la société chinoise Huanzhou Industrial and Commercial Mining Company (CICMHZ) localisée à Ndjolé, dont les activités de production ont démarré en 2012, sont les deux opérateurs du secteur.

La production

En 2012, en raison de la persistance des problèmes logistiques (déraillements successifs des trains perturbant l'acheminement régulier du minerai et incidents techniques exceptionnels au port d'Owendo en début d'année), l'activité de Comilog a été morose. Ainsi, la production nationale de minerai et d'agglomérés de manganèse a atteint 3,137 millions de tonnes, dont 100 000 tonnes pour la société chinoise CICMHZ, contre 3,562 millions au cours de la même période l'année précédente, soit une baisse de 11,9%.

Les exportations et les ventes

L'environnement économique international s'est caractérisé par le ralentissement de la production mondiale d'acier et la régression des cours en 2012. Dans ce contexte, les livraisons externes de minerai et d'agglomérés de manganèse ont connu une contraction de 10,3%, se situant à 3,035 millions de tonnes. En conséquence, le chiffre d'affaires a chuté de 17,3%, à 313,8 milliards de FCFA. Cependant, il convient de noter le redressement des prix spot CIF Chine du minerai de manganèse vers la fin de l'année, consécutivement à la baisse progressive des stocks de minerai de manganèse dans les ports chinois.

Evolution de l'activité minière

	2010	2011	2012	12/11
Production (milliers de tonnes)	3 201	3 562	3 137	-11,9%
Exportations (milliers de tonnes)	3 204	3 381	3 038	-10,1%
Ventes (milliers de tonnes)	3 198	3 383	3 035	-10,3%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	457 815	379 592	313 786	-17,3%
P.V. moyen (en FCFA/tonnes)	143 145	112 207	103 390	-7,9%
Investissements (millions de FCFA)	32 879	62 700	88 705	41,5%
Masse salariale (millions de FCFA)	19 314	25 004	24 020	-3,9%
Effectifs (nombre d'agents)	1 492	1 509	1 563	3,6%

Source : Comilog

Tableau de bord de l'économie

Les investissements

En 2012, la Comilog a investi 88,705 milliards de FCFA, soit une progression de 41,5% par rapport à 2011. Ceux-ci ont essentiellement concerné la poursuite de l'installation du Complexe Métallurgique de Moanda (C2M), le renouvellement des engins et outils industriels, le renforcement de la voie ferrée, ainsi que la modernisation du matériel roulant.

Les effectifs et la masse salariale

Les effectifs de Comilog se sont élevés en 2012 à 1 563 agents, en hausse de 3,6%, en raison de nouveaux recrutements pour le Complexe Métallurgique de Moanda (C2M). A l'inverse, la masse salariale a baissé de 3,9% pour se situer à 24 milliards de FCFA, en raison de la réduction du nombre d'employés temporaires, au regard du repli de l'activité au cours de l'année.

II.1.3 L'or

Après une exploitation de type artisanale durant des décennies, l'exploitation aurifère est passée à une production industrielle à partir de 2011 avec la mine d'or de BAKOUDOU. En effet, ce site minéralier dont les travaux d'exploitation ont commencé depuis 2006, est entré en production au cours de l'année 2012. Sur un permis d'exploration de 2700 km² accordé à la société MANAGEM (un consortium détenu par les investisseurs marocains et par l'Etat gabonais), c'est sur une superficie de cent soixante kilomètre carré (160 km²) que s'étend l'exploitation du minerai.

En 2012, la société a produit 628 Kg d'or pour un chiffre d'affaires de 17 milliards de FCFA.

II.2 L'AGRICULTURE, L'ÉLEVAGE ET LA PÊCHE

II.2.1 L'agriculture

II.2.1.1 Cultures maraichères

Agritropic est une entreprise qui exerce dans le secteur maraicher. L'entreprise a débuté ses activités le 1er janvier 2010 suite à l'arrêt des activités d'Agripog. Cette dernière a morcelé ses locaux en trois entités : parc et jardin, Agritropic et IGAD qui a repris la production classique d'Agripog (production en plein champ). Elle produit des légumes à cycle court et ses principaux revendeurs sont les grandes surfaces commerciales de Port-Gentil.

Evolution de la production

Principales productions	Unité	2010	2011	2012	12/11
Aubergine Violette	Kg	13 343	9 537	13 035	36,7%
Concombre	Kg	7 041	15 517	14 382	-7,3%
Fruit de la passion	Kg	3 802	4 719	6 385	35,3%
Gombo	Kg	5 824	1 580	4 021	154,5%
Melon	Kg	4 180	8 995	5 435	-39,6%
Oignon frais	Bottes	6 797	6 580	9 728	47,8%
Piment	Kg	2 467	2 520	8 893	252,9%
Poireau	Bottes	3 351	7 232	7 746	7,1%
Poivron	Kg	18 015	18 823	38 173	102,8%
Salade tête	PC	29 135	23 966	32 665	36,3%
Tomate	Kg	83 354	58 679	105 430	79,7%

Source : Agritropic

En 2012, l'entreprise a réalisé de bonnes performances sur le plan agronomique, du fait de l'extension des abris et de la demande soutenue de ses principaux clients. De même, sur le plan commercial, les ventes des produits ont généré un chiffre d'affaires de 479,3 millions de FCFA contre 347,9 millions de FCFA, soit une augmentation de 37,8% par rapport à 2011, dopée par la hausse des quantités vendues.

L'entreprise a employé 45 personnes en 2012, essentiellement les anciens agents d'Agripog spécialisés dans l'activité maraîchère.

II.2.1.2 Cultures de rente

II.2.1.2.1 L'hévéaculture

En 2012, l'activité de caoutchouc s'est caractérisée par des contre-performances. En effet, la production de caoutchouc humide s'est repliée de 0,7% pour s'établir à 40 834 tonnes, en raison du vieillissement des plantations. De même, la transformation du caoutchouc en granulé s'est traduite par une baisse de 3,8%, soit 19 720 tonnes. Ce ralentissement résulte des difficultés d'évacuation et d'exportation du caoutchouc suite à l'interruption du trafic sur le pont de Kango et à la congestion du port d'Owendo.

Tableau de bord de l'économie

Parallèlement, le chiffre d'affaires a chuté de 25,7%, se situant à 28,2 milliards de FCFA, sous l'effet de la diminution des quantités exportées et de la dépréciation des cours mondiaux du caoutchouc naturel.

Evolution de l'activité de caoutchouc

	2010	2011	2012	12/11
Production industrielle (en tonnes)				
Caoutchouc humide	38 967	41 115	40 834	-0,7%
Caoutchouc usiné	19 559	20 495	19 720	-3,8%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	21 471	37 897	28 177	-25,7%
Effectifs (nombre d'agents)	135	157	163	3,8%
Masse salariale (en millions de FCFA)	751	810	990	22,2%

Source : SIAT

II.2.1.2.2 La cacao-culture et la caféiculture

La cacao-culture

La caisse de stabilisation et de péréquation assure la relance de la production de cacao et de café depuis 2008. Celle-ci s'est traduite par la réhabilitation et la création des plantations et l'encadrement technique des planteurs. Elle leur assure également la fourniture des pépinières et des engrais chimiques.

En 2012, l'activité du cacao s'est caractérisée par une chute de 27,9% des achats aux planteurs qui sont passés de 132,7 tonnes à 95,69 tonnes. Dans le même temps, les exportations ont connu une progression de 51,1% évaluées à 100 tonnes.

Evolution des achats de cacao par province

(en tonnes)	2009/2010	2010/2011	2011/2012	11/12
Woleu-Ntem	79,6	99,3	66,4	-33,1%
Ogooué-Ivindo	1,2	2,6	1,7	-32,7%
Ogooué-Lolo	11,6	30,3	25,0	-17,3%
Ngounié	1,1	0	1,8	-
Total	111,5	132,7	95,7	-27,9%

Source : Caïstab

Evolution de l'activité de la cacao-culture

	2009/2010	2010/2011	2011/2012	11/12
Achats (en tonnes)	93,5	132,7	95,7	-27,9%
Exportations (en tonnes)	85,3	66,2	100	51,1%
Prix d'achat moyen au planteur Grade 1&2 (FCFA/kg)	724,7	1234,2	825	-33,2%

Source : Caistab

La caféiculture

Le café est en forte baisse en 2012 avec un volume d'achats qui passe de 295,5 tonnes à 100,5 tonnes. En revanche, ces achats n'ont pas fait l'objet des ventes sur le marché international.

Evolution des achats de café par province

(en tonnes)	2009/2010	2010/2011	2011/2012	11/12
Haut-Ogooué	56	256	75,1	-70,6%
Woleu-Ntem	0,15	0,09	0,75	733,3%
Ogooué-Ivindo	6,3	9,6	7,5	-21,7%
Ogooué-Lolo	0,8	1,8	0,4	-78,4%
Ngounié	19,1	28	16,7	-40,5%
Total	82,35	295,5	100,5	-66,0%

Source : Caistab

II.2.2. La pêche et l'aquaculture

L'activité de la pêche et de l'aquaculture s'est consolidée du fait de la dynamique impulsée par la pêche industrielle, en liaison avec les efforts consentis par les pouvoirs publics et les partenaires techniques. Ainsi, la production de produits halieutiques a augmenté de 10,7% à 37 913 tonnes en 2012 contre 34 242,6 tonnes en 2011. Parallèlement, le chiffre d'affaires du secteur a progressé de 7,4% pour atteindre 41 milliards de FCFA, sous l'effet combiné de la vigueur de la demande locale et du relèvement des prix.

Tableau de bord de l'économie

L'activité de la pêche et l'aquaculture

	2010	2011	2012	12/11
Production en tonnes	35 000	34 242,6	37 913,4	10,7%
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	37,4	38,5	41,37	7,4%

Source : Direction Générale de la Pêche et de l'Aquaculture

II.3 LES INDUSTRIES

II.3.1. Les Agro-industries

II.3.1.1 La production meunière et avicole

En 2012, l'activité meunière et avicole a été marquée par des résultats globalement satisfaisants. En effet, sous l'effet de la demande soutenue des boulangeries et des petits fermiers indépendants, la production de farine et la fabrication des aliments pour bétail ont évolué respectivement de 5,1% et de 15,8%. A l'inverse, les effets de l'épidémie de la ferme de Nkoltang de 2011 ont été à l'origine de la baisse de 2,9% de la production des œufs. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires généré par les ventes des produits de la société a progressé de 9,2% pour s'établir à 32,1 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité meunière et avicole

	2010	2011	2012	12/11
Farine	62 590	66 672	70 093	5,1%
Issues	16 475	18 737	18 433	-1,6%
Aliments pour bétails	18 530	21 168	24 517	15,8%
Œufs	38 731	39 051	37 935	-2,9%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	26 438	29 420	32 141	9,2%

Source : SMAG

II.3.1.2 Les huiles et corps gras

En 2012, la morosité de l'activité de la filière des huiles et corps gras s'est poursuivie, du fait de la concurrence des huiles importées ayant entraîné l'arrêt de la production durant le premier semestre. Ainsi, la production d'huile rouge, de l'oléine et de savons a chuté de 30,7%, de 21,5% et de 8,3% respectivement. En conséquence, le chiffre d'affaires a baissé de 11% à 7,6 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des huiles et corps gras

	2010	2011	2012	12/11
Production (en tonnes)				
Huile rouge	6 798	7 568	5 248	-30,7%
Huile raffinée (oléine)	7 512	5 628	4 417	-21,5%
Savons	2 727	2 099	1 925	-8,3%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	10 154	8 590	7 642	-11%
Investissements (en millions de FCFA)	2 559	2 826	5 912	109%
Masse salariale (en millions de FCFA)	1438	981	1 289	31%
Effectifs (nombre d'employés)	171	186	214	15%

Source : SIAT

SIAT a consacré plus de 5 milliards de FCFA essentiellement dans la réhabilitation de la savonnerie. Cet effort d'investissement est en hausse de 109% par rapport à 2011.

La masse salariale est en augmentation de 15% en rapport avec le recrutement des nouveaux agents.

II.3.1.3 La production sucrière

La production de sucre granulé de 50 kg a enregistré un repli de 16% à 22 194 tonnes en 2012, liée au démarrage tardif de la campagne sucrière et des aléas climatiques.

La transformation du sucre (morceaux et granulés d'un kilo) a fortement chuté de 53,3% pour s'établir à 8 074 tonnes en 2012 et ce, en raison principalement des quantités importantes de stocks de sucre raffiné importées du Cameroun (3 379 tonnes) par SUCAF en vu de se prémunir contre les risques de pénurie durant la période de la CAN 2012.

Parallèlement, le chiffre d'affaires de la filière a connu une hausse de 8,1%, se situant à 19,455 milliards de FCFA. La demande soutenue de sucre par les clients industriels, notamment la brasserie, l'usine de fabrication des produits laitiers et les boulangeries, a constitué les principaux facteurs de cette performance.

Tableau de bord de l'économie

Evolution de l'activité sucrière

	2010	2011	2012	12/11
Production (en tonnes)	26 851	26 428	22 194	-16%
Total sucre transformé	16 217	17 287	8 074	-53,3%
Sucre (en morceaux)	9 770	10 357	8 074	-22%
Autres (dose, granulé 1kg)	6 449	6 930	-	
Ventes (en tonnes)	27 382	29 235	31 780	8,7%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	16 787	18 000	19 455	8,1%
Effectifs (nombre d'agents)	437	433	420	-3,0%
Masse salariale (en millions de FCFA)	3 300	3 448	3 786	9,8%

Source : Sucaf

III.3.1.4 Les boissons et le tabac

III.3.1.4.1 Les bières et les boissons gazeuses

Dans le sillage de 2011, le Groupe Castel (principal acteur dans ce secteur) a réalisé des performances appréciables en 2012 en matière de fabrication des boissons gazeuses et alcoolisées. La production enregistre une hausse de 6,4% pour un volume total de 2,41 millions d'hectolitres, sous l'effet de la vigueur de la demande locale et des pays de la sous-région. En effet, hormis le vin dont la production a chuté de 16,1% à 38 234 hl, les autres produits ont progressé. En conséquence, le chiffre d'affaires a évolué de 7% à 135,8 milliards de FCFA contre 126,9 milliards de FCFA en 2011.

Evolution de l'activité des boissons gazeuses et alcoolisées

	2010	2011	2012	12/11
Productions (en hectolitres)	2 048 310	2 268 549	2 414 100	6,4%
Bières	1 073 954	1 206 107	1 290 222	7%
Boissons gazeuses	892 751	961 193	1 026 479	6,7%
Vins	47 383	45 590	38 234	-16,1%
Divers	34 222	55 659	59 872	7,6%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	116 819	126 934	135 775	7%

Sources : Sobraga, Sovingab

II.3.1.4.2 L'eau minérale

Sur la période sous revue, la production de l'eau minérale a augmenté de 19,1% sous l'impulsion de la demande locale induite par les perturbations dans le réseau de distribution d'eau potable. En conséquence, le chiffre d'affaires a cru de 14,5% en 2012.

Les investissements sont en progression de 28% et ont atteint 384 millions de FCFA.

Evolution de l'activité de l'eau minérale

	2010	2011	2012	12/11
Production d'eau (en hectolitres)	269 037	338 701	403 441	19,1%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	6 341	8 184	9 370	14,5%
Investissements (millions de FCFA)	235	300	384	28%
Effectifs	39	37	40	8,1%
Masse salariale (en millions de FCFA)	380	377	393	4,2%

Source : Soboleco

II.3.1.4.3 L'industrie du tabac

La branche de manufacture de cigarettes et de tabac a enregistré des résultats mitigés en 2012. En effet, la production de scaferlatis a baissé de 7,3%, suite à l'arrêt de l'outil de production pour raisons d'entretien. Par contre, la production de cigarettes a cru de 7%, dopée par la demande soutenue du marché local et de la sous-région suite à la reprise des exportations vers le Cameroun. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires s'est amélioré de 1,5% en 2012.

Les investissements d'une valeur de 171 millions de FCFA ont porté sur la réhabilitation de l'usine de la SOCIGA.

Les effectifs et la masse salariale décroissent en 2012, respectivement de 8,5 et 2,1% suite au départ de 13 agents pour fin de contrats.

Tableau de bord de l'économie

Evolution de l'activité de Tabac

	2010	2011	2012	12/11
Production				
Scaferlatis (en tonnes)	1 607	1 688	1 565	-7,3%
Cigarettes (millions d'unités)	566	458	490	7%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	14 163	14 347	14 558	1,5%
Investissements	456	215	171	-20,5%
Effectifs (en nombre d'agents)	84	82	75	-8,5%
Masse salariale (millions de FCFA)	1 042	1 074	1051	-2,1%

Source Sociga

II.3.2 Les industries du bois

Le processus d'industrialisation de la filière bois s'est poursuivi en 2012 avec la création de 12 usines supplémentaires, tous segments confondus, soit un total de 130 usines. Sa capacité d'absorption a été de près de 95% de la production totale de grumes. Les industries du bois comprennent trois niveaux de transformation (dont le premier niveau concentre près de 85% des structures de la branche), à savoir :

- 1^{er} niveau : sciage et déroulage ;
- 2^{ème} niveau : moulures, profilés, parquet et contreplaqués ;
- 3^{ème} niveau : menuiserie et ébénisterie.

En 2012, les industries de transformation du bois ont enregistré des résultats appréciables avec une production globale qui s'est accrue de 16,8%, pour atteindre un volume de 855 137 m³ en fin de période. Cette performance résulte du renforcement des capacités de production.

Evolution de l'activité des industries du bois

(en m ³)	2010	2011	2012	12/11
Production	617 968	732 222	855 137	16,8%
Ventes locales	67 317	77 911	75 800	-2,7%
Exportations	502 369	625 361	682 298	9,1%

Source : Direction du Développement des Industrie et Commerce du Bois (DDICB)

Les unités de sciage

La filière compte 110 usines de sciage en 2012 disséminées sur toute l'étendue du territoire national, avec une forte concentration dans les provinces de l'Estuaire et de l'Ogooué-Maritime. Elles produisent principalement les bois débités, notamment les chevrons, les lattes et les planches. Les unités de sciages ont représenté 85% des structures de transformation de la filière.

En 2012, la production de sciage a augmenté de 17,5% pour se situer à 485 174 m³. Cette embellie est liée à un meilleur approvisionnement des usines, à la conjoncture favorable du marché et au lancement des activités des nouvelles unités.

Sur le plan commercial, les volumes exportés ont progressé de 18,5%, attribuable au maintien du niveau des commandes des principaux clients étrangers, particulièrement les clients chinois. A l'inverse, en raison de la contraction des commandes des sociétés des BTP, consécutivement à l'achèvement des chantiers liés à l'organisation de la CAN 2012, les ventes locales ont baissé de 4,5%.

Evolution de l'activité des unités de sciage

(en m ³)	2010	2011	2012	12/11
Production	345 771	413 090	485 174	17,5%
Ventes locales	48 812	56 473	53 932	-4,5%
Exportations	250 858	330 800	392 097	18,5%

Source : Direction du Développement des Industries et Commerce du Bois (DDICB)

Les unités de déroulage

L'activité du déroulage comprend une dizaine d'unités de transformation qui produisent essentiellement des placages et des contreplaqués à base d'okoumé. Profitant du dynamisme du secteur, celles-ci ont amélioré leurs performances industrielles et commerciales.

Le placage

En 2012, la production de placages a suivi une tendance haussière, passant de 246 620 m³ à 295 000 m³, soit une progression de 19,6%. Les exportations ont également progressé de 12,9%. Cette amélioration s'explique par le démarrage effectif de nouvelles unités de transformation et surtout par la conjoncture favorable des marchés internationaux de placages, notamment en

Tableau de bord de l'économie

Asie, en Europe et aux Etats-Unis. Par contre, les ventes locales ont régressé (-7,5%), en raison de la contraction de la demande domestique.

Evolution de l'activité des unités de placage

(en m ³)	2010	2011	2012	12/11
Production	197 189	246 620	295 000	19,6%
Ventes locales	7 588	7 825	7 238	-7,5%
Exportations	196 804	234 825	265 141	12,9%

Sources : Cora Wood, Rougier, Get, Pogab, Ssmo, Sheng Yang

Le contreplaqué

Le contreplaqué est fabriqué par six usines, à savoir : Corawood, Rougier Gabon, GET, Pogab, SSMO, Sheng Yang et SBM. La SNBG envisage de démarrer sa production en 2013.

L'activité de fabrication de contreplaqué s'est maintenue à la hausse de 3,4% en 2012, avec une production de 74 963 m³, suite au bon rythme d'approvisionnement des unités de transformation en matière première. Au cours de la même période, les exportations ont baissé de 7,3% à 55 376 m³, consécutivement à la contraction de la demande des principaux marchés, notamment asiatiques.

Evolution de la production et des ventes de contreplaqué

(en m ³)	2010	2011	2012	12/11
Production	71 364	72 512	74 963	3,4%
Ventes locales	10 917	13 613	14 630	7,5%
Exportations	54 707	59 736	55 376	-7,3%

Sources : Cora Wood, Rougier, Get, Pogab, Ssmo, Sheng Yang

Les ventes locales se sont situées à 14 630 m³ en 2012, soit un relèvement de 7,5% par rapport à 2011. Cette amélioration a été tributaire de la fermeté des consommations des ménages et de certains chantiers de BTP dans le cadre de l'organisation de la CAN 2012.

Les unités de menuiserie et d'ébénisterie

Ce sont des structures spécialisées dans le troisième niveau de transformation. Elles fabriquent principalement des meubles et font de la décoration en bois destinée au marché local. Ces unités ont une faible capacité de production et sont approvisionnées par des scieurs artisanaux. On les retrouve principalement dans les grands centres urbains du pays.

II.3.3 Le raffinage

En 2012, l'activité de la Sogara a été marquée par le grand arrêt quinquennal pendant deux (2) mois et par des incidents (incendie de deux fours) provoquant une dégradation des performances de la raffinerie.

Le brut traité

Le volume du brut traité a régressé de 23,8% en 2012 à 749 059 tonnes métriques. En conséquence, pour garantir l'approvisionnement du marché, la société a importé 341 761 tonnes métriques contre 228 665 tonnes métriques l'an dernier, soit une hausse de 49,5%.

Evolution de l'activité de production de la Sogara

(en tonnes métriques)	2010	2011	2012	12/11
Total brut traité	927 730	983 484	749 059	-23,8%
Importations	228 569	228 665	341 761	49,5%

Source : Sogara

La commercialisation

En 2012, les ventes des produits pétroliers raffinés sur le marché local ont été bien orientées, du fait de la demande soutenue des clients industriels et des ménages. De même, sur le marché international, on a observé une bonne tenue de l'essence « super » dont les quantités exportées ont augmenté de 84,5%. Tirés par les ventes locales, le chiffre d'affaires s'est établi à 520 milliards de FCFA, soit une hausse de 9,9% par rapport à l'année précédente.

Evolution des ventes de Sogara

(en tonnes métriques)	2010	2011	2012	12/11
Butane (TM)	29 174	31 055	32 781	5,6%
Super (m ³)	78 086	80 626	89 990	11,6%
Pétrole lampant (m ³)	36 990	39 041	39 002	-0,1%
Turbine fuel 1 (m ³)	70 371	58 648	64 084	9,3%
Gas-oil moteur (m ³)	465 833	533 937	585 720	9,7%
Super export(m ³)	20 380	19 802	36 538	84,5%
Fuel-oil 380 export (TM)	497 767	527 456	388 953	-26,3%
CHIFFRE D'AFFAIRES (millions de FCFA)	331 321	473 155	520 014	9,9%
Chiffre d'affaires intérieur (millions de FCFA)	212 547	298 931	365 641	22,3%
Chiffre d'affaires export (millions de FCFA)	118 774	174 224	154 373	-11,4%

Source : Sogara

Tableau de bord de l'économie

Les investissements

Les investissements ont concerné principalement la maintenance de l'outil de production et se sont établis à 11,134 milliards de FCFA.

Les effectifs

Suite à son plan de restructuration entamé en 2010, les effectifs de la Sogara ont été de 284 agents à fin 2012 contre 300 employés en 2011, soit une baisse de 5,3%.

II.3.4 La production et la distribution d'eau et d'électricité

La Société d'Énergie et d'Eau du Gabon (SEEG) bénéficie du monopole de la production et de la distribution de l'électricité et de l'eau potable sur le territoire national. En 2012, grâce aux investissements consentis en vue de l'amélioration des performances des usines (renforcement et équipement) la société a obtenu des résultats appréciables, bien qu'insuffisants au regard des attentes.

Evolution de l'activité de la SEEG

	2010	2011	2012	12/11
Abonnements (nombre)				
Electricité	229 655	244 076	258 539	5,9%
Eau	137 238	143 559	151 447	5,5%
Production en volume				
Electricité (en millions de KWh)	1 752	1 837	1 966	7,0%
Eau (en millions de m ³)	81,8	82,3	86	4,5%
Ventes en Volume				
Electricité (en millions de KWh)	1 390	1 463	1 535	4,9%
Moyenne tension	550	575	574	-0,2%
Basse tension	840	888	961	8,2%
Eau (en millions de m ³)	62,4	61,2	63	2,9%
Chiffre d'affaires total (milliards de FCFA)	151	164	172	4,9%
Electricité	124	134	144	7,5%
Eau	22	22	23	4,5%
Prestations	5	8	5	-37,5%
Valeur ajoutée(en milliards de FCFA)	67	62,9	63	0,2%
Investissements (en milliards de FCFA)	27,5	30,5	27,3	-10,5%
Masse salariale(en milliards de FCFA)	21	23,4	22,9	-2,1%
Effectifs (nombre d'agents permanents)	1 613	1 677	1 767	5,4%

Source : SEEG

II.3.4.1 L'électricité

En 2012, la branche électricité a enregistré une production nette de 1 966 millions de KWh, soit une amélioration de 7%, imputable aux investissements réalisés, notamment le renforcement des centrales thermiques, afin de faire face à la demande soutenue du marché.

Parallèlement, le volume des ventes d'électricité hors cession a augmenté de 4,9% en 2012, sous l'effet des consommations croissantes des ménages et des clients industriels (BTP et industries de bois). Cependant, le léger repli des volumes facturés en moyenne tension est imputable à la contraction des consommations de Comilog et à la reconversion de certains compteurs moyenne tension en compteurs basse tension à coût modéré.

II.3.4.2 L'eau

Le segment eau s'est raffermi en 2012, suite à l'amélioration de la desserte liée aux travaux de réhabilitation des unités de production et au renforcement des stations de pompage et des conduites d'eau sur les réseaux de distribution. Ainsi, la production nette d'eau et le volume des ventes ont enregistré des hausses respectives de 4,5% et 2,9%, induites par la fermeté de la demande des clients industriels (Sobraga, Setrag, Sogara et Cimgabon) conjuguée aux consommations sans cesse croissantes des ménages.

II.3.4.3 Les résultats consolidés

Le chiffre d'affaires consolidé a augmenté de 4,9% à 172 milliards de FCFA en 2012, conforté par le relèvement des tarifs moyens de l'électricité (+2,8% à 90,25 FCFA le kWh) et de l'eau (+0,7% à 359,25 FCFA le m³).

Parallèlement la valeur ajoutée a enregistré une légère amélioration de 0,2% à 63 milliards de FCFA.

Les effectifs de la société au cours de cette année se sont élevés à 1 767 agents, soit une hausse de 5,4%. Par contre la masse salariale a décliné de 2,1% suite au départ à la retraite de certains agents et sans remplacement.

En 2012, la société a réalisé des investissements pour un montant de 27,3 milliards de FCFA, soit un recul de 10,5%, pour le renforcement et le maintien de l'outil de production.

Tableau de bord de l'économie

II.3.5 Les autres industries de transformation

Les autres industries de transformation comprennent : la chimie, les matériaux de construction, le textile et la seconde transformation des métaux. Leur activité est fortement corrélée à celle des secteurs BTP, commerce, bois et pétrole.

En 2012, l'activité des autres industries de transformation a enregistré une atonie tirée par la chute des matériaux de construction due d'une part à la concurrence des importations de ciment d'Asie et d'autre part à une rupture d'approvisionnement du sable.

II.3.5.1 La chimie

La chimie est constituée des sociétés qui exercent dans la fabrication de peintures, des gaz industriels, des lubrifiants et des produits dérivés chimiques (papier à base de ouate de cellulose, matelas, bougies et désinfectants). Elle a enregistré une activité morose en 2012, dans la majorité de ses sous-branches. Ainsi, le chiffre d'affaires consolidé a reculé légèrement (-0,1%), à 31,2 milliards de FCFA.

Les effectifs demeurent inchangés à 377 employés, pour une masse salariale de 2,7 milliards de FCFA en 2012 contre 2,5 milliards de FCFA en 2011, soit un relèvement de 7,8%.

Les investissements, d'un montant de 2,3 milliards de FCFA, ont concerné l'acquisition des équipements et l'amélioration de la productivité.

Evolution de la chimie

	2010	2011	2012	12/11
Productions				
Peintures (tonnes)	4 925	6 180,1	5 374,8	-13%
Gaz industriels (m ³)	618 200	985 200	762 228	-22,6%
Lubrifiants (tonnes)	7 600	6 852	6 416	-6,4%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	26 771	31 282,6	31 252,6	-0,1%
Investissements (millions de FCFA)	830	1 012,6	2 309,6	128%
Masse salariale (millions de FCFA)	1 821	2 521,13	2 718,3	7,8%
Effectifs (nombre d'agents)	218	377	377	0,0%

Sources : Gpl, Chimie Gabon, Industrap, A.L.Gaboa, Sogagi, Mousse Industrie, Satoga, Sopatga, Chimio-technic

Les peintures

La production de peintures s'est repliée en 2012 (-13%), en raison de la concurrence des importations venant de l'Afrique de l'Ouest et du recul des activités dans les BTP. Elle s'est située alors à 5 374,8 tonnes en 2012.

Les gaz industriels

L'activité des gaz industriels s'est détériorée en 2012 (-22,6%), en liaison avec la contraction des consommations de l'azote liquide par la Sogara suite à l'arrêt de l'usine pour travaux.

Les lubrifiants

La production des lubrifiants s'est caractérisée par un tassement d'activité (-6,4%), à 6 416 tonnes en 2012, en raison de la forte concurrence des produits importés, ramenant les parts de marché de Pizolub à moins de 60%.

II.3.5.2 Les matériaux de construction

La branche des matériaux de construction intègre l'extraction de sable et la fabrication du ciment et des agrégats. Cette activité a été intensifiée par les travaux d'infrastructures de la CAN 2012.

En 2012, la détérioration de l'activité de la branche de la fabrication de ciment s'est confirmée, pénalisée par les difficultés techniques liées à l'obsolescence de l'outil de production et à la forte concurrence des ciments importés d'Asie. Ainsi, la production de ciment a chuté de 26,4% pour s'établir à 190 239 tonnes. De même, l'extraction de sable observe une baisse (-4,8%), évaluée à 830 000 tonnes.

A l'inverse, la production des agrégats a progressé considérablement (+36,8%), dopée par les fortes commandes des sociétés des BTP en vue de l'accélération des travaux de construction et de réhabilitation des routes.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires de la branche, évalué à 27 milliards de FCFA, chute de 22,2%, sous l'effet de la mévente du ciment consécutivement à la concurrence des produits importés d'Asie.

Tableau de bord de l'économie

Evolution des matériaux de construction

	2010	2011	2012	12/11
Production (tonnes)				
Clinker	199 117	179 400	113 119	-36,9%
Ciment	255 689	258 580	190 239	-26,4%
Agrégats	80 833	271 010	370 731	36,8%
Sable	650 000	872 000	830 000	-4,8%
Ventes (tonnes)				
ciment	254 394	258 084	186 292	-27,8%
Agrégats	80 833	266 669	370 634	39,0%
Sable	650 000	872 000	830 000	-4,8%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	30 982	34 729	27 025	-22,2%
Valeur ajoutée (millions de FCFA)	7 241	3 240	226	-93,0%
Effectifs (nombre d'employés)	238	232	264	13,8%
Masse salariale (millions de FCFA)	3 336	4 563	3 833	-16,0%
Investissement (millions de FCFA)	511	2 790	1 916	-31,3%

Sources : Cimgabon, Sablière d'Owendo

Les activités cimentière et d'extraction de sable comptent 264 employés pour une masse salariale de 3,8 milliards de FCFA, en augmentation de 13,8%, suite au redéploiement des stagiaires et des intérimaires.

Le renouvellement d'un silo et l'achat des pompes de pulvérisation ont constitué l'essentiel des investissements évalués à 1 916,4 millions de FCFA en 2012.

II.3.5.3 La seconde transformation des métaux

La seconde transformation des métaux comprend les activités de la chaudronnerie, de la charpente métallique et de la construction navale. La fabrication des tôles dérivées de l'aluminium est également une partie intégrante de cette branche.

Les articles de ménage ont fortement chuté (-96,9%) en 2012, en raison de la concurrence vigoureuse des produits importés. La production s'est établie à 0,5 tonnes. Parallèlement, la production des tôles, d'un volume de 2529,3 tonnes, s'est caractérisée par un repli de 16,6% qui s'explique par le dynamisme de la commercialisation des produits importés.

Toutefois, le chiffre d'affaires consolidé a atteint 30 milliards de FCFA en 2012, affichant une hausse de 12,5% liée majoritairement aux signatures des contrats dans le domaine pétrolier et à l'accroissement du volume d'activité de la chaudronnerie.

Evolution de la seconde transformation des métaux

	2010	2011	2012	12/11
Production (tonnes)				
Alga	25,1	16,1	0,5	-96,9%
Tôles	2 262	3 034	2 529	-16,6%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	11 769	26 756	30 091	12,5%
Effectifs (nombre d'employés)	237	331	329	-0,6%
Masse salariale (millions de FCFA)	1 637	1 579	2 647	67,6%
Investissement (millions de FCFA)	563	913	1 405	53,9%

Sources : Sotralga, Sogi, Comeg, Comnet, Friedlander

Au titre de l'investissement, un montant de 1 405 millions de FCFA a été mobilisé pour le renouvellement des équipements.

II.3.5.4 L'industrie textile

La Manufacture Gabonaise de Vêtements (MGV), l'unique société industrielle du textile, dispose d'une gamme de 200 produits dans les vêtements professionnels, scolaires et la literie. Elle est spécialisée également dans le négoce des équipements sportifs, des chaussures, des casques, des masques de nez et des éponges. Le chiffre d'affaires s'est établi à 824,8 millions de FCFA, soit un repli de 46,5%.

II.3.6 L'imprimerie, l'édition et la presse

II.3.6.1 L'imprimerie

L'activité imprimerie a été marquée en 2012 par des contre-performances, en raison de la faiblesse des commandes liées à « l'Événementiel » et de la concurrence de l'informel. Ainsi, le chiffre d'affaires a atteint 12,2 milliards de FCFA, soit un recul de 4,2% par rapport à 2011.

Au niveau de l'emploi, les effectifs ont connu une contraction de 7,9% compte tenu de la mise en œuvre d'une politique de restructuration visant une amélioration de la productivité. Cependant, l'instauration du salaire minimum de 150 000 FCFA a entraîné la hausse de la masse salariale de 30,9% pour atteindre 2,4 milliards de FCFA en 2012.

Tableau de bord de l'économie

Evolution de l'activité de l'imprimerie

	2010	2011	2012	12/11
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	9 654	12 731	12 193	-4,2%
Valeur ajoutée (millions de FCFA)	4 471	6 111	5 879	-3,8%
Effectifs (nombre d'employés)	235	240	221	-7,9%
Masse salariale (millions de FCFA)	1 777	1 854	2 427	30,9%
Investissements (millions de FCFA)	3 465	1 986	3 799	91,3%

Sources : Multipress, S.G.I.T, D.F.I, A.P. Sprint, I.C. Dynastie, I Saint-Joseph, Imprilux

En 2012, un investissement de l'ordre de 3,8 milliards de FCFA a été consacré à la réhabilitation des bâtiments et au renouvellement des machines, ainsi qu'à l'acquisition des véhicules de traction et de livraison.

II.3.6.2 L'édition et la presse

La Sonapresse a enregistré un raffermissement de son activité en 2012. Ainsi, le chiffre d'affaires a augmenté de 6,7% pour atteindre 4,5 milliards de FCFA, consécutivement à l'augmentation des petites annonces (7%) et de la vente des journaux (11%).

Corrélativement au chiffre d'affaires, la valeur ajoutée s'est accrue de 7,7% pour s'établir à 2 milliards de FCFA sur la période sous-revue.

Evolution de l'édition et de la presse

	2010	2011	2012	12/11
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	3 879	4 192	4 474	6,7%
Valeur ajoutée (millions de FCFA)	1 505	1 887	2 032	7,7%
Effectifs (nombre d'employés)	51	51	55	7,8%
Masse salariale (millions de FCFA)	465	476	519	9,0%
Investissements (millions de FCFA)	225	2 236	3 989	78,4%

Sources : SONAPRESSE

L'exploitation est assurée par 55 employés pour une masse salariale de 518,7 millions de FCFA.

Les investissements, à hauteur d'environ 4 milliards de FCFA, ont été consacrés à la réfection des bâtiments et à l'achat des équipements et des véhicules.

II.4 LE BÂTIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS

Les sociétés du secteur des BTP se déploient dans les domaines de la construction et de la réhabilitation des bâtiments et infrastructures, de la pose des lignes d'eau, d'électricité et de téléphone, ainsi que dans le génie civil. L'activité du secteur demeure fortement dépendante du niveau des investissements publics qui représentent près de 90% de son chiffre d'affaires.

En 2012, l'activité des BTP est légèrement en recul. Ainsi, la production vendue a atteint 289,3 milliards de FCFA, en baisse de 3,2% par rapport à 2011. Ce fléchissement s'explique par l'arrivée à terme de la plupart des chantiers d'infrastructures (stades, hôtels, routes,...) qui ont accueilli la CAN.

Evolution de l'activité des BTP

(en millions de Fcfa)	2010	2011	2012	12/11
Production vendue	175 545	298 941	289 291	-3,2%
Bâtiment-génie-civil	140 331	251 414	240 100	-4,5%
Lignes eau-électricité-téléphone	35 214	47 527	49 191	+3,5%
Masse salariale	28 870	40 200	42 491	+5,7%
Effectifs permanents	3 746	4 230	4 289	+1,4%

Sources : Colas Gabon, Entraco, Sogafric Services, Sogacer, Seteg, Gtab, Egepc, Faco Construction, Socoba Edtpl, Etde Gabon (Sogec), Cgpr, Sobeasogea, Satom

En dépit de la baisse d'activité dans les BTP, le segment lignes eau-électricité-téléphone a connu une croissance de 3,5% pour s'établir à 49,2 milliards de FCFA en 2012, tirant profit des travaux d'électrification réalisés dans la zone économique spéciale de Nkok et des travaux de construction de la nouvelle ligne de conduite d'eau entre Ntoum et Libreville.

II.5 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT

II.5.1 Le transport terrestre

Cette branche d'activité comprend le transport de personnes en zones urbaine, périurbaine et interurbaine, ainsi que l'acheminement de marchandises.

Le dynamisme de l'activité de transport terrestre observé en 2011 s'est poursuivi en 2012, en raison du regain d'activité dans les autres secteurs, ainsi que de l'organisation de la CAN 2012.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires s'est raffermi de 29,6% pour s'établir à 48,6 milliards de FCFA contre 37,4 milliards en 2011. Par contre, les

Tableau de bord de l'économie

investissements ont baissé de 58,5% soit un montant de 8,9 milliards de FCFA, consacrés essentiellement au renouvellement du matériel roulant.

Evolution des performances de l'activité de transport terrestre

(en millions de FCFA)	2010	2011	2012	12/11
Chiffre d'affaires	25 770	37 492	48 602	29,6%
Valeur ajoutée	8 620	15 640	12 051	-22,9%
Investissements	16 067	21 590	8 941	-58,5%
Effectifs (nombre d'agents)	1 847	2 136	1 730	-19%

Source : Transform, Sogatra, MTP, Le Transporteur Voyages, AGS, Transport Tankes, Bitam Express, VLT, Major Transport

II.5.2 Le transport ferroviaire

En 2012, l'activité ferroviaire a confirmé les tendances enregistrées en début de période, notamment un repli du volume des marchandises transportées et une augmentation du nombre de passagers sur le réseau.

En effet, le nombre des passagers transportés a progressé de 9,8% à 255 956 personnes, favorisé principalement par la régularité des trains voyageurs et le déroulement de la CAN dans la province du Haut-Ogooué.

En revanche, en raison des problèmes techniques sur la voie ferrée (déraillements de trains), le volume global des marchandises évacuées par rail (notamment le minerai de manganèse) a fléchi de 6,5% pour s'établir à 3,8 millions de tonnes. Cependant, les grumes et les bois débités ont connu une hausse respective de 20,9% et 40,2%, en liaison avec le regain d'activité dans ce secteur.

Evolution de l'activité ferroviaire

(en tonnes)	2010	2011	2012	12/11
Volume global des marchandises	3 794 271	4 094 392	3 827 593	-6,5%
Grumes	345 326	296 586	358 678	20,9%
Bois débités	25 591	24 447	34 284	40,2%
Manganèse	3 110 366	3 416 579	3 110 018	-9,0%
Produits pétroliers	48 152	59 353	57 764	-2,7%
Clinker	43 585	42 462	30 778	-27,5%
Autres marchandises	221 251	254 965	236 071	-7,4%
Passagers (en nombre)	226 079	233 034	255 956	9,8%

Source : Setrag

L'activité nationale

Dans ces conditions, le chiffre d'affaires s'est élevé à 44,3 milliards de FCFA, soit une appréciation de 2,9% contre 43 milliards de FCFA en 2011.

Par ailleurs, les investissements réalisés ont enregistré une baisse de 21,5%, soit 20,6 milliards de FCFA en 2012, orientés vers l'entretien de la voie ferrée, le renouvellement du matériel roulant et l'amélioration des conditions de travail.

Evolution des performances de la SETRAG

(en millions de FCFA)	2010	2011	2012	12/11
Chiffre d'affaires	37 378	42 998	44 253	2,9%
Valeur ajoutée	6 277	19 761	19 284	-2,4%
Investissements	13 306	26 259	20 625	-21,5%
Masse salariale	10 352	10 522	12 289	16,8%
Effectifs (nombre d'agents)	1 236	1 300	1 393	7,2%

Source : SETRAG

II.5.3 Le transport aérien

En 2012, l'activité a été bien orientée, en dépit d'une baisse du fret, en rapport avec l'affluence enregistrée, notamment lors de la CAN 2012 et du New-York Forum Africa.

Evolution de l'activité aérienne

	2010	2011	2012	12/11
Mouvements avions commerciaux	23 419	22 104	27 457	24,2%
réseau domestique	13 079	12 252	14 786	20,7%
réseau international	10 340	9 852	12 671	28,6%
Nombre passagers	758 348	773 442	821 638	6,2%
vols domestiques	288 471	260 823	250 129	-4,1%
vols internationaux	414 462	437 586	493 551	12,8%
en transit	55 415	75 117	77 958	3,8%
Volume du fret (tonnes)	20 683	20 539	17 080	-16,8%
réseau domestique	2 005	953	639	-32,9%
réseau international	18 677	19 586	16 441	-16,1%

Source : Aéroport de Libreville (ADL)

Tableau de bord de l'économie

II.5.3.1 Le trafic aérien national

Le nombre de passagers a connu un repli de 4,1% en 2012, du fait de la cessation d'activité de la compagnie Air Service et des difficultés d'Allegiance et ce, malgré la vitalité affichée par La Nationale (NRT). Le fret domestique a baissé de 33% suite à l'arrêt des vols de Sky Gabon combiné aux contre-performances de certaines compagnies.

II.5.3.2 Le trafic aérien international

En 2012, les mouvements des avions commerciaux ont connu un relèvement significatif (+28,6%). Cette évolution est liée principalement au dynamisme des compagnies Air France, Royal Air Maroc, Air Mali et Lufthansa, à l'arrivée de nouvelles compagnies (Rwandair et Sénégal Airlines) et à la tenue d'évènements d'envergure. En conséquence, le nombre de passagers internationaux et ceux en transit ont augmenté respectivement de 12,8% et de 3,8%.

L'activité des compagnies aériennes en 2012 a été marquée par une amélioration de leur chiffre d'affaires de 40,4% à 92,9 milliards de FCFA, en raison du relèvement tarifaire (redevance passager) et de l'augmentation des fréquences et du trafic régional. De même, la masse salariale (17,2%) et les investissements (6,3%) se sont appréciés, tandis que les effectifs ont baissé de 0,6%.

Evolution des performances de l'activité aérienne

(en millions de FCFA)	2010	2011	2012	12/11
Chiffre d'affaires	41 059	66 161	92 858	40,4%
Masse salariale	1 162	3 560	4 171	17,2%
Investissements	131	2 648	2 815	6,3%
Effectifs (nombre d'agents)	200	485	482	-0,6%

Source : Air France, Solenta Aviation, Nrt, Heli-Gabon, Afric-aviation, RAM, HPG

II.5.4 Le transport maritime et fluvial

II.5.4.1 Le transport fluvial et lagunaire

La Compagnie de Navigation Nationale Intérieure et Internationale (CNNII) exerce dans le transport maritime, lagunaire et fluvial. Elle assure le transport de passagers et de marchandises.

En 2012, l'activité de la compagnie s'est caractérisée par des évolutions mitigées de ses principaux indicateurs. En effet, malgré la très forte augmentation des rotations de navires, le nombre de passagers transportés a

diminué de 17,3% pour s'établir à 45 735. Parallèlement, le tonnage de marchandises transportées a chuté de 60,3% pour se situer à 22 994 tonnes, en raison de l'arrêt des navires vers la fin de l'année. En conséquence, le chiffre d'affaires s'est contracté de 2% pour s'établir à 2,515 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité de l'entreprise

(en millions de FCFA)	2010	2011	2012	12/11
Nombre des bateaux	7	5	5	0,0%
Rotations des navires	551	141	476	237,6%
Nombre des passagers	103 057	55 305	45 735	-17,3%
Volume global des marchandises (T)	57 014	57 901	22 994	-60,3%
Chiffre d'affaires	3 043	2 567	2 515	-2,0%
Masse salariale	915	1 175	1 208	2,8%
Effectifs (nombre d'agents)	128	131	145	10,7%

Source : CNNII

II.5.4.2 Le transport maritime

En 2012, l'activité des compagnies maritimes a connu un raffermissement, en liaison avec la demande soutenue du secteur pétrolier impulsée par le redéploiement du champ Anguille par Total Gabon et les travaux d'exploration et de développement des champs par les autres opérateurs. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires global a progressé de 19,7% à 94,8 milliards de FCFA.

Evolution des performances du transport maritime

(en millions de FCFA)	2010	2011	2012	12/11
Chiffre d'affaires	70 462	79 172	94 784	19,7%
Valeur ajoutée	32 043	36 751	41 565	13,1%
Masse salariale	16 644	16 953	17 791	4,9%
Investissements	7 642	21 118	5 692	-73,0%
Effectifs (nombre d'agents)	2 018	2 299	2 378	3,4%

Source : Maersk, Delmas, Smit Internationale Gabon, Satram-Egca, Solimar, Bourbon Offshore

II.5.4.3 Les activités portuaires

Le port d'Owendo

En 2012, l'activité du port d'Owendo a connu un ralentissement, en raison de la morosité de l'activité minière, notamment de la production de manganèse

Tableau de bord de l'économie

par Comilog et de l'épuisement des derniers stocks de grumes, suite à la mesure gouvernementale interdisant leurs exportations. Ainsi, malgré l'accroissement des mouvements des bateaux de 4,9%, le volume total des marchandises manipulées a baissé de 8,8%, soit 5 millions de tonnes contre 5,5 millions de tonnes en 2011.

Evolution de l'activité portuaire à Owendo

(en tonnes)	2010	2011	2012	12/11
Mouvements des bateaux (nombre)	536	494	518	4,9%
Volume total de marchandises	4 880 923	5 488 203	5 007 698	-8,8%
Produits forestiers	215 696	356 676	406 442	14,0%
-Grumes	16 857	12 610	371	-97,1%
-Bois débités	198 839	344 066	406 071	18,0%
Manganèse	3 063 578	3 375 021	2 781 939	-17,6%
Poissons	7 991	13 822	16 977	22,8%
Autres marchandises	1 593 658	1 742 685	1 802 340	3,4%

Source : Gabon Port Management (GPM)

Le port de Port-Gentil

L'activité portuaire de Port-Gentil a été en baisse de 37%, suite au ralentissement du trafic maritime, passant de 999 navires en 2011 à 628 en 2012. Au niveau des marchandises transportées, le volume total a atteint 326 704 tonnes contre 851 752 tonnes, soit une chute de 61,6%. Les marchandises embarquées se sont situées à 78 658 tonnes en 2012 contre 642 901,8 tonnes en 2011, soit une baisse de 87%. La difficulté d'accueillir certains gros porteurs au port de Port-Gentil explique en partie cette évolution.

Evolution de l'activité portuaire à Port-Gentil

(en tonnes)	2010	2011	2012	12/11
Mouvements des bateaux (nombre)	728	999	629	-37,1%
Volume total de marchandises	1 706 360	851 752	326 704	-61,6%
Produits forestiers	162 452	53 013	51 725	-2,4%
-Grumes	114 878	0	0	-
-Bois débités	47 574	53 013	51 725	-2,4%
Autres marchandises	692 053	798 738	274 979	-65,6%

Sources : GPM, DGH

II.5.4.4 Les auxiliaires de transport

La branche des auxiliaires de transport regroupe les entreprises dont l'activité est liée aux différentes prestations de transport, à savoir :

- les entités ayant en charge la gestion et l'entretien des domaines publics (Oprag, GPM, ADL, Asecna) ;
- les agences de voyage (Mistral Voyages, Eurafrique Voyages, Global Voyages, etc.) ;
- les sociétés réalisant les opérations de déménagements nationaux et internationaux (AGS, CIG, etc.) ;
- les sociétés de transit, d'acconage, de consignation, de manutention et de logistique maritime (Snat, TTG, Getma, Panalpina, etc.).

En 2012, l'activité des auxiliaires de transport a été dopée par la hausse des importations de matériels réalisées par les opérateurs économiques des secteurs pétrole, mines et BTP. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires consolidé de la branche a progressé de 7,0% à 102,2 milliards de FCFA contre 95,5 milliards en 2011.

Évolution des performances des auxiliaires de transport

(en millions de FCFA)	2010	2011	2012	12/11
Chiffre d'affaires	61 232	95 537	102 228	7,0%
Valeur ajoutée	30 976	51 274	54 490	6,3%
Masse salariale	14 302	19 636	22 237	13,3%
Investissements	9 417	13 996	9 480	-32,3%
Effectifs (nombre d'agents)	1 345	2 187	2 373	8,5%

Sources : Oprag, Gpm, Adl, Sdv, STCG, Getma, Panalpina, Eagle, Ttg, Saga, Art, Eurafriques, Euro World, South Africa

Les investissements consentis, à hauteur de 9,4 milliards de FCFA, ont concerné l'achat des équipements, du matériel roulant, ainsi que les travaux de modernisation des infrastructures portuaires et aéroportuaires.

II.6 COURRIERS ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Le secteur du courrier et des télécommunications est constitué des sociétés :

- Gabon-Télécom chargée de la transmission radiotélévisée et de l'approvisionnement des fournitures d'accès à l'internet ;
- La Poste S.A, institution Publique chargée de la distribution du courrier, des colis et de la vente des boîtes aux lettres ;
- DHL, EMS Delta+ et d'autres opérateurs spécialisés dans l'acheminement du courrier express ;

Tableau de bord de l'économie

- Airtel, Libertis, Moov et Azur, acteurs de la téléphonie mobile ;
- TNT Gabon, Boutique Satellite et SAT-CON, intervenant dans la commercialisation et l'installation des équipements pour le réseau de télévision par satellite.

Les performances des télécommunications se sont confirmées en 2012, sous l'impulsion de la vitalité de la téléphonie mobile grâce aux actions promotionnelles réalisées par les opérateurs, à l'extension du réseau sur la totalité du territoire, à l'amélioration de la qualité de la communication et au lancement de nouveaux produits.

Ainsi, le nombre d'abonnés au téléphone a progressé de 6,3% à 2 868 212 en 2012, malgré la baisse tendancielle des abonnés au téléphone filaire. Dans le même temps, le nombre d'abonnés à l'Internet a évolué de 12,5% pour se situer à 355 764 abonnés, grâce à l'internet mobile et au haut débit.

Evolution du nombre d'abonnés

	2010	2011	2012	12/11
Total abonnés téléphone	2 274 745	2 699 265	2 868 212	6,3%
Téléphone ordinaire	30 381	24 579	18 012	-26,7%
Téléphone cellulaire	2 244 364	2 676 766	2 810 800	5,0%
Total abonnés Internet	275 669	316 211	355 764	12,5%
Nombre abonnés Internet	26 400	23 597	61 886	162,3%
Nombre abonnés Internet Mobile	226 889	268 064	269 011	0,4%
Nombre abonnés ADSL	22 380	24 550	24 867	1,3%
Nombre d'abonnés Tv Satellitaire	39 491	46 663	53 835	15,4%

Sources : Gabon-Télécom, Air tel Gabon, Moov Gabon, Azur, Boutique Satellite (Canal+), SAT-CON et TNT Gabon

Le nombre d'abonnés à la télévision satellitaire a suivi la même tendance pour se situer à 53 835 en 2012, en raison, entre autres, de la baisse des tarifs, de l'extension du réseau vers l'intérieur du pays. En conséquence, le chiffre d'affaires du secteur des télécommunications s'est établi à 376,212 milliards de FCFA, soit une hausse de 1,1%.

Evolution des performances du secteur des télécommunications

(en milliards de FCFA)	2010	2011	2012	12/11
Chiffre d'affaires	369	372,3	376,212	1,1%
Valeur ajoutée	119,4	120	125,052	4,2%
Masse salariale	68,8	69	71,312	3,4%
Investissements	199	203,2	205	0,9%
Effectifs (nombre d'agents)	3 150	3 001	2964	-1,2%

Sources : Gabon-Télécom, Air tel, Moov, Azur, Ani nf, Ems Delta+, DHL, TNT, Boutique Satellite (Canal+) et SAT-CON

II.7 LE COMMERCE

Le secteur commerce est subdivisé en cinq sous groupes :

- le commerce général ;
- le commerce des véhicules ;
- le commerce des produits pétroliers ;
- le commerce des produits pharmaceutiques ;
- le commerce des ouvrages.

Dans un contexte national favorable marqué par le regain d'activité dans la plupart des secteurs de l'économie, l'activité du commerce s'est affermie de 12,5% en 2012.

Evolution des indicateurs consolidés du secteur commerce

(en millions de FCFA)	2010	2011	2012	12/11
Chiffre d'affaires	863 676	1 031 568	1 160 000	12,5%
Investissements	34 557	41 014	48 073	17,2%
Masse salariale	34 625	34 065	39 663	16,4%
Effectifs (nombre d'agents)	3 182	3 233	5 109	58,0%

Source : DGEPP

II.7.1 Le commerce général

Le commerce général regroupe les activités de distribution de produits divers (articles de ménage, habillement, alimentation, cosmétique, quincaillerie, etc.). La fermeté de la demande du marché local et l'élargissement de la gamme des produits proposés ont favorisé une consolidation des résultats de la branche. Ainsi, le chiffre d'affaires s'est accru de 13,9% pour s'établir à 496 milliards de FCFA en 2012.

La masse salariale et les effectifs ont respectivement augmenté de 33,8% et 91,8%, en liaison avec l'extension du réseau de distribution.

Evolution du commerce général

(en millions de FCFA)	2010	2011	2012	12/11
Chiffre d'affaires	373 042	435 594	496 000	13,9%
Investissements	16 908	16 313	27 210	66,8%
Masse salariale	17 261	15 780	21 107	33,8%
Effectifs (nombre d'agents)	2 002	2 043	3 919	91,8%

Sources : CecaGadis, Centr'Affaires, Sodigab Mbolo, Gabon Meca, Prix Import, San, Bernabé Gabon, Cedicom, Apc, Bati Plus, Diesel Gabon, Sijagel, Centr'Affaires, Gabonaise de Chimie, Davum, Cge, AEA, Royal Plaza, Hm Distribution, Matériaux du Gabon

Tableau de bord de l'économie

II.7.2 Le commerce des véhicules

Le commerce des véhicules neufs a été moins dynamique en 2012 qu'en 2011. En effet, après avoir atteint un record de 5 925 unités vendues en 2011, les ventes d'automobiles ont régressé de 9,9% pour se situer à 5 340 unités. Cette évolution est consécutive au recours plus accru à la location des véhicules par les entreprises privées, en vue de rationaliser leurs coûts et à l'importation massive des voitures d'occasion.

Cependant, malgré la baisse des quantités vendues, le chiffre d'affaires a progressé de 3% pour un montant de 185,9 milliards de FCFA.

Evolution du commerce des véhicules

(en millions de FCFA)	2010	2011	2012	12/11
Nombre de véhicules neufs vendus	4 598	5 925	5 340	-9,9%
Chiffre d'affaires	160 460	180 502	185 920	3,0%
Investissements	2 594	2 000	3 250	62,5%
Masse salariale	8 918	9 613	7 405	-23,0%
Effectifs (nombre d'agents)	631	606	583	-3,8%

Sources : Urai, Toyota, Cfao Gabon, Sodim Tp, Tractafic Equipement, Géant 241

II.7.3 Le commerce des produits pétroliers

La forte demande des produits pétroliers par les clients industriels (mines, BTP, énergie et transport) a induit une hausse de 2,5% des volumes vendus, soit 703 887 tonnes métriques en 2012. Cette évolution est confortée par la création de plusieurs stations à travers le Gabon. Ainsi, le chiffre d'affaires a progressé de 15,8% pour s'établir à 422,95 milliards de FCFA

Parallèlement, les investissements ont enregistré une baisse de 27% et ont permis la création de nouvelles stations et la réhabilitation des stations existantes afin de les mettre aux normes.

Evolution du commerce des produits pétroliers

(en millions de FCFA)	2010	2011	2012	12/11
Ventes en volumes (unité de TM)	590 958	686 554	703 887	2,5%
Chiffre d'affaires	284 955	365 200	422 950	15,8%
Investissements	14 786	22 402	16 360	-27,0%
Masse salariale	7 587	7 850	11 150	42,0%
Effectifs (nombre d'agents)	401	427	453	6,1%

Sources : TOTAL MARKETING, PETRO GABON, OILYBIA, ENGEN, SGEPP

II.7.4 Le commerce des produits pharmaceutiques

Les ventes des produits pharmaceutiques se sont consolidées de 11,3% en 2012 pour se situer à 48,9 milliards de FCFA. Cette augmentation s'explique par la consommation croissante en médicaments, facilitée par la mise en place de la couverture maladie universelle et la création de nouvelles pharmacies et de dépôts pharmaceutiques.

Les investissements, à hauteur du milliard de FCFA, ont consisté essentiellement à la construction du nouveau siège de Pharmagabon.

Evolution du commerce des produits pharmaceutiques

(en millions de FCFA)	2010	2011	2012	12/11
Chiffre d'affaires	39 500	43 933	48 893	11,3%
Investissements	218	231	1 153	399,1%
Masse salariale	651	603	632	4,8%
Effectifs (nombre d'agents)	118	127	122	-3,9%

Sources : Pharmagabon, Ubipharma Gabon

II.7.5 La distribution des ouvrages et périodiques

Le commerce des ouvrages s'est chiffré à 6,38 milliards de FCFA en 2012 contre 6,34 milliards de FCFA l'année précédente, soit une légère hausse de 0,7%.

Evolution du commerce des ouvrages

(en millions de FCFA)	2010	2011	2012	12/11
Chiffre d'affaires	5 719	6 339	6 381	0,7%
Investissements	51	68	15	-77,9%
Masse salariale	208	219	224	2,3%
Effectifs (nombre d'agents)	30	30	32	6,7%

Source : Sogapresse

Tableau de bord de l'économie

II.8 LES AUTRES SERVICES

Ce secteur regroupe les services immobiliers, les services de réparation, les services rendus aux particuliers, les services rendus aux entreprises et les services parapétroliers.

L'activité des services est restée dynamique, sous l'impulsion de l'accélération des travaux de la Coupe d'Afrique des Nations en début d'année 2012. Le chiffre d'affaires, en hausse de 4,9%, est passé à 178,2 milliards de FCFA.

Evolution des indicateurs consolidés des autres services

(en millions de FCFA)	2010	2011	2012	11/12
Chiffre d'affaires	158 480	169 989	178 252	4,9%
Valeur ajoutée	53 955	58 610	65 057	11,0%
Investissements	13 104	9 477	7 961	-16,0%
Effectifs (nombre d'agents)	8 063	8 701	10 093	16,0%

Sources : Echantillon des entreprises des autres services.

II.8.1 Les services rendus aux particuliers

Les services rendus aux particuliers sont composés de la photographie, des jeux et loisirs, des services médicaux, des auto-écoles, des prestations mortuaires, des organes de presse, des relations publiques, des œuvres sociales, de l'éducation, des services de collecte des ordures, etc.

Les services rendus aux particuliers se sont caractérisés par un affermissement des performances, se traduisant par une hausse de 7,9% du chiffre d'affaires en 2012. Cette embellie est justifiée par une politique de fidélisation de la clientèle, de la vitalité des maisons de jeux, des cabinets médicaux et des maisons mortuaires. Toutefois, les investissements et les effectifs ont connu des baisses respectives de 58% et 5%.

Evolution de l'activité des services rendus aux particuliers

(en millions de FCFA)	2010	2011	2012	11/12
Chiffre d'affaires	38 307	43 205	46 618	7,9%
Valeur ajoutée	17 518	15 580	18 478	18,6%
Investissements	7 927	6 900	2 898	-58,0%
Effectifs (nombre d'agents)	1 403	1 352	1 285	-5,0%

Sources : PMUG, Gabon Contacts, FranStel Services Plus, Cabinet de groupe de Médecins, El Rapha, CasepGa, GaboSep, Staff Gabon, Médical Optique, GesparcGie, Labo Color, SGJL

II.8.2 Les services immobiliers

Les transactions immobilières, le syndic d'immeubles, la location, la vente, la gestion de patrimoine et la maîtrise d'ouvrages composent les services immobiliers au Gabon. Le paysage immobilier reste caractérisé par une demande de logements largement supérieure à l'offre.

En 2012, le secteur immobilier a enregistré une quasi-stabilité de l'activité, avec un chiffre d'affaires en légère augmentation (0,5%). Cette situation se justifie par le volume des transactions locatives, par le relèvement des honoraires de gestion et la hausse de l'indice du prix du loyer de 2,5% survenu cette année.

Evolution de l'activité des services Immobiliers

(en millions de FCFA)	2010	2011	2012	11/12
Chiffre d'affaires	6 583	6 427	6 460	0,5%
Valeur ajoutée	6 589	2 374	1 048	-55,9%
Investissements	1 357	1 119	923	-17,5%
Effectifs (nombre d'agents)	130	122	140	14,8%

Source : AICI, Agences N°1, Agence Immobilière de Libreville, Alliance, Société Nationale Immobilière.

II.8.3 Les services rendus aux entreprises

Le secteur regroupe les services comptables, juridiques et fiscaux, les services informatiques, les bureaux d'études, contrôles et expertises techniques, la location de matériels et la mise à disposition de personnels.

Le chiffre d'affaires du secteur des services rendus aux entreprises a progressé de 2%, soit 88,4 milliards de FCFA en 2012. Cette hausse s'explique par l'obtention de nouveaux marchés, du fait des grands travaux initiés par les pouvoirs publics à travers tout le pays et le maintien des contrats en conseil juridique, fiscal et de gestion.

Evolution de l'activité des services rendus aux entreprises

(en millions de FCFA)	2010	2011	2012	11/12
Chiffre d'affaires	83 328	86 661	88 394	2,0%
Valeur ajoutée	31 789	34 968	35 877	2,6%
Investissements	2 234	1 340	563	-58,0%
Effectifs (nombre d'agents)	6 165	6 760	7 178	6,2%

Sources : Deloitte ToucheTohmastu, F.E.A.G, G.B.M., Pricewaterhouse Coopers, Tax & Legal, Bureau VERITAS Gabon, SO.V.O.G, S.G.S, G.P.S., CFAO Technologies Gabon.

Tableau de bord de l'économie

II.8.4 Les services de réparation automobile

Cette branche renferme les entreprises dont l'activité principale est la réparation des véhicules, d'engins lourds et d'autres moteurs (mécanique générale).

La branche de réparation automobile a affiché une hausse du chiffre d'affaires de 3,3% en 2012. Cette évolution est due à l'accroissement des commandes de pièces détachées.

Evolution de l'activité des services de mécanique générale

(en millions de FCFA)	2010	2011	2012	11/12
Chiffre d'Affaires	21 961	23 938	24 717	3,3%
Investissements	1 384	1 118	134	-88,0%
Effectifs (nombre d'agents)	237	278	281	1,1%

Sources : Gabon Sprint Auto, Pièces Equip'Auto, ECIG, Bobinage Industriel Gabonais.

II.8.5 Les services parapétroliers

En 2012, sous l'effet de la conjoncture favorable du marché international du pétrole et des importants travaux réalisés dans le cadre du projet de redéploiement du champ Anguille par Total Gabon, la majorité des entreprises opérant dans le secteur ont enregistré des bons résultats. Ainsi, le chiffre d'affaires consolidé a augmenté de 21,4% à 148,5 milliards de FCFA.

L'investissement qui s'élève à 34,5 milliards de FCFA pour l'ensemble du secteur, a concerné essentiellement l'adaptation de l'outil de travail aux nouvelles technologies de pointe.

II.9 L'HÔTELLERIE - LA RESTAURATION - LE TOURISME

Le secteur de l'hôtellerie, de la restauration, du tourisme et des loisirs est en pleine mutation. Dans le cadre de l'organisation de la CAN 2012, des investissements d'envergure ont été réalisés dans les provinces de l'Estuaire et du Haut-Ogooué.

Parmi les activités de ce secteur on compte :

- l'hébergement (hôtels, motels, résidences, auberges) ;
- la restauration (restaurants, catering ou restauration collective, snack-bars, cafétérias) ;
- le tourisme et loisirs (agences de voyage, sites, parcs nationaux, réserves, centres de loisirs).

II.9.1 L'hôtellerie

L'ouverture et la réhabilitation des structures hôtelières, toutes catégories confondues, ont contribué au renforcement de la capacité d'accueil. Cette branche comprend :

- les hôtels de classe internationale;
- les structures publiques ou privées de moyenne capacité.

II.9.1.1 Les hôtels de classe internationale

En 2012, l'activité de l'hôtellerie a évolué positivement, sous l'effet de l'organisation de la CAN et d'autres manifestations d'envergure internationale (New York Forum Africa). Dans un contexte marqué par l'ouverture d'un certain nombre de structures hôtelières (Résidence Nomad, Onomo Hôtel, Etoile d'Or, etc.), la capacité d'accueil a augmenté.

Ainsi, la fréquentation des hôtels de classe internationale a progressé de 37,9%, soit un gain de 60 592 clients. Dans le même temps, la baisse du taux d'occupation de 21 points est justifiée par la sous-exploitation de certaines unités hôtelières du fait des travaux de réhabilitation (Okoumé palace) et du développement des suites et résidences de luxe. Cependant, compte tenu du nombre élevé de clients conjugué au relèvement des prix moyens des chambres (+62%), le chiffre d'affaires a enregistré une hausse de 8,4% pour se situer à 21,1 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des hôtels de classe internationale

(en millions de FCFA)	2010	2011	2012	11/12
Chiffre d'affaires	16 027	19 434	21 062	8,4%
Nombre de clients	131 431	159 733	220 325	37,9%
Taux d'occupation (%)	61,1%	73,1%	52,1%	-21,0%
Prix moyen/chambre	81 874	86 186	139 590	62,0%
Masse salariale	3 432	3 105	4 349	40,1%
Effectifs (nombre d'agents)	511	505	757	49,9%

Sources : Okoumé Palace, Méridien Ré-Ndama, Méridien Mandji, Nomad, Hôtel Onomo, Léconi Palace, Résidences Hôtelière du Phare.

II.9.1.2 Les hôtels de moyenne capacité

De nouvelles structures ont été érigées dans cette catégorie, notamment les résidences et les motels, ce qui a contribué à renforcer sa capacité d'accueil. En 2012, le dynamisme de ces établissements a induit un chiffre d'affaires de 5,8 milliards de FCFA.

Tableau de bord de l'économie

II.9.2 La restauration

On distingue trois sous-groupes dans la branche de la restauration :

- les restaurants haut de gamme ;
- les restaurants de classe moyenne ;
- les unités de petite taille.

Ce segment est dominé par les sociétés de catering ou restauration collective. En 2012, l'activité de la restauration s'est raffermie, avec un chiffre d'affaires de 38,271 milliards de FCFA, soit une progression de 22,6%, liée à l'obtention de nouveaux contrats offshore avec des opérateurs du secteur pétrolier et des prestations réalisées pour le Cocan.

Parallèlement, ces structures ont employé un effectif de 1 313 agents permanents, en recul de 2,4%. Ceci a induit une réduction de la masse salariale de 10,7%, suite à la perte par Global Survey Services (GSS) de certains contrats avec les sociétés pétrolières.

Evolution de l'activité de la restauration

(en millions de FCFA)	2011	2012	11/12
Chiffre d'affaires	31 225	38 271	22,6%
Valeur ajoutée	9 600	13 197	37,5%
Investissements	669	856	27,9%
Masse salariale	10 945	9 772	-10,7%
Effectifs (permanents)	1 345	1 313	-2,4%

Sources : SNI, Alliance, Agences n°1, AICI, AIL.

II.9.3 Le tourisme et les loisirs

Dans le cadre de la matérialisation du pilier « Gabon vert » du Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE), les autorités ont œuvré au développement de plusieurs parcs nationaux, afin de soutenir la croissance économique. Par ailleurs, de nombreux accords ont été conclus en 2011 avec certains grands groupes internationaux, notamment « Aman Resort » nouveau gestionnaire de l'hôtel Okoumé Palace.

Afin de réglementer l'activité du secteur et de veiller à la qualité de l'offre touristique, les autorités gouvernementales ont adopté, en décembre 2011 un système de classification des hôtels (étoiles) et restaurants (fourchettes).

II.10 LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Selon la nomenclature officielle, sont considérées comme institutions financières :

- les Banques Créatrices de Monnaie (BCM) ou banques commerciales ;
- les Autres Institutions Bancaires Eligibles au refinancement de la BEAC (AIBE) ou banques de développement ;
- les Autres Institutions Bancaires non Eligibles (AIBNE) : Caisses Nationales d'Épargne ;
- les Institutions Bancaires en liquidation (IBL) ;
- les Institutions Financières non Bancaires (IFNB) : Etablissements Financiers, Compagnies d'Assurance et de Réassurance, le Marché financier (Bourse des valeurs) ;
- les établissements de Micro finance.

II.10.1 Les banques commerciales et de développement

Au 31 décembre 2012, le système bancaire gabonais compte 10 banques en activité, dont deux de développement, sept banques commerciales et une banque d'affaires.

Situation du bilan

Le total agrégé des bilans s'est établi à 2230 milliards de FCFA, en progression de 17,7%, tiré essentiellement par les dépôts et les crédits à la clientèle.

Evolution des indicateurs du bilan (en millions de FCFA)

Nature de l'opération	2010	2011	2012	2012/2011 (%)
Dépôts de la clientèle	1 258 405	1 645 323	1 927 681	17,2%
Crédits bruts	818 414	1 161 108	1 462 814	26%
Créances en souffrance	51 445	47 418	55 536	17,1%
Provisions pour dépréciation des comptes à la clientèle	31 389	43 926	46 862	6,7%
Crédits Nets	787 025	1 117 182	1 415 952	26,7%
Capitaux Permanents	240 703	229 963	256 797	11,7%
Valeurs Immobilisées	89 035	87 806	113 269	29%
Autres Postes Nets	39 210	20 157	45 618	126,3%
Excédent/Déficit De Trésorerie	662 258	690 455	697 423	1%
Total du bilan	1 538 318	1 895 443	2 230 096	17,7%

Source : COBAC

Tableau de bord de l'économie

Situation des opérations avec la clientèle

L'ensemble des ressources à vue (comptes à vue et comptes d'épargne sur livrets) ont enregistré une progression de 3,2% pour s'établir à 1169 milliards de FCFA contre 1131 milliards de FCFA un an auparavant.

Les ressources à terme (comptes à terme et comptes de dépôts à régime spécial) collectées auprès de la clientèle ont augmenté de 48,4% à 681 milliards de FCFA.

Evolution des dépôts de la clientèle par type de comptes (en millions de FCFA)

Types de comptes	2010	2011	2012	2012/2011
Comptes à vue	823 137	1 131 855	1 168 539	3,2%
Compte à terme	373 502	439 371	664 732	50,3%
Comptes de dépôts à régime spécial	24 007	19 850	16 755	-15,6%
Autres comptes	34 194	49 866	69 492	39,4%
Dettes rattachées	3 565	4 381	8 163	86,3%
Total des dépôts	1 577 506	1 645 323	1 927 681	17,2%

Sources : COBAC

Les dépôts

Les dépôts des administrations publiques se sont élevés à 123 milliards de FCFA, en hausse de 25,7% par rapport à leur niveau de décembre 2011. Parallèlement, ceux des entreprises publiques ont connu un boom (251,3%) pour se situer à 110 milliards en fin décembre 2012 contre 31 milliards l'année précédente.

Les dépôts du secteur privé se sont raffermis de 12,9% et représentent 81,7% du total des dépôts. Ils sont évalués à 1574 milliards de FCFA en décembre 2012.

Evolution des dépôts par type de déposants (en millions de FCFA)

Dépôts de la clientèle	2010	2011	2012	2012/2011
Dépôts publics	66 842	97 787	122 954	25,7%
Dépôts des entreprises publiques	41 175	31 212	109 640	251,3%
Dépôts privés	1 071 969	1 394 105	1 574 320	12,9%
Dépôts des non résidents	40 661	67 975	43 113	-36,6%
Dépôts non ventilés	37 759	54 247	77 655	43,2%
Total des dépôts	1 258 405	1 645 326	1 927 681	17,2%

Sources : COBAC

Les crédits distribués

Les crédits distribués aux administrations publiques ont augmenté de 14,2% à 309 milliards de FCFA contre 271 milliards de FCFA en 2011.

A la faveur d'une bonne conjoncture économique nationale, les crédits aux entreprises publiques et au secteur privé ont progressé respectivement de 301,7% et 29,7%. Le volume des crédits octroyés au seul secteur privé représente environ 72% du total des crédits distribués. Il est arrêté à 1052 milliards de FCFA contre 810 milliards de FCFA, une année plus tôt.

Evolution des crédits bruts par type de bénéficiaires (en millions de FCFA)

Crédits distribués	2010	2011	2012	2012/2011
Crédits à l'Etat	196 525	271 017	309 446	14,2%
Crédits aux entreprises publiques	12 652	10 187	40 919	301,7%
Crédits au secteur privé	568 771	810 703	1 051 593	29,7%
Crédits au non résidents	28 529	52 101	43 756	-16%
Encours financier des opérations de crédit-bail	0	0	0	0
Autres créances	11 934	17 099	17 102	0,0
Total crédits bruts	818 414	1 161 108	1 462 814	26%

Sources : COBAC, Banques et DGEFF

Profit et Rentabilité

Les créances en souffrance ont augmenté de 17,1% et se sont chiffrées à 55 milliards de FCFA en 2012. Le taux de couverture des créances en souffrance par les provisions perd 8,2 points. En effet, il passe de 92,6% à 84,4% en 2012.

Le besoin de provisions complémentaires s'est élevé à un (1) milliard de FCFA, soit le même niveau que celui de l'année précédente.

Par ailleurs, le taux de couverture des crédits par les dépôts s'est replié. En effet, il a été de 136,1% contre 147,3% un an auparavant. Par conséquent, les opérations avec la clientèle ont dégagé un excédent de ressources de 512 milliards de FCFA, contre 528 milliards de FCFA en 2011, soit une baisse de 16 milliards de FCFA.

Tableau de bord de l'économie

Evolution des indicateurs de gestion

	2010	2011	2012
Taux de couverture des créances en souffrance par les provisions	75,2%	92,6%	84,4%
Besoins de provisions Complémentaires (en milliard)	1	5	1
couverture des crédits par les dépôts	159,9%	147,3%	136,1%
Excédent de ressources (en milliard)	471	528	512
Produit Net Bancaire (en milliard)	92,1	134,8	142,6

Sources : COBAC

Respect des normes prudentielles

La majorité des banques gabonaises ont respecté les normes prudentielles édictées par la COBAC comme le montre le tableau ci-après :

Nombre de banques respectant les normes prudentielles

(Normes prudentielles)	2010	2011	2012
Capital minimum	9	9	10
Couverture des risques	9	9	9
Plafond global des risques	9	9	9
Plafond individuel des risques	8	5	7
Couverture des immobilisations	9	9	8
Rapport de liquidité	8	7	9
Coefficient de transformation	9	9	9
Engagements sur les apparentés	9	6	6
Adéquation des fonds propres	8	5	5
Nombre Total des Banques	9	9	10

Sources : COBAC

II.10.2 Les établissements de microfinance

Un établissement de microfinance (EMF) est une entité qui offre des services financiers de proximité à des personnes à faibles revenus évoluant pour la majorité en marge du circuit bancaire traditionnel.

Les EMF sont structurés en trois (3) catégories :

- les associations, coopératives ou mutuelles qui collectent l'épargne

L'activité nationale

de leurs membres pour l'affecter à des opérations de crédits à leur profit ;

- les sociétés anonymes qui collectent l'épargne du public et lui octroient des micro-crédits ;
- les entreprises de micro-crédit et les projets qui accordent uniquement des crédits directs à des tiers sans collecter l'épargne.

Le secteur de la microfinance compte au 31 décembre 2012 dix (10) établissements agréés en activité, dont deux (2) de première catégorie et huit (8) de deuxième catégorie.

Les ressources

L'évolution des ressources a connu une amélioration de 18,2% en 2012 et les dépôts de la clientèle ont connu une progression de 31,4%.

Evolution des ressources (en millions de Fcfa)

En millions de FCFA	2006	2007	2009	2010	2011	2012	Var 12/11
Fonds Propres	649,8	1 603,7	2 089,9	3 492,9	3 623,6	2 312,3	-36,2%
Dépôts collectés	591,5	1 198,4	5 050	8 214,1	14 903	19 590,6	31,4%
Total	1 241,3	2 802,1	7 139,9	11 707	18 526,6	21 902,9	18,2%

Sources : EMF, CNPM

Les emplois

L'embellie observée en 2011 s'est poursuivie en 2012 avec une forte hausse de 81,6%, sous l'effet conjugué d'une demande vigoureuse et d'un rallongement de la durée de remboursement des crédits. Il s'agit pour l'essentiel, de concours par caisse destinés au démarrage ou au renforcement des activités dans les domaines du commerce général et des services.

Evolution des emplois du secteur

En millions de FCFA	2010	2011	2012	Var 12/11
Encours de crédit	4 178,1	8 321,3	15 110,7	81,6%
Dont crédit EMF 2 ^e catégorie		8 289,6	15 080,7	

Sources : EMF, CNPM

Les taux sont restés constants sur les périodes de référence. Ils ont oscillé entre 1,5% et 7% par mois pour les intérêts sur crédits (14% l'an pour les fonctionnaires) et entre 3,5 et 5% par an pour la rémunération des dépôts à vue et à terme.

Tableau de bord de l'économie

Dans la plupart des EMF, le taux de recouvrement se situe autour de 80% en raison de la flexibilité des modes de remboursement et de la proximité avec la clientèle ou les membres. Les EMF déploient leurs activités à travers 30 agences dont 19 sont installées à Libreville.

La clientèle et les effectifs des EMF

La clientèle du secteur a évolué de 45,2% en 2012, pour s'établir à 62 107 contre 42 767 clients l'année précédente. Celle-ci est essentiellement affiliée aux EMF de 2^e catégorie.

S'agissant des effectifs, le secteur a employé 338 salariés en 2012 contre 342 en 2011, soit une légère baisse de 1,2%.

II.10.3 Les compagnies d'assurance

Le marché des Assurances est animé par huit (8) compagnies dont l'activité s'articule autour de deux (2) produits :

- l'assurance dommage, portant sur le transport, l'incendie, l'automobile, RC générale et les risques divers (Tiard) dont les services sont proposés par cinq (5) compagnies : Ogar, Axa Assurance, Assinco, Nsia et Colina ;
- l'assurance vie, couvrant le décès et la vie (retraite et invalidité) proposée par trois (3) compagnies (Ogar Vie, Uag Vie, et Nsia Vie).

Le secteur des Assurances a enregistré une hausse de l'activité avec un chiffre d'affaire global qui s'est établi à 98,8 milliards de FCFA en 2012, contre 89,9 milliards de FCFA en 2011, soit une augmentation de 9,8% qui résulte d'une amélioration des deux composantes.

La branche TIARD

L'activité de la branche a connu également une évolution positive, avec un chiffre d'affaires de 82,9 milliards de FCFA en 2012, contre 74,7 milliards de FCFA l'année précédente. Cette hausse découle des progrès enregistrés sur tous les contrats, à l'exception de ceux de type: responsabilité civile générale et risques divers.

La branche Vie et Capitalisation

Le chiffre d'affaires Vie et Capitalisation a atteint 16 milliards de FCFA en 2012, contre 15,3 milliards de FCFA en 2011, soit une augmentation de 4,4%. Cette évolution traduit l'amélioration enregistrée sur les deux types de polices.

Evolution du marché

CA (en milliards de FCFA)	2010	2011	2012	Var 2011 /2012
TIARD	70,84	74,69	82,86	10,95%
Vie et Capitalisation	12,40	15,30	15,99	4,42%
Total	83,24	89,99	98,85	4,2%

Sources : Fegasa

II.10.4 Les établissements financiers

Le marché gabonais compte trois (3) établissements financiers (Alios Finance Gabon, Finatra, Bici-Bail Gabon) dont les activités principales s'articulent autour du crédit bail, du crédit automobile et du crédit équipement. Leur performance a été contrastée en 2012.

En effet, le volume des ressources s'est rétracté de 10,3% tandis que celui des emplois a augmenté de 11,1%.

Les ressources

Les ressources se sont établis à 93,9 milliards de FCFA en décembre 2012 contre 104,7 milliards à la même période en 2011, soit une baisse de 10,3%, résultant de la diminution simultanée des capitaux propres et des dettes bancaires, respectivement de 2,6% et de 12%.

Evolution des ressources

En milliards de FCFA	2010	2011	2012	Var.12/11
Capitaux propres	17,6	19,2	18,7	-2,6%
Dettes bancaires	37,3	85,5	75,2	-12,0%
TOTAL	54,9	104,7	93,9	10,3%

Sources : EMF, CNPM

Les emplois

Les emplois ont enregistré un accroissement de 11,1% pour atteindre 140,2 milliards en 2012 contre 126,2 milliards en 2011, eu égard à l'augmentation des opérations de crédit bail et des crédits à court terme. Les crédits à moyen terme sont restés quasiment constants à 51,8 milliards de FCFA contre 51,7 milliards de FCFA en 2011.

Tableau de bord de l'économie

Evolution des emplois

En milliards de FCFA	2010	2011	2012	Var.12/11
Titres de participation	0,31	0,31	0,31	0,0%
Crédit à court terme	4,9	4,3	4,5	4,7%
Crédit à moyen terme	45	51,7	51,8	0,2%
Opération de crédit-bail	57,5	69,9	83,6	19,6%
TOTAL	107,7	126,2	140,2	11,1%

Source : Etablissements Financiers

Les grandeurs macroéconomiques

3^e partie



Tableau de bord de l'économie

LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES

Grandeurs	Unités	2010	2011	2012*	11/10	12/11
PIB en volume (aux prix de 2001)	Mds de FCFA	4263,4	4563,6	4804,0	7,0%	5,3%
PIB en valeur	Mds de FCFA	7370,5	8866,3	9064,4	20,3%	2,2%
PIB hors pétrole	Ratio au PIB	49,7%	52,4%	59,5%		
PIB pétrole	Ratio au PIB	50,3%	47,6%	40,5%		
Importations en valeur	Mds de FCFA	1968,9	2326,2	2615,9	18,2%	12,5%
Importations/PIB		26,7%	26,2%	28,9%		
Total Ressources	Mds de FCFA	9339,4	11192,60	11680	19,8%	4,4%
Consommation totale en valeur	Mds de FCFA	3364,8	3819,80	4269,9	13,5%	4,2%
Publique	Mds de FCFA	1023,0	1161,0	1308	13,5%	12,7%
Privée	Mds de FCFA	2341,8	2658,8	4269,9	13,5	11,4
Consommation/PIB	%	45,4	41,1	38		
Investissement total en valeur	Mds de FCFA	1585,4	1733,5	1780,4	9,3	2,7
Public	Mds de FCFA	648,9	732,6	778,7	12,9	6,3
Public/Investissement total	%	40,9	42,3	43,7		
Privé	Mds de FCFA	895,5	991	1001,7	10,7	1,08
Dont Pétrole	Mds de FCFA	460,9	488,6	526,1	6,0	7,7
Investissement total/PIB	%	21,5	19,6	19,6		
Dont Pétrole	%	6,3	5,5	5,8		
Exportations en valeur	Mds de FCFA	4389,3	5639,3	5630	28,5	-0,2
Exportations/PIB	%	59,6	63,6	62,1		
Absorption	Mds de FCFA	4950,2	5553,6	6050,3	12,2	8,9
Solde biens et services non-facteurs/PIB	%	32,8	37,4	33,3		
Taux de couverture Export./Import.)	%	222,9	242,4	215,2		
Emploi	Effectif	132 423	149 099	162 142	12,6	7,4
Public	Effectif	77 576	89 867	101 372	15,8	9,2
Dont MONP	Effectif	9 682	13 063	15 436	34,9	18,2
Public/Emploi Total	%	58,6	60,3	62,5		
Privé	Effectif	54 847	59 232	60 770	8,0	2,6
Masse salariale	Mds de FCFA	1263,5	1388,4	1507,3	8,5	13
Public	Mds de FCFA	437,9	475,5	539,9	8,6	13,5
Privé et parapublic	Mds de FCFA	825,6	912,9	967,4	10,6	6,0
Masse monétaire (M2)	Mds de FCFA	1401,8	1828,3	2107,1	30,4	15,2
Vitesse de circulation de la monnaie	Mds de FCFA	5,3	4,8	4,3		
Prix de détail (base 100 = 2004)	Indices	116,9	118,3	121,5	1,3	2,7

Sources : DGELF, DGB, BEAC, Comité des Statistiques

Tableau de bord de l'économie

III.1 LE PRODUIT INTERIEUR BRUT

A l'instar de nombreux pays exportateurs nets de ressources naturelles (pétrole et mines, notamment), le Gabon a enregistré des résultats relativement meilleurs en 2012 par rapport à 2011, suite à la bonne tenue des cours des matières premières, en dépit de la baisse du niveau de production pétrolière.

En effet, dans le cas particulier du pétrole, la production a atteint 11,628 millions de tonnes en 2012 contre 12,06 millions de tonnes en 2011. Sur le marché international, le brut gabonais s'est vendu à un prix moyen de 110,8 dollars, avec un taux de change du dollar apprécié de 8,2%, à 510,565 FCFA.

En termes réels, le Produit Intérieur Brut (PIB) s'est établi à 5,3% en 2012 contre 7% en 2011. Ce ralentissement s'explique essentiellement par une baisse de l'activité pétrolière (-4,2%), tandis que dans le même temps le secteur hors pétrole améliore ses performances avec un taux de croissance de 9,4%.

Evolution du taux de croissance du PIB

	2010	2011	2012
PIB total	+6,9%	+7,0%	+5,3%
PIB pétrole	5,2%	-2,4%	-4,2%
PIB hors pétrole	7,7%	+11,7%	+9,4%

Source : Direction Générale de l'Économie et de la Politique Fiscale (DGEFPF)

III.1.1 Le PIB par secteur d'activité

En 2012, hormis le secteur primaire, qui s'est caractérisé par un repli de 3,1%, les secteurs secondaire et tertiaire ont respectivement progressé de 4,8% et de 9,8%.

La contreperformance du secteur primaire s'explique principalement par trois (3) facteurs :

- le repli de la production pétrolière de 4,2% par rapport à 2011, en raison, notamment, de l'absence de découverte majeure, du déclin naturel des champs matures, des difficultés techniques rencontrées par certains opérateurs ;
- la baisse de 11% de l'activité minière, justifiée par les problèmes techniques rencontrés par les opérateurs (Comilog, notamment) ;
- et le rendement décroissant de l'agriculture de rente (-3,6%).

En revanche, le raffermissement du secteur secondaire a découlé du relèvement des activités de ses différentes branches, en particulier l'industrie du bois

Les grandeurs macroéconomiques

(+15,9%) et les autres industries (+14,5%). Par contre, le raffinage (-23,8%) et les BTP (-2,4%) ont affiché des contre-performances, le premier à cause des problèmes d'ordre technique rencontrés tout au long de l'année, le second suite à une diminution de la demande.

L'amélioration de l'activité du secteur tertiaire provient, quant à elle, des résultats positifs enregistrés dans toutes les branches, en particulier dans les services (+9,7%) et le commerce (+8,7%). Cette indication concerne également les Transports & communications, en hausse de 11,1%.

Evolution du PIB par secteur d'activité de 2010 à 2012

(En milliards de Fcfa)	PIB nominal (au prix du marché)					PIB réel (au prix de 2001)				
	2010	2011	2012	11/10	12/11	2010	2011	2012	11/10	12/11
Produit Intérieur Brut	7370,5	8866,3	9064,4	20,3%	2,2%	4263,4	4563,5	4804,0	7,0%	5,3%
PIB marchand	6518,5	7966,7	9162,7	22,2%	15,01%	3596,3	3803	3951,8	5,8%	3,9%
Secteur primaire	3838,6	4898	4737,9	27,6%	-3,3%	1718,9	1689,8	1638,1	-1,7%	-3,1%
Agriculture, élevage, pêche	247,1	207,3	222,6	-16,1%	7,4%	184,8	191,5	199,1	3,6%	4,0%
Exploitation forestière	51,7	43,8	46,9	-15,3%	7,1%	55,7	46,9	53,9	-15,8%	15,0%
Pétrole brut	3298,8	4458	4315,3	35,1%	-3,2%	1415,8	1381,8	1323,2	-2,4%	-4,2%
Mines	241	188,9	153,0	-21,6%	-19,0%	62,6	69,6	62,0	11,3%	-11,0%
Secteur secondaire	699,8	925,9	995,9	32,3%	7,6%	403,2	557,4	584,0	27,8%	4,8%
Industries agro-al, boissons	115,2	132,8	144,1	15,3%	8,5%	85,2	95,0	101,5	11,5%	6,9%
Industries du bois	50,9	60,5	64,5	18,9%	6,6%	37,8	44,6	51,7	18,1%	15,9%
Autres industries	174,5	194,5	228,9	11,5%	17,7%	98,9	110,3	126,3	11,5%	14,50%
Raffinage	51,3	75,4	59,5	47,0%	-21,1%	11,0	11,6	8,8	6,0%	-23,8%
Electricité, Eau	61,5	64,2	70,3	4,4%	9,5%	43,8	45,7	48,7	4,3%	6,4%
BTP	211,5	360,2	387,9	70,3%	7,7%	126,5	215,5	210,3	70,3%	-2,4%
Secteur tertiaire	1550,9	1682,3	1822,8	8,5%	8,4%	1112,7	1202,9	1320,7	8,1%	9,8%
Transports & Communication	385,5	399,1	436,7	3,5%	9,4%	276,2	293,2	325,7	6,2%	11,1%
Services	773,8	861,4	912,2	11,3%	5,9%	577	626,6	687,4	8,6%	9,7%
Commerce	329,3	356,2	402,6	8,2%	13,0%	232,9	252	273,9	8,2%	8,7%
Banques et assurances	62,3	65,6	71,3	5,3%	8,6%	26,6	31,1	33,7	17,0%	8,2%
DTI et TVA	464,1	498,8	522,7	7,5%	-1,3%	361,5	387,6	408,9	7,2%	5,5%
Services non marchands	817,2	861,3	985,2	5,4%	15,4%	667,1	760,5	852,2	14,0%	12,1%

Source : DGEPPF

III.1.2 Le PIB par la demande

En 2012, la croissance est essentiellement tirée par la demande intérieure (+8,6%), en liaison avec l'évolution de la consommation totale (+8,9%) et de l'investissement total (+7,8%).

Tableau de bord de l'économie

Les efforts du Gouvernement dans le cadre de la lutte contre la vie chère au Gabon, les embauches enregistrées dans la fonction publique (Forces de Sécurité, Education, Santé) et les emplois générés par la mise en œuvre des grands chantiers d'infrastructures ont soutenu la consommation finale des ménages et des administrations en 2012.

Parallèlement, l'organisation de la CAN, l'aménagement du réseau routier et la mise en œuvre d'autres projets structurants (construction de barrage hydroélectrique, extension de la fibre optique, création des zones économiques spéciales de Nkok et de Mandji) ont entraîné un relèvement du budget d'investissement et la création des conditions favorables au développement de l'investissement privé.

Evolution de la demande intérieure de 2010 à 2012

En milliards de Fcfa	En nominal (aux prix du marché)					En volume (aux prix de 2001)				
	2010	2011	2012	2011 /2011	2012 /2010	2010	2011	2012	2011 /2011	2012 /2010
Demande intérieure	4950,2	5553,4	6050,3	12,2%	8,90%	3983,2	4410,8	4787,9	10,7%	8,6%
Consommation totale	3364,8	3819,8	4269,9	13,5%	11,8%	2661,4	2951,6	3215,5	10,9%	8,9%
Publique	1023	1161	1310,80	13,5%	12,7%	848,2	917,7	1006,7	8,2%	9,7%
Privée	2307	2620,42	2974,10	13,5%	11,4%	1813,2	2033,9	2208,8	12,2%	8,6%
Investissement total	1585,4	1733,6	1780,4	9,3%	8,0%	1321,9	1459,2	1572,4	10,4%	7,8%
Dont : Pétrole	460,9	488,6	526,1	6,0%	7,7%	473,0	510,9	542,0	8,0%	6,1%
Hors pétrole	434,6	502,4	475,6	15,6%	-5,3%	296,0	328,6	370,3	11,0%	12,7%
Administration	648,9	732,6	778,7	12,9%	9,2%	522,7	637,7	660	22,0%	3,5%

Source : DGEPPF

III.2 LE BUDGET DE L'ÉTAT

Suite à la bonne tenue du prix du baril du pétrole gabonais et de l'appréciation du taux de change du dollar américain par rapport au FCFA, le budget de l'État révisé en 2012, reflète la volonté du Gouvernement de financer le Plan Directeur National d'Infrastructure (PDNI) et le programme de construction de logements.

III.2.1 L'équilibre budgétaire

Initialement prévu à 2453,1 milliards de FCFA, le budget révisé de l'année 2012 a été arrêté à 2759,5 milliards de FCFA en ressources et en emplois, soit une hausse de 12,5%.

Les grandeurs macroéconomiques

Budget prévisionnel de l'Etat

(En milliards de Fcfa)	LFI 2012	LFR 2012	LFR / LFI
Nature des ressources			
Recettes propres	2353,1	2511,1	6,7%
Pétrole	1312,2	1460,1	11,3%
Hors pétrole	1040,9	1051	1%
Ressources d'emprunt	100	248,4	148,4%
Total des ressources	2453,1	2759,5	12,5%
Nature des charges			
Service de la dette	410,7	427,7	4,1%
Fonctionnement	1067	1273	19,3%
Investissement	699,4	1044,6	49,4%
Prêts, avances et dépôts	276	14,2	-94,9%
Total des charges	2453,1	2759,5	12,5%

Source : Comité des statistiques

III.2.1.1 Les Ressources

Les ressources de l'État ont fait l'objet d'une modification en 2012. Elles ont augmenté de 306,4 milliards de FCFA, suite essentiellement aux tirages sur les emprunts. En effet, ces derniers progressent de 148,4 milliards pour s'établir à 248,4 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative. Cette hausse serait consécutive à l'accélération des dépenses liées notamment à la construction des logements et aux infrastructures énergétiques.

Les ressources propres de l'Etat se sont établies à 2511,1 milliards de FCFA, en hausse de 6,7% par rapport à la Loi de Finances Initiale. Cette amélioration résulte principalement de l'accroissement des recettes pétrolières de 11,3% par rapport aux prévisions initiales, en liaison avec l'augmentation du cours du baril de pétrole sur le marché international

III.2.1.2 Les Emplois

Les emplois comprennent le service de la dette, les prêts, les avances, les dépôts et les dépenses d'investissements. La révision à la hausse des ressources s'accompagne d'une augmentation du service de la dette (4,1%), des dépenses de fonctionnement (19,3%) et des dépenses en capital (49,4%). A contrario, la dotation réservée aux prêts et avances recule de 94,9% pour se situer à 14,3 milliards de FCFA.

Tableau de bord de l'économie

III.2.2 L'exécution du budget

L'exécution du budget en 2012, fait ressortir les soldes budgétaires suivants :

- un excédent primaire de 304,6 milliards de FCFA, en hausse de 44,3% comparativement à 2011. Cet excédent, qui représente 3,4% du PIB nominal, découle de l'amélioration de 12,5% des recettes pétrolières ;
- un solde base engagement, incluant la charge d'intérêt associée à la dette publique, qui croit de 65,1% pour s'établir à 217,8 milliards de FCFA ;
- un excédent budgétaire base caisse, augmentant de manière significative pour se situer à 196,3 milliards de FCFA. Il représente 2,2% du PIB nominal.

Évolution des soldes

(En milliards de Fcfa)	2009	2010	2011	2012	12/11
Recettes pétrolières	836,8	990,4	1361	1531,3	12,5
Recettes hors pétrole	848,5	848,3	1094,3	1073,8	-1,9
Recettes comptes spéciaux			30,9	33	6,8
Recettes totales	1685	1839	2486,2	2638,1	6,1
Dépenses de fonctionnement	832,1	886,8	1189	1340,3	12,7
Dépenses d'investissement	309,4	732,2	999,7	995,4	-0,4
Prêts nets	51	64,5	8,5	-77,5	
Fonds spéciaux (y. c. FER)	62,6	57,7	77,9	75,3	-3,3
Autres (dons et transferts en capital)	10,4				
Dépenses primaires totales	1266	1741	2275,1	2333,5	2,6
Solde primaire	419,8	97,5	211,1	304,6	44,3
Solde base engagement	337,5	0,7	131,9	217,8	65,1

Source : Comité des Statistiques

III.2.2.1 Les recettes budgétaires

En hausse de 6,1% par rapport à l'année précédente, le budget en recette s'établit à 2638,1 milliards de FCFA en 2012. Cette évolution est imputable au dynamisme du secteur pétrole et à l'amélioration des recettes des comptes spéciaux.

III.2.2.1.1 Les recettes pétrolières

Les recettes pétrolières ont représenté 35,5% du PIB pétrolier pour une valeur de 1531,3 milliards de FCFA contre 1361 milliards de FCFA en 2011. Elles s'améliorent de 12,5%, du fait de la bonne tenue de la Redevance Minière Proportionnelle (+2,7%) et surtout du meilleur recouvrement des autres recettes (+45,3%), malgré le recul des Impôts sur les Sociétés (-23,7%) et la quasi-stabilité des transferts de SOGARA (-0,5%).

Les grandeurs macroéconomiques

Évolution des recettes pétrolières

(En milliards de Fcfa)	2009	2010	2011	2012	12/11
Impôts sur les sociétés	272,5	164,9	263,2	200,8	-23,7
Redevance Minière Proportionnelle	225,2	325,5	465,7	478,2	2,7
Autres	274,0	367,0	488,0	708,9	45,3
Transferts SOGARA	65,1	132,9	144,1	143,4	-0,5
Total des recettes pétrolières	836,8	990,3	1361,0	1531,3	12,5
En % du PIB pétrolier	41,6	30,0	30,5	35,5	
PIB pétrolier (pour mémoire)*	2010,1	3298,8	4458,0	4315,3	

Source : Comité des statistiques, *Direction Générale de l'Économie et de la Politique Fiscale (DGEPP)

III.2.2.1.2 Les recettes hors pétrole

En 2012, les recettes hors pétrole ont baissé de 1,9% pour s'établir à 1073,8 milliards de FCFA contre 1094,3 milliards l'année précédente. A l'exception des droits de douane qui ont progressé de 7,8% à 407,1 milliards de FCFA, les autres composantes des recettes non pétrolières se sont caractérisées par un repli.

Évolution des recettes hors pétrole

(En milliards de Fcfa)	2009	2010	2011	2012	12/11
Droits de douanes	277,4	361,3	377,8	407,1	7,8%
dont DTI	250,1	355,7	354,9	396,3	11,7%
Taxes sur les biens et services	141,8	163,2	197,1	184,2	-6,5%
dont TVA	81,5	93,0	143,9	126,4	-12,2%
Impôts directs	325,1	234,8	344,1	310,4	-9,8%
Autres recettes	103,7	89,0	175,3	172,1	-1,8%
Dons	0,5				
Total des recettes hors pétrole	848,5	848,3	1094,3	1073,8	-1,9%

Source : Comité des statistiques

III.2.2.2 Les dépenses publiques

En 2012, les dépenses exécutées de l'Etat, hors paiement des intérêts de la dette publique, ont augmenté de 2,6%, passant de 2275,1 milliards en 2011 à 2333,5 milliards de FCFA en 2012. Cette hausse s'explique exclusivement par l'expansion des dépenses de fonctionnement.

III.2.2.2.1 Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement ont progressé de 12,7% pour s'établir à 1340,3 milliards de FCFA en 2012 contre 1189 milliards en 2011. Cette situation est due

Tableau de bord de l'économie

à la hausse conjointe des traitements et salaires (+14,3%), des biens et services (+9,8%) et des transferts et subventions (+13,1%).

L'accroissement des dépenses relatives aux biens et services résulte de la prise en compte de nouvelles unités administratives et du relèvement de certaines dotations en gestion décentralisée (transport des bagages des diplomates rappelés, frais de scolarité, baux administratifs, convention de nettoyage).

L'alourdissement des dépenses liées aux transferts et subventions s'explique par la prise en compte du coût réel du soutien au prix des carburants et au raffinage dans le cadre des mesures de lutte contre la cherté de la vie et à la couverture des charges de fonctionnement de la SOGATRA pour le quatrième trimestre.

III.2.2.2 Les dépenses d'investissement

Du fait du fort recul de la mobilisation des financements extérieurs, les dépenses en capital exécutées sont restées quasiment stable, pour accompagner la stratégie de renforcement en infrastructures de base, préalable au développement du secteur privé. Affectées pour l'essentiel au développement, les dépenses d'investissement se sont élevées à 995,4 milliards en 2012, contre 999,4 milliards de FCFA en 2011, dont 812,8 milliards financées sur ressources propres et 182,6 milliards sur financements extérieurs. Ces dépenses ont concerné notamment la poursuite de l'aménagement du réseau routier et le renforcement des infrastructures énergétiques et de télécommunication.

Evolution des dépenses publiques

(En milliards de F cfa)	2010	2011	2012
Fonctionnement	886,8	1189,0	1340,3
Salaires et traitements	412,4	450,1	514,6
Biens et services	239	298,7	327,9
Transferts et subventions	235,4	440,2	497,8
Investissements	732,2	999,7	995,4
Ressources propres	508,6	750,0	812,8
Finex	223,6	249,7	182,6
Prêts nets (y. c prise de participation et FER)	84,0	48,5	-39,8
Fonds spéciaux (y. c engagement EPP)	38,1	37,9	37,6
Transfert en capital			
Total dépenses hors paiement d'intérêts	1741,2	2275,1	2333,5
PIB nominal	7370,5	8866,3	9064,4
Fonctionnement en % du PIB nominal	12,0%	13,4%	14,8%
Investissements en % du PIB nominal	9,9%	11,3%	11,0%

Source : Comité des statistiques

Les grandeurs macroéconomiques

III.2.3 La dette publique

A fin décembre 2012, le total des paiements de la dette publique gabonaise a enregistré une hausse de 27,1% à 337,3 milliards de FCFA contre 265,3 milliards de FCFA l'année précédente. Cette évolution s'explique par les reports de règlements de l'exercice 2010 sur les deux années suivantes.

Les règlements de la dette intérieure et extérieure ont conjointement augmenté, respectivement de 42% et 23,2%.

Le paiement de la dette a représenté 13% des recettes budgétaires en 2012, contre 10,6% l'année précédente.

Evolution des règlements

(en milliards de Fcfa)	2011	2012	12/11
Dette extérieure	209,3	257,8	23,2%
Multilatérale	36,1	31,2	-13,6%
Bilatérale*	136,7	189,4	38,6%
Marchés financiers	36,5	37,2	1,9%
Dette intérieure	56,0	79,5	42,0%
Total	265,3	337,3	27,1%

Source : Direction Générale de la dette.

L'encours de la dette publique du Gabon a augmenté de 2,3% en 2012. Ce stock a atteint 1484,1 milliards contre 1450,9 milliards de FCFA l'année précédente. Cette évolution est imputable à la dette extérieure qui croit de 2,4% suite au renforcement des engagements multilatéraux et bilatéraux, en dépit de leur diminution sur le marché financier.

Tout comme en 2011, le taux d'endettement s'est maintenu à 16,4% en 2012. Cette stabilité s'explique par l'accroissement presque dans les mêmes proportions de la croissance du PIB nominal et de l'encours de la dette, respectivement de 2,2% et 2,3%.

Evolution du Stock de la dette

(en milliards de Fcfa)	2011	2012	12/11 en %
Dette extérieure	1394,3	1427,1	2,4
Multilatérale	221,7	242,0	9,1
Bilatérale*	728,6	751,0	3,1
Marchés financiers	444,0	434,1	-2,2
Dette intérieure	56,6	57,0	0,6
Total	1450,9	1484,1	2,3

Source : Direction Générale de la Dette, (*) y compris la dette commerciale

Tableau de bord de l'économie

III.3 LA MONNAIE ET LE CREDIT

Au 31 décembre 2012, la situation monétaire large corrélée à l'évolution du secteur réel, des finances publiques et des échanges avec l'extérieur, se distingue par :

- une augmentation de la masse monétaire ;
- un raffermissement du crédit intérieur ;
- une appréciation des avoirs extérieurs nets ;
- une amélioration de la Position Nette du Gouvernement ;
- un assouplissement de la politique monétaire.

Année	2009	2010	2011	2012
(en milliards de FCFA)				
Avoirs extérieurs nets	973,0	896,2	1006,9	1100,6
Banque centrale	797,4	743,0	984,0	1064,0
Banques commerciales	175,5	153,2	22,9	36,6
Avoirs intérieurs nets	302,9	617,2	935,6	1204,4
Crédits intérieurs nets	438,4	708,2	998,1	1227,7
Créances nettes sur l'Etat	-192,0	60,8	76,1	50,7
Position Nette du Gouvernement (PNG)	-177,7	81,8	103,3	79,4
Créances nettes sur les organismes publics	-14,3	-21,0	-27,2	-28,7
Crédits à l'économie	630,4	647,4	922,0	1177,0
Autres postes nets	-135,5	-91,0	-62,5	-23,3
Quasi-monnaie	402,7	475,0	563,4	801,3
Monnaie au sens large	1171,1	1401,8	1828,3	2107,1
Ressources extra-monétaires	345,1	201,6	155,8	221,2
Circulation fiduciaire	247,5	221,2	291,3	293,9
Dépôts	923,6	1180,6	1537,0	1813,2
(variation en %)				
Monnaie au sens large	2,8%	19,7%	30,4%	15,2%
Circulation fiduciaire	8,8%	-10,6%	31,7%	0,9%
Dépôts	1,3%	27,8%	30,2%	18,0%
Avoirs extérieurs nets	0,3%	-7,9%	12,4%	9,3%
Avoirs intérieurs nets	69,4%	103,8%	51,6%	28,7%
Crédits intérieurs nets	0,7%	61,5%	40,9%	23,0%
Créances nettes sur l'Etat	-19,3%	-131,7%	26,3%	-33,4%
Crédits à l'économie	-6,4%	2,7%	42,4%	27,7%

Source : Beac

Les grandeurs macroéconomiques

III.3.1 Les ressources du système monétaire

III.3.1.1 La masse monétaire (M2)

Elle s'est consolidée de 15,2% à 2107,1 milliards FCFA en décembre 2012, tirée par la hausse conjointe du crédit intérieur net (23%) et des avoirs extérieurs nets (9,3%). Ses deux composantes (la circulation fiduciaire et les dépôts) ont progressé respectivement de 0,9% à 293,9 milliards de FCFA et de 18% à 1813,2 milliards de FCFA.

La quasi-monnaie

Elle a connu une forte augmentation de 42,2% à 801,3 milliards de FCFA en décembre 2012, en rapport avec la propension à épargner des agents économiques.

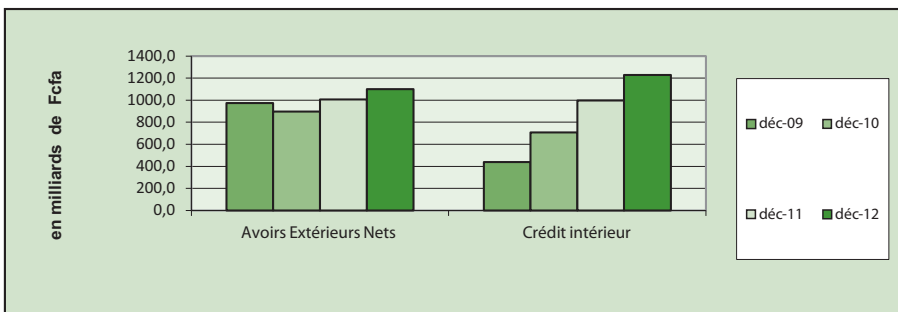
III.3.1.2 Les ressources extra-monnaïres

Elles ont cru de 25,3% à 221,2 milliards de FCFA à fin décembre 2012, consécutivement au renforcement des fonds propres (12% à 244,5 milliards de FCFA en décembre 2012).

III.3.2 Les contreparties de la masse monétaire

Sur la période de référence, les contreparties de la masse monétaire (avoirs extérieurs nets et crédit intérieur) se raffermissent de 16,1%.

Evolution des contreparties de la masse monétaire



III.3.2.1 Les avoirs extérieurs nets

Ils se sont appréciés de 9,3% à 1100,6 milliards de FCFA en décembre 2012, du fait de la hausse combinée des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale (8,1%) et ceux des Banques Primaires (59,8%).

Tableau de bord de l'économie

Les avoirs extérieurs nets de la BEAC se sont renforcés de 8,1% à 1064 milliards de FCFA en décembre 2012. Cette évolution est en partie liée à l'amélioration du compte d'opérations (1,5% à 802,2 milliards de FCFA). De même, les avoirs extérieurs nets des banques primaires ont connu une forte croissance de 59,8% à 36,6 milliards de FCFA en décembre 2012.

III.3.2.2 Le crédit intérieur

Il a augmenté de 23% à 1227,7 milliards de FCFA en décembre 2012, corrélativement à la hausse des crédits à l'économie (27,7%).

Les créances nettes sur l'Etat

En rapport avec les finances publiques, la situation nette débitrice de l'Etat s'est chiffrée à 50,7 milliards de FCFA en décembre 2012 après 76,1 milliards de FCFA un an plus tôt. Cette situation traduit un allègement de la dette de l'Etat auprès du système bancaire.

Par conséquent, la Position Nette du Gouvernement (PNG) s'est améliorée pour s'établir à 79,4 milliards de FCFA en décembre 2012 après 103,3 milliards de FCFA un an auparavant.

Les créances sur l'économie

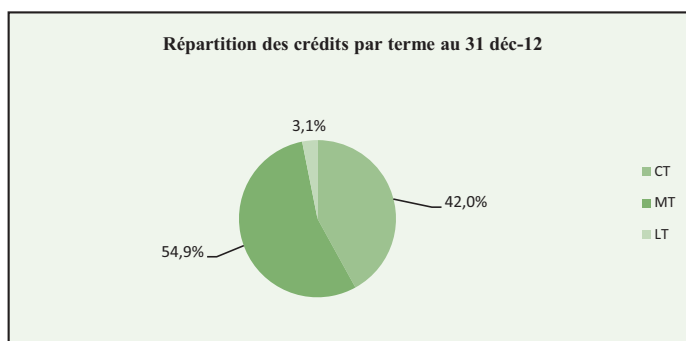
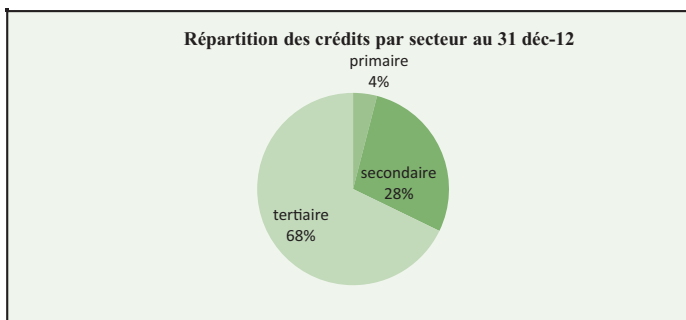
L'encours des crédits à l'économie s'est consolidé de 27,7% à 1177 milliards de FCFA en décembre 2012. Cette situation est attribuable au financement des programmes d'investissements du secteur privé non financier, représentant 89,8% des concours.

III.3.2.3 Le financement de l'économie

Au 31 décembre 2012, le montant global des crédits à l'économie recensés par les services de la BEAC a progressé de 26,5% à 1219,6 milliards de FCFA. Cette évolution est consécutive à la hausse concomitante des crédits à court terme (45,2% à 511,9 milliards de FCFA en décembre 2012) et des crédits à moyen terme (14% à 669,4 milliards de FCFA en décembre 2012).

Les grandeurs macroéconomiques

Répartition des crédits bancaires



Le secteur primaire

Il n'absorbe que 4% de l'ensemble des concours bancaires. Les crédits consentis à ce secteur se sont élevés à 49,1 milliards de FCFA en décembre 2012 après 50,6 milliards en décembre 2011, provenant de la diminution des crédits accordés à la sylviculture, exploitation forestière et activités annexes.

Toutefois, ces activités ont reçu 84% du financement du secteur primaire. Les crédits à court et moyen terme se sont établis respectivement à 19,6 milliards de FCFA et 22,9 milliards ; soit 39,9% et 46,6% des prêts alloués à ce secteur. Sur le long terme, le secteur a bénéficié de 6,6 milliards de FCFA, représentant 13,5% des concours.

Le secteur secondaire

Ce secteur a représenté 28,2% de l'encours. Les crédits qui lui ont été octroyés se sont chiffrés à 343,5 milliards en décembre 2012 après 212,2 milliards en décembre 2011. Cette évolution est corrélée à la progression des crédits

Tableau de bord de l'économie

accordés aux activités de l'industrie de transformation, représentant 49%. Les crédits à court et moyen terme se sont élevés conjointement à 183,4 milliards de FCFA et 154,4 milliards; soit 53,4% et 44,9% des crédits distribués à ce secteur. Sur le long terme, les crédits se sont chiffrés à 5,7 milliards de F.CFA, ils n'ont concentré que 1,7% du financement sectoriel.

Le secteur tertiaire

Il a englobé 67,8% de l'ensemble des prêts bancaires. Les crédits qui lui sont accordés se sont élevés à 827,2 milliards de FCFA en décembre 2012 contre 701,6 milliards un an plus tôt. Cette situation est due aux crédits destinés à la branche services, représentant 72,1% de l'encours sectoriel. Les crédits à court et moyen terme se sont situés respectivement à 308,9 milliards de FCFA et 492,1 milliards, soit 37,3% et 59,5%. Sur le long terme, les crédits octroyés ont atteint 26,2 milliards de FCFA, soit 3,2% du total des crédits octroyés au secteur.

III.4 LA BALANCE DES PAIEMENTS

En 2012, la balance des paiements présenterait, selon les projections, un excédent du solde global en diminution par rapport à 2011. Cette évolution résulterait d'une forte détérioration du solde du compte des capitaux, en dépit d'une amélioration du compte des transactions courantes.

III.4.1 La balance des transactions courantes

La balance des transactions courantes enregistrerait un solde excédentaire en hausse de 18,8%. Elle s'établirait à 1744,4 milliards de FCFA contre 1468,4 milliards de FCFA en 2011, du fait de l'évolution positive du solde de la balance commerciale.

III. 4. 1.1 La balance commerciale

En 2012, le solde de la balance commerciale croîtrait de 11,8% pour atteindre 4095,7 milliards de FCFA contre 3662 milliards de FCFA en 2011. Cette variation découlerait, d'une part, de l'augmentation de la valeur des exportations de 10,8% et d'autre part, de l'appréciation de 8,2% du taux de change du dollar américain par rapport au FCFA et ce, en dépit d'une hausse de 8,2% des importations.

Les grandeurs macroéconomiques

Evolution de la balance commerciale

En milliards de FCFA	2010*	2011*	2012**	Var12/11
Exportations (fob)	3697,0	5172,3	5729,9	10,8%
Importations (fob)	1346,2	1510,3	1634,2	8,2%
Balance commerciale	2350,8	3662,0	4095,7	11,8%
Taux de couverture (en %)	274,6	342,5	350,6	

Source : BEAC, * Estimations ; ** Projections

III.4.1.2 La balance des services

Le déficit de la balance des services devrait se dégrader de 9,9% en 2012, atteignant 1 001,8 milliards de FCFA, en raison de la détérioration de la quasi-totalité des postes de cette composante (Fret et assurances, transports, autres services aux entreprises, ...).

III.4.2 La balance des capitaux

La balance des capitaux demeurerait structurellement déficitaire en 2012. Son solde se détériorerait davantage passant de -569,8 milliards de FCFA en 2011 à -1006,4 milliards de FCFA, en rapport avec la forte dégradation du solde du compte financier (Investissements Directs Etrangers et autres investissements).

III.4.3 La balance globale

En définitive, le solde de la balance globale afficherait un excédent de près de 80,2 milliards de FCFA en 2012, environ 0,9% du PIB, soit une diminution de 66,7% par rapport à 2011.

Evolution de la balance globale

En milliards de FCFA	2010*	2011*	2012**	Var12/11
1- Transactions courantes	663,7-	1 468,4	1 744,4	18,8%
A- Biens et Services	1 604,7	2750,2	3093,9	12,5%
a-biens	2 350,8	3 662,0	4 095,7	11,8%
b-services	- 746,1	- 911,9	-1 001,8	-9,9%
c-revenus	- 827,4	- 1 144,6	-1 202,1	-5,0%
B- Transferts	- 113,6	- 137,1	-147,4	-7,5%
2- Mouvements de Capitaux	- 418,6	- 569,8	-1 006,4	-76,6%
3- Erreurs et Omissions	- 299,4	- 657,6	-657,6	0,0%
Balance globale	-54,3	240,8	80,2	-66,7%

Source : BEAC, *Estimation, ** Projection

Tableau de bord de l'économie

III.5 L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX

III.5.1 L'emploi

En 2012, les effectifs globaux du secteur moderne ont été évalués à 162 142 agents contre 149 099 agents en 2011, soit une hausse de 8,7%. Cette évolution provient de l'augmentation de 12,8% des employés de l'administration publique.

Evolution des effectifs du secteur moderne

DESIGNATION	2010	2011	2012	12/11 en %	Poids en 2012 en %
Sociétés	54 847	59 232	60 770	2,6	37,5
Parapublique	9 485	9 610	9 754	1,5	6,0
Privées	45 362	49 622	51 016	2,8	31,5
Secteur public	77 576	89 867	101 372	12,8	62,5
Fonction publique	62 594	71 361	80 293	12,5	49,5
MONP	9 682	13 063	15 436	18,2	9,5
Libreville	4 093	4 458	4 895	9,8	3,0
Intérieur	5 589	8 605	10 541	22,5	6,5
Collectivités locales	5 300	5 443	5 643	3,7	3,5
Total général	132 423	149 099	162 142	8,7	100,0

Sources : DGELF, DGB

III.5.1.1 L'emploi dans le secteur public

A fin 2012, les effectifs du secteur public ont progressé de 12,8%, pour se situer à 101 372 agents contre 89 867 en 2011. Cet accroissement s'explique essentiellement par les nouveaux recrutements dans l'Administration générale, du développement, des transports, de l'économie et des pouvoirs publics. Par ailleurs, le programme de recrutement des collectivités locales et de la main d'œuvre non permanente a renforcé cette tendance.

Les grandeurs macroéconomiques

Variation des effectifs de la fonction publique par département

Désignation	2010	2011	2012	Var 12/1 (en %)
Fonction publique	62 594	71 361	80 293	12,5
Pouvoirs publics	17 845	20 053	22 631	12,9
Adm. Générale	8 335	9 521	10 759	13,0
Adm. Economiques	5 226	6 528	7 516	15,1
Adm. du Développement	2 741	3 403	4 143	21,7
Adm. des Transports	733	1 117	1 297	16,1
Adm de l'Education	18 337	20 574	22 734	10,5
Adm. Sociales	9 335	10 030	11 083	10,5
Autres	42	135	130	-3,7
MONP	9 682	13 063	15 436	18,2
Libreville	4 093	4 458	4 895	9,8
Intérieur	5 589	8 605	10 541	22,5
Collectivités locales	5 300	5 443	5 643	3,7
Total	77 576	89 867	101 372	12,8

Sources : Source : DGB

III.5.1.2 L'emploi dans les sociétés

En 2012, les sociétés ont enregistré une augmentation de 3,3% de leurs effectifs pour se situer à 51 283 agents contre 49 622 en 2011. Cette évolution a résulté essentiellement de la croissance de l'activité agricole (+9,5%), des Banque -Assurances (+6,8%), des services (+4,5%) et du commerce (+3,7%).

Évolution de l'emploi privé par secteurs d'activité

DESIGNATION	2010	2011	2012	Var 12/11 en %	Poids en 2012 en %
Agriculture	2233	2176	2383	9,5	4,6
Pétrole	2447	2450	2475	1,0	4,8
Mines	1492	1509	1556	3,1	3,0
Bois	4095	6985	7209	3,2	14,1
Industries Agro-alimentaires	3420	3245	3310	2,0	6,5
Autres industries	2820	1913	1937	1,3	3,8
Eau, électricité et raffinage	3013	2019	2078	2,9	4,1
Bâtiment et travaux publics	6857	4376	4477	2,3	8,7
Transports et Télécom	8302	8551	8713	1,9	17,0
Services	9908	9154	9564	4,5	18,6
Commerce	7965	5004	5189	3,7	10,1
Banques et Assurances	2295	2240	2392	6,8	4,7
Total	54847	49622	51283	3,3	100,0

Source : Estimation DGEFF

Tableau de bord de l'économie

III.5.2 Le chômage

Les demandes d'emploi traitées par l'Office National de l'emploi (ONE) en 2012, se sont établies à 5620 dossiers contre 7983 en 2011, soit une baisse de 29,6%, résultant essentiellement d'une faible inscription des demandeurs d'emploi ayant le statut d'anciens travailleurs.

Dans le même temps, les offres d'emploi ont reculé de 48,11% pour s'établir à 1877 postes contre 3617 en 2011. Ceci est consécutif à une baisse de l'activité dans le secteur des BTP entre 2011 et 2012. Par ailleurs, les embauches n'ont représenté que 55,3% des offres et ont enregistré un recul de 17,1% par rapport à 2011.

Evolution des offres et demandes d'emploi

	Année	2011	2012	2012/2011 en %
Demandeurs d'emploi	Anciens travailleurs	4344	1686	-61,2
	Premiers demandeurs	3639	3934	8,1
	Total	7983	5620	-29,6
Offres d'emploi	Total	3617	1877	-48,1
Embauchés	Embauches directes	1066	646	-39,4
	Embauches suite			
	aux prestations FIR	186	124	-33,3
	Embauches suite aux prestations de l'ONE	0	268	-
	Total	1252	1038	-17,1

Source Office National de l'Emploi

III.5.3 Les salaires

En 2012, la masse salariale du secteur moderne a progressé de 13% à 1 507,3 milliards de FCFA. Cette fluctuation est liée à l'augmentation du niveau des salaires de 6% et 13,5% respectivement dans les sociétés et les administrations publiques.

Les grandeurs macroéconomiques

Evolution de la masse salariale du secteur moderne

(En milliards de FCFA)	2010	2011	2012	Var 11/10	Var 12/11
Sociétés	825,6	912,9	967,4	10,6%	6,0%
Privés	703,4	784,3	832,9	11,5%	6,2%
Parapubliques	122,2	128,6	134,5	5,2%	4,6%
Administrations	437,9	475,5	539,9	8,6%	13,5%
Fonction Publique	367,5	404,7	467,9	10,1%	15,6%
MONP	44,9	45,3	46,6	0,9%	2,9%
Collectivités Locales	25,5	25,5	25,4	0,0%	-0,4%
Total général	1263,5	1388,4	1507,3	8,5%	13,0%

Sources : DGELF, DGB

III.5.3.1 La masse salariale du secteur public

Dans l'Administration (y compris collectivités locales), 539,9 milliards de FCFA ont été mobilisés et orientés vers les traitements et salaires en 2012. Cette progression de 13,5% provient de la prise en compte des glissements catégoriels des agents de la fonction publique, l'entrée en solde de près de 6000 agents de défense et de sécurité, des agents civils de l'Administration générale; la régularisation de la PIFE aux ayants droit non pris en compte au cours de l'exercice précédent, l'harmonisation mensuelle de la prime de logement à tous les agents de l'Etat.

De même, la masse salariale de la Main d'œuvre Non Permanente (MONP) a progressé de 2,9% atteignant 46,6 milliards de FCFA en 2012. En revanche, dans les collectivités locales, la masse est restée quasi-stable (-0,4%).

III.5.3.2 La masse salariale des sociétés

En 2012, la masse salariale des sociétés a augmenté de 6,0% à 967,4 milliards de FCFA en glissement annuel. Cet accroissement s'explique par la bonne tenue de l'activité dans la quasi-totalité des branches de l'économie, notamment le commerce, les services et les banques et assurances.

III.5.4 Les prix

L'inflation, mesurée par l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC), a atteint une moyenne annuelle de 2,7% en 2012 contre 1,3% en 2011. En glissement, les prix à la consommation ont évolué de 2,2%.

Tableau de bord de l'économie

En 2012, la hausse des prix est essentiellement tirée par les prix des produits alimentaires de grande consommation (l'huile de palme raffinée, poisson, viande, légumes et tubercules), des articles d'habillement et chaussures, et du transport. Deux facteurs expliquent cette évolution : (i) le déséquilibre entre l'offre et la demande du niveau national de ces produits (ii) et le relèvement substantiel des prix sur le marché international des produits alimentaires.

Evolution des prix à la consommation des ménages

Regroupements	pondé- ration	Moyenne annuelle					Glissement (%)
		2010	2011	2012	var12/10	var12/11	
INDICE GLOBAL	10000	116,9	118,3	121,5	1,3	2,7	2,2
Produits alimentaires et boissons non alcool...	3291	120,6	125,5	132,1	4	5,3	4,6
Pains et céréales	673	116,6	124,5	122,8	6,9	-1,4	-6
Viandes	720	116,9	121,8	129,6	4,2	6,4	2,6
Poissons et fruits de mer	446	138,9	148,9	166,2	7,2	11,6	13,3
Lait, fromage et œufs	243	111	116,2	117,7	4,7	1,3	-0,1
Huiles et graisses	183	113,3	111,9	134,9	-1,3	20,6	24,7
Légumes et tubercules	534	126,3	130,3	140,3	3,1	7,7	7,5
Boissons alcoolisées et tabac	185	114,1	116	116,3	1,7	0,3	0,8
Articles d'habillement et chaussures	794	99,7	101,1	103,8	1,4	2,7	1,5
Logement, eau, gaz, électricité....	2053	126,8	127,5	128,1	0,5	0,5	-0,1
Meubles, articles de ménages, entretien	561	106,9	101	101,5	-5,5	0,5	4,1
Santé	357	116,7	121,1	121	3,8	-0,1	-0,7
Transports	990	113	117	122,6	3,5	4,8	3,4
Communications	355	135	116,9	112,4	-13,4	-3,8	-1,6
Loisirs et cultures	503	100,3	99,5	101,5	-0,8	2	-1,5
Enseignement	170	107,3	102,8	96,5	-4,2	-6,2	3,9
Restaurants et hôtels	466	112,7	115,8	119,4	2,8	3,1	1,7
Biens et services divers	275	102,8	102,3	97,6	-0,5	-4,7	-3,9

Source s: DGSEE, DGEPP

Suite à une hausse persistante des prix des produits de première nécessité et son impact sur le pouvoir d'achat des ménages, le Gouvernement a décidé de la suspension des taxes fiscales sur certains produits pour une période de 4 mois à compter de septembre 2012. Parallèlement, il a pris l'arrêté n° 138/MEEDD/CABMIN/SG/DGCC, soumettant les produits importés de consommation courante au régime de la liberté contrôlée des prix. Ce texte fixe principalement les prix de vente plafonds de 64 produits de première nécessité,

Les grandeurs macroéconomiques

devant être appliqués par les distributeurs concernés pendant la période transitoire de six mois à compter du mois d'août 2012.

Toutefois, pour la troisième année consécutive, les prix à la consommation au Gabon sont restés contenus dans la norme communautaire de la CEMAC ($\leq 3\%$), en liaison avec la mise en application des mesures visant à maîtriser les prix des produits alimentaires.



La politique
économique
du gouvernement
en 2012

4^e partie



Tableau de bord de l'économie

IV. LA POLITIQUE ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT EN 2012

La politique économique du gouvernement en 2012 a eu pour fondement le « vaste chantier » engagé pour accélérer la transformation de l'économie aux fins de relever la croissance, renforcer le secteur social et faire du Gabon un pays émergent. A cet effet, le budget s'est aligné sur cette vision afin de devenir l'instrument de mise en œuvre de la politique économique et sociale du gouvernement.

IV.1 LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE

Le gouvernement a inscrit sa politique budgétaire sur une trajectoire pluriannuelle soutenable. La réalisation d'un tel objectif a requis la mise en œuvre de mesures adéquates concernant les recettes et les nouvelles sources de financement, ainsi que les dépenses et les réformes structurelles au plan budgétaire.

IV.1.1 Recettes

Le financement du PSGE nécessite d'importants moyens financiers. A cet effet, le gouvernement a élargi l'assiette fiscale des recettes hors pétrole.

Nouvelles sources de financement

Elles se matérialisent par le recours au marché financier pour le financement de projets de développement.

IV.1.2 Dépenses

L'effectivité du PSGE et la prise en compte d'un certain nombre de préoccupations sociales se sont traduites par un accroissement des dépenses courantes. L'objectif du gouvernement a consisté alors à maîtriser sa dépense publique par des mesures structurelles de gestion de la dépense. Il a poursuivi par ailleurs sa stratégie d'endettement prudente, ainsi que l'accélération de la réforme budgétaire.

IV.2 LES POLITIQUES SECTORIELLES

Le gouvernement a mis l'accent sur la promotion du secteur productif, le développement du secteur privé et l'amélioration du climat des affaires, la mise en place des infrastructures et le renforcement du secteur social.

Tableau de bord de l'économie

Développement du secteur productif

En 2012, le gouvernement a réaffirmé ses orientations impulsées depuis 2009 en matière de développement des secteurs à haute potentialité dont la matière est disponible et en quantité suffisante. Pour cela, les actions ont porté sur la forêt, les mines et le pétrole.

Forêt

Pour le compte de la forêt, le gouvernement a pris la décision suivante :

- l'implantation d'une usine de transformation de bois à Owendo par la SNBG.

Mines et Pétrole

Les actions en faveur des mines et du pétrole concernent ;

- la réforme du code minier et l'élaboration du code pétrolier ;
- l'opérationnalisation des deux compagnies créées dans les domaines des mines (Compagnie Equatoriale des Mines) et du pétrole (Gabon Oil Company) et la création de Gabon Steel dans le domaine de la métallurgie ;

Développement du secteur privé

Le gouvernement est résolument déterminé à relancer et à améliorer le climat des affaires par la mise en place d'un cadre institutionnel et réglementaire qui comprend :

- la poursuite du processus de réorganisation de la chambre de commerce ;
- l'opérationnalisation du centre de développement des entreprises ;
- la création de la nouvelle agence gabonaise pour la promotion des investissements et des exportations ;
- la création d'un conseil présidentiel de l'investissement.

IV.3 LA POLITIQUE SOCIALE

Au plan social, le gouvernement a intensifié ses efforts par des actions en faveur des systèmes éducatifs, sanitaire et de protection sociale.

La politique économique du gouvernement en 2012

Education

Dans le domaine de l'éducation, les actions ont porté sur :

- l'amélioration et la construction des infrastructures scolaires et universitaires ;
- l'amélioration des conditions d'études des élèves et étudiants;
- l'amélioration des conditions des enseignants.

Santé

En matière de santé publique, l'accent a été mis sur :

- l'intensification des actions préventives et curatives contre les pandémies, les maladies transmissibles et non transmissibles ;
- la construction et la modernisation des centres hospitaliers universitaires : CHU de Libreville et d'Agondjé ;
- la poursuite du programme de construction et de réhabilitation des centres médicaux, des centres de santé et des dispensaires sur toute l'étendue du territoire.

Protection sociale

Dans un souci permanent de lutte contre la précarité, le gouvernement a vulgarisé la protection sociale à l'ensemble de la population par les prestations de la CNAMGS aux étudiants.

IV.4 LA POLITIQUE MONÉTAIRE

La politique monétaire de la BEAC a reposé sur la reconduction de l'objectif de refinancement des banques, la stabilité des principaux taux directeurs et la politique des réserves obligatoires.

L'action sur la liquidité bancaire

La situation du marché interbancaire est caractérisée par l'excès de liquidité de la majorité des établissements de crédits. Par conséquent, l'Institut d'Emission a reconduit l'objectif de refinancement de 2 milliards de FCFA fixé depuis le troisième trimestre de l'année 2008.

La politique des taux d'intérêt

Le Comité de Politique Monétaire a fixé les principaux taux d'intervention ainsi qu'il suit :

Tableau de bord de l'économie

- Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO) : 4,00% ;
- Taux des Prises en Pension : 5,75% ;
- Taux Crédeur Minimum : 3,25% ;
- Taux Débiteur Maximum : Supprimé.

De même, les taux d'intérêt sur les placements ont été fixés comme suit :

- Placements à 7 jours : 0,60% ;
- Placements à 28 jours : 0,60%+1/16 de point ;
- Placements à 84 jours : 0,60%+2/16 de point ;
- Taux d'Intérêt sur Placement Public au titre du fonds de réserve pour les générations futures (TISPP0) : 1% ;
- Taux d'Intérêt sur Placement Public au titre du Mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires (TISPP1) : 0,60% ;
- Taux d'Intérêt sur Placement Public au titre des dépôts Spéciaux (TISPP2) : 0,35%.

La politique des réserves obligatoires

Les coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT), sur les Dépôts à Vue (DAV) et le taux de rémunération des réserves obligatoires sont restés identiques et se présentent comme suit :

- Coefficients applicables sur les Dépôts à Vue (DAV) : 11,75% ;
- Coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT) : 9,25% ;
- Taux de rémunération des réserves obligatoires : 0,05%.

Les perspectives
2013-2014

5^e
partie



Tableau de bord de l'économie

V.1. L'ÉCONOMIE MONDIALE EN 2013 et 2014

Après une année de décélération, l'économie mondiale tendrait à se stabiliser sous l'effet des économies des pays émergents et en développement. L'activité mondiale s'accompagnerait d'une augmentation du volume des biens et services ainsi que d'une baisse des cours des matières premières sur le marché international.

En revanche, cette expansion ne se traduirait pas par un repli significatif du taux de chômage dans les principaux pays avancés.

En matière de politique monétaire, les banques centrales maintiendraient leurs principaux taux directeurs à des niveaux bas avant de les relever progressivement tout au long de l'année.

Le taux du PIB mondial se stabiliserait à 3,1% en 2013 et atteindrait 3,8% en 2014.

V.1.1 La conjoncture dans les principaux pays avancés

Comparativement aux autres ensembles, la croissance des pays avancés (1,2%) stagnerait en 2013 avant de s'élever à 2,2% un an plus tard.

En relation avec une réduction projetée des dépenses, l'économie américaine décélérerait à 1,7% en 2013, et pourrait redécoller en 2014, avec une prévision de croissance de 2,7%.

Au Japon, l'activité s'accélérait en relation avec la dépréciation du yen et du raffermissement des exportations vers ses principaux partenaires. Ainsi, le taux de croissance économique s'élèverait à 2% en 2013.

Dans la zone euro, la plupart des économies resteraient en crise. Ainsi, les économies allemande, française, italienne et espagnole enregistreraient respectivement un taux de croissance de 0,3% ; -0,2% ; -1,8% et -1,6%.

Hors de la zone euro, l'activité au Royaume-Uni augmenterait à 0,9% en 2013.

V.1.2 La conjoncture dans les pays en transition

Les pays en transition d'Europe de l'Est bénéficieraient également de l'amélioration de l'économie mondiale. Ainsi, le PIB russe évoluerait à 2,2%.

Tableau de bord de l'économie

V.1.3 La conjoncture dans les pays émergents et en développement

En 2013, la croissance des pays émergents et en développement serait modérée et se situerait à 5% et 5,4% en 2014. Cette expansion découlerait de l'amélioration de la situation macroéconomique et de la bonne tenue de la demande dans les pays avancés.

Les pays émergents d'Asie maintiendraient un taux de croissance de 5% et 5,4% respectivement en 2013 et 2014, sous l'impulsion des économies chinoise et indienne. Le PIB de la Chine croîtrait de 7,8% et celui de l'Inde de 5,6%.

L'activité économique en Amérique latine progresserait lentement et se traduirait par une croissance de 3,4% (après 3%). Le PIB du Mexique se stabiliserait à 3,4%. Celui du Brésil évoluerait à 3% contre 0,9% en 2012.

A l'opposé au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, le PIB pâtirait des tensions politiques en cours et d'une conjoncture extérieure difficile. Ainsi, le taux de croissance replierait pour se situer à 3,1% en 2013 contre 3,7% en 2012.

L'activité en Afrique subsaharienne serait vigoureuse, les pays riches en ressources bénéficieraient du redémarrage de l'économie mondiale. En effet, le PIB atteindrait 5,1% en 2013 et 5,9% en 2014.

V.1.4 La conjoncture dans les pays de la CEMAC

Les pays de la CEMAC profiteraient de l'embellie économique mondiale en 2013. Par pays, le Cameroun, la Guinée équatoriale, le Congo, le Tchad enregistreraient respectivement une croissance estimée à : 4,5% ; 6,8% ; 5,4% et 0,1%. Les réformes en cours en matière de gestion de finances publiques et l'amélioration de l'environnement des affaires, contribueraient au renforcement de la bonne gouvernance.

V.1.5 L'évolution des produits de base

En 2013, les cours des matières premières devraient rester très instables, non seulement en raison du climat économique, mais aussi des tensions politiques dans certaines régions du monde. Comme par le passé, la progression de la demande continuerait de provenir des pays émergents et de la Chine en particulier.

Le Pétrole

Le marché du pétrole serait marqué en 2013 par une demande affaiblie par le ralentissement de la croissance mondiale, surtout de la zone euro. Par ailleurs, l'augmentation de la production mondiale d'1 million de baril jour (mbj), provenant essentiellement des pays producteurs hors-OPEP, notamment l'Amérique du Nord avec des gisements non conventionnels pèserait sur les cours. Dans ce contexte, les prix moyens du Brent devraient baisser pour se situer à 102,6 dollars le baril en 2013, contre 111,9 dollars le baril en 2012.

Le fer

Le prix du minerai de fer devrait se redresser en 2013 pour s'afficher à 148 dollars US la tonne, soit une amélioration de 9% par rapport à 2012, boostée par la demande des producteurs d'acier en Chine dont les importations de minerai de fer augmenteraient de plus de 7%.

L'huile de palme

La production mondiale d'huile de palme devrait atteindre 54,3 millions de tonnes pour la campagne 2012/2013 contre 50,7 millions en 2011/2012, soit une hausse de 7,1%. Dans un contexte marqué par des stocks importants et une campagne occidentale contre la consommation de l'huile de palme, évoquant l'impact environnemental des immenses plantations asiatiques et les méfaits sur la santé, les cours de l'huile de palme devraient baisser, se fixant à 860 USD la tonne contre 999 USD la tonne en 2012.

Le caoutchouc

En 2013, la production mondiale de caoutchouc naturel devrait augmenter de 2,1%, une croissance modérée en raison de la faiblesse des prix. De même, la consommation mondiale progresserait de 4% grâce au soutien de la demande asiatique. Compte tenu de l'excédent des stocks, la variété SMR20 s'échangerait à 305 cts/kg contre 338 cts/kg en 2012.

Le café

La production mondiale de café pour la campagne 2012/2013 est estimée à 145 millions de sacs, soit une augmentation de plus de 7% par rapport à 2011/2012, en raison des conditions météorologiques favorables et du bon déroulement de la récolte, inondant ainsi le marché. De même, la consommation mondiale devrait approcher les 140,2 millions de sacs en 2012/2013, tirée par l'Asie.

Tableau de bord de l'économie

Face à la perspective d'un important excédent, les prix moyens baisseraient en 2013 pour se situer à 150 cts/lb et 100 cts/lb respectivement pour l'Arabica et le Robusta.

Le cacao

Le marché mondial du cacao serait marqué en 2013 par une baisse de la production (entre 0,5% et 1,5% autour de 4 millions de tonnes), en raison des conditions climatiques défavorables causant des pertes de production parmi les principaux producteurs (Côte d'Ivoire et Ghana). Dans ces conditions, les cours du cacao devraient progresser de 5% en 2013.

Le sucre

L'Organisation Internationale du Sucre (ISO) estime la production mondiale de sucre à 177,4 millions de tonnes pour la période 2012/2013, en progression de 2,3% par rapport à 2011/2012, en raison d'une hausse attendue de la production au Brésil, en Chine, aux Etats-Unis et dans l'Union Européenne. Par ailleurs, l'excédent mondial de sucre est prévu à 5,9 Mt. Ainsi, les prix moyens du sucre devraient connaître à nouveau une baisse (-11%), pour se situer à 19 cents la livre.

L'or

Après la dégringolade du 15 avril 2012, causée par le ralentissement de la croissance en Chine et des informations sur la vente par Chypre de ses réserves, les cours de l'or devraient se déprécier en 2013. En effet, dans un contexte de remontée des taux d'intérêt à long terme, de renforcement du dollar et de baisse de la prime de risque sur les actions, les cours de l'or devraient se situer à 1 500 US dollars l'once contre 1 670 US dollars en 2012.

V.2 LE CONTEXTE NATIONAL

V.2.1 L'activité sectorielle

SECTEURS	2012	2013
Secteur primaire		
Pétrole	↘	↘
Manganèse	↘	↗
Agriculture et pêche		
Cacao et café	↗	↗
Caoutchouc naturel	↘	↗
Pêche	↗	↘
Secteur secondaire		
Industries agro-alimentaires, boissons		
Raffinerie de sucre	↘	↗
Huiles et corps gras	↘	↗
Boissons gazeuses et alcoolisées	↗	↗
Eau minérale	↗	↗
Fabrication de tabac	↗	↗
Industries de transformation du bois		
Sciages	↗	↗
Déroulage	↗	↗
Autres industries de transformation		
Chimie	±	↗
Matériaux de construction	↘	↗
Raffinage	↘	↗
Electricité et eau	↗	↗
BTP	↘	↗
Secteur tertiaire		
Transports et auxiliaires de transports		
Terrestre	↗	↗
Aérien	↗	↗
Ferroviaire	↘	↗
Maritime	↗	↗
Auxiliaire de transport	↗	↗
Télécommunications	↗	↗
Commerce		
Général structuré	↗	↗
Véhicules	↘	↗
Produits pétroliers	↗	↗
Produits pharmaceutiques	↗	↗
Ouvrages et périodiques	↘	↗
Services		
Rendus aux particuliers	↗	↗
Immobiliers	↗	↗
Rendus aux entreprises	↗	↗
De réparation	↗	↗
Hôtellerie, Restauration et Tourisme	↘	↗

Source : DGEPP

Tableau de bord de l'économie

V.2.1.1 Le pétrole

Au regard du déclin naturel des champs matures, de la grève des employés du pétrole (ONEP) et de celle du personnel sur le site d'Obangue en début d'année, ainsi que des problèmes techniques rencontrés par les opérateurs, la production nationale accuserait une baisse de 3,1% en 2013, soit 11,270 millions de tonnes.

De même, le prix moyen du brut gabonais régresserait de 11,6% à 98 dollars en 2013 et le taux de change du dollar américain par rapport au FCFA déclinerait de 2,1% à 500 FCFA.

V.2.1.2 Les mines

Le secteur minier serait caractérisé en 2013 par la montée en puissance des gisements de Ndjolé et de Bakoudou, ainsi que de la poursuite des grands projets industriels de Comilog (finalisation du complexe métallurgique de Moanda C2M). En raison du contexte favorable du marché sidérurgique mondial marqué par la reconstitution des stocks et le redressement des prix du manganèse, la production nationale de manganèse devrait s'apprécier de 27,6% pour s'établir autour de 4 millions de tonnes. De même, la production de l'or brut passerait à 1,2 tonne.

V.2.1.3 La filière bois

La filière bois se caractériserait par une décélération de leur croissance en 2013. Ainsi, au niveau de l'exploitation forestière, les difficultés logistiques pour le transport des grumes liées au pont de Kango et aux multiples défaillances du trafic ferroviaire, ainsi que le problème de permis en liaison avec l'aménagement durable des forêts sont autant d'éléments qui gêneraient l'activité de cette branche.

De même, les industries de transformation du bois se caractériseraient par un ralentissement de leur activité, en raison des difficultés éprouvées par certaines entreprises ne disposant pas de permis forestiers pour s'approvisionner en grumes.

V.2.1.4 Les cultures de rente

La branche hévéa serait marquée en 2013 par le redressement de la production dont le volume progresserait de 2,4% à 20 190 tonnes de caoutchouc usiné. Cependant, sous l'effet conjugué des difficultés d'évacuation du caoutchouc usiné dues à l'interruption du trafic sur le pont de Kango (réouvert en juin 2013)

et à la congestion du port d'Owendo, les exportations régresseraient de 5,4%, soit un volume de 19 676 tonnes. Le chiffre d'affaires serait estimé à 31 milliards de FCFA.

V.2.1.5 Les Agro-industries

En 2013, le groupe Castel améliorerait ses performances en raison de la bonne tenue du marché local. En dépit des difficultés techniques rencontrées par Sobraga, la production de boissons gazeuses et alcoolisées s'établirait à 2,6 millions d'hectolitres, soit une hausse de plus de 7%.

Concernant la branche meunière et avicole, la production de farine devrait s'accroître en 2013 et atteindrait 75 000 tonnes en raison de la vigueur de la demande locale. Parallèlement, les branches tabac et sucrière connaîtraient un raffermissement de leur activité à la faveur des exportations de scaferlatis et de cigarettes vers les pays de la Cemac.

V.2.1.6 Les autres industries

La fermeté de la demande de matériaux de construction (ciment, sable, tôles, etc.), favorisée par la poursuite des travaux des barrages et des routes, ainsi que la construction des logements, doperait l'activité des autres industries de transformation en 2013. Ainsi, l'extraction de sable, la production de tôles et la fabrication de peintures connaîtraient une amélioration des quantités produites (+10%, 10,7% et 2,5% respectivement).

V.2.1.7 Le raffinage

En 2013, l'activité de la raffinerie connaîtrait une amélioration, suite à la poursuite des travaux de maintenance de l'outil de production et du projet de dégoullottage qui permettrait une augmentation de la capacité de production de 30 à 50%, soit 1,5 millions de tonnes. Ainsi, la société compte traiter environ 980 000 tonnes métriques de pétrole brut et ce, malgré la grève du personnel en début d'année. La demande vigoureuse du marché domestique, en liaison avec le regain d'activité attendu dans les mines, les BTP et le bois expliquerait cette situation.

V.2.1.8 L'énergie

En 2013, la SEEG poursuivrait ses efforts d'améliorations, de renforcement de l'outil de production et de la distribution de ses produits. Dans ce contexte, les quantités produites en électricité et en eau progresseraient respectivement de 7% à 2 104 Gwh et de 3,5% à 89 millions de m³, pendant que les quantités

Tableau de bord de l'économie

vendues se situeraient à 1 579 Gwh (+2,9%) et 65 millions de m³ (+3,2%), imputable à la fermeté de la demande.

V.2.1.9 Les BTP

L'activité du secteur des BTP se redresserait en 2013, après la morosité enregistrée en 2012. La poursuite des travaux de construction des barrages hydroélectriques, le programme d'investissement de la SEEG et des zones économiques spéciales, ainsi que des travaux du Schéma Directeur National des Infrastructures du PSGE (routes, logements, fibre optique, etc.) expliqueraient cette amélioration. Ainsi, une hausse de plus de 10% du chiffre d'affaires consolidé est prévue.

V.2.1.10 Les transports et les auxiliaires de transport

Le secteur des transports et auxiliaires de transports prévoit une appréciation de son activité en 2013 dans la plupart de ses branches. Ainsi, le transport ferroviaire et maritime tirerait profit de la conjoncture favorable dans les mines et les autres branches d'activité, avec un volume global des marchandises transportées progressant de plus de 8%.

V.2.1.11 Les télécommunications

La branche des télécommunications profiterait de la dynamique impulsée par les opérateurs de téléphonie mobile en raison de l'extension du réseau à travers le territoire, des offres de produits à forte valeur ajoutée et des campagnes promotionnelles. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires du secteur s'établirait à 408,5 milliards de FCFA, soit une augmentation de 7,5% par rapport à 2012. Cependant, du fait de la saturation du marché du GSM, le nombre d'abonnés au téléphone avoisinerait 2,950 millions de clients. De même, avec l'installation de la fibre optique à Libreville, puis à l'intérieur du pays, le nombre d'abonnés à internet haut débit devrait s'accroître progressivement.

V.2.1.12 Le commerce

L'activité du commerce afficherait un chiffre d'affaires de 1 211 milliards de FCFA en 2013, soit une hausse de 9,5%, due à la bonne tenue du commerce des produits pétroliers et du commerce général structuré. La fermeté de la demande du marché domestique justifierait cette évolution.

V.2.1.13 L'hôtellerie

L'année 2013 s'annonce meilleure que 2012, aussi bien pour l'hôtellerie que pour la restauration collective, imputable à l'organisation d'événements d'envergures

Les perspectives 2013-2014

(New York forum for Africa, le centenaire du docteur Schweitzer...) et la poursuite du partenariat entre l'Etat et un opérateur spécialisé dans la restauration collective.

V.2.1.14 Les autres services

Les autres services envisagent consolider les bonnes performances enregistrées ces dernières années. Ainsi, le chiffre d'affaires global devrait progresser de plus de 8% en 2013, sous l'effet de la demande soutenue du marché local, en liaison avec la conjoncture favorable des autres secteurs.

V2.2 La Microfinance

En 2013, l'activité du secteur poursuivrait son expansion. Cette évolution se caractériserait par une progression moyenne des dépôts et une accélération de l'octroi des crédits.

V.2.3 Les estimations macroéconomiques en 2013 et 2014

V.2.3.1 Les principales hypothèses

En 2013, en l'absence de découvertes majeures, la production pétrolière baisserait de 3,1% à 11,270 millions de tonnes contre 11,628 millions de tonnes en 2011. De même, le prix du baril du pétrole évoluerait à la baisse à 98 dollars, et le taux de change du dollar reculerait de 2,1% à 500,0 FCFA.

En revanche, les exportations de manganèse progresseraient de 27,5% pour se situer à 4 000 000 de tonnes. Face à une demande croissante, le prix de la tonne de manganèse connaîtrait une augmentation de 6% pour se situer à 289 dollars américains.

Tableau des principales hypothèses

Année	2011	2012	2013	13/12 en %
Production pétrolière (en millions de tonnes)	12,060	11,628	11,270	-3,1
Exportations de manganèse (en millions de tonnes)	3,594	3,137	4,000	27,5
Or (en tonnes)		0,2	1,2	500,0
Prix du baril de pétrole gabonais (en \$)	109,7	110,8	98,0	-11,6
Prix de vente de manganèse dollar / tonne -	299,6	272,6	289,0	6,0
Taux de change Fcfa - dollar	471,7	510,6	500,0	-2,1

Source : DGEPPF

Tableau de bord de l'économie

V.2.3.2 La formation du PIB prévisionnel en 2013

Évolution du taux de croissance du PIB

En %	2011	2012	2013
PIB total	7,0	5,3	6,1
PIB pétrole	-2,4	-4,2	-3,1
PIB hors pétrole	11,7	9,4	9,6

Source : DGEPP

Au plan sectoriel, en 2013, hormis le secteur primaire qui table sur une croissance négative (-0,9%), les secteurs secondaire et tertiaire devraient progresser, avec des taux de 10,6% et de 10%, respectivement.

Les performances du secteur primaire s'expliqueraient principalement par une baisse de la production du pétrole (-3,1%), liée au déclin naturel des champs matures, aux incidents techniques survenus sur d'autres champs et aux tensions sociales (grève de l'ONEP).

Le raffermissement du secteur secondaire est principalement lié à la consolidation de la branche bâtiment et travaux publics (+15,5%), du raffinage (+19,8%) et de l'électricité-eau (+7,2%).

Le renforcement de l'activité des BTP serait attribuable à la poursuite des chantiers du plan Directeur National des Infrastructures, alors que la reprise du raffinage s'expliquerait par une amélioration de l'outil de production.

La distribution d'eau et d'électricité connaîtrait une nette amélioration liée au renouvellement des équipements et à la maintenance de l'outil de production (Centrales thermiques, nouvelle conduite d'eau entre Ntoum et Libreville).

Enfin, les progrès enregistrés par le secteur tertiaire découleraient principalement des résultats obtenus par les branches Transports & Communications (+9,6%), services (+10,3%) et commerce (+9,8%).

Les perspectives 2013-2014

Prévision du PIB en volume par secteur

(En milliards de Fcfa)	PIB nominal (au prix du marché)					PIB en volume (au prix de 2001)				
	2011	2012	2013	12/11	13/12	2011	2012	2013	12/11	13/12
Produit Intérieur Brut	8866,3	9064,4	8919,5	2,2%	-1,6%	4563,5	4804,0	5096,0	5,3%	6,1%
PIB marchand	7966,7	9162,7	7805,4	15,01%	-14,8%	3803	3951,8	4160,3	3,9%	5,3%
Secteur primaire	4898	4737,9	4099,8	-3,3%	-13,5%	1689,8	1638,1	1623,7	-3,1%	-0,9%
Agriculture, élevage, pêche	207,3	222,6	234,2	7,4%	5,2%	191,5	199,1	206,3	4,0%	3,7%
Exploitation forestière	43,8	46,9	45,9	7,1%	-2,1%	46,9	53,9	56,0	15,0%	3,8%
Pétrole brut	4458	4315,3	3612,9	-3,2%	-16,3%	1381,8	1323,2	1282,2	-4,2%	-3,1%
Mines	188,9	153,0	206,8	-19,0%	35,2%	69,6	62,0	79,0%	-11,0%	27,50%
Secteur secondaire	925,9	995,9	1117,3	7,6%	12,2%	557,4	584,0	646,1	4,8%	10,6%
Industries agro-al, boissons	132,8	144,1	155,0	8,5%	7,6%	95,0	101,5	107,3	6,9%	5,7%
Industries du bois	60,5	64,5	65,8	6,6%	2,0%	44,6	51,7	55,2	15,9%	6,7%
Autres industries	194,5	228,9	255,2	17,7%	11,5%	110,3	126,3	138,3	14,50%	9,3%
Raffinage	75,4	59,5	65,2	-21,1%	9,6%	11,6	9,1	10,8%	-22,1%	19,8%
Electricité, Eau	64,2	70,3	75,3	9,5%	7,1%	45,7	48,7	52,2%	6,4%	7,2%
BTP	360,2	387,9	456,1	7,7%	17,6%	215,5	210,3	242,9	-2,4%	15,5%
Secteur tertiaire	1682,3	1822,8	2033,9	8,4%	11,6%	1202,9	1320,7	1452,6	9,8%	10,0%
Transports & Communic	399,1	436,7	476,9	9,4%	9,2%	293,2	325,7	257,1	11,1%	9,6%
Services	861,4	912,2	1024,3	5,9%	12,3%	626,6	687,4	758,2	9,7%	10,3%
Commerce	356,2	402,6	456,1	13,0%	13,3%	252	273,9	300,8	8,7%	9,8%
Banques et assurances	65,6	71,3	76,6	8,7%	7,4%	31,1	33,7	36,5	8,20%	8,5%
DTI et TVA	498,8	522,7	554,5	-1,3%	6,1%	387,6	408,9	437,9	5,50%	7,1%
Services non marchands	861,3	985,2	1114,1	15,43%	13,08%	760,5	852,2	935,7	12,1%	9,8%

Source : Source : Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale

V.2.3.2.1 Les emplois du PIB prévisionnel en 2013 et 2014

En 2013, la demande globale augmenterait de 11%, sous l'impulsion de l'investissement public (+28%). L'évolution de la consommation totale atteindrait 3 447,2 milliards de FCFA contre 3 215,5 milliards de FCFA en 2012, tirée en grande partie par les commandes publiques (+ 11,4%).

Les produits échangés seraient fortement demandés sur les marchés extérieurs au cours de l'année 2013. Ainsi, les exportations progresseraient de 1,3%, en raison de l'accroissement de la demande des produits du secteur hors pétrole (+13,9%), en l'occurrence les minerais (+27,5%), au moment où la demande de brut accuserait un repli de 2,9%.

Tableau de bord de l'économie

Dans le même temps, les importations augmenteraient de 14,4% contre 9,4% en 2012. Cette évolution serait imputable à la demande sur les marchés extérieurs des biens de consommation finale (+15,5%), plus importante que celle des biens d'équipement (+14%) et des biens de consommation intermédiaire (+15,2%).

V.2.3.4 Les prévisions du budget

En 2013, les prévisions budgétaires tiendraient compte à la fois de la conjoncture nationale et internationale présentée dans les perspectives économiques.

V.2.2.4.1 Les recettes

Les recettes totales s'évalueraient à 2632,5 milliards de FCFA en 2013, en baisse de 0,2% par rapport à l'année précédente. Ce léger fléchissement s'expliquerait par le repli de la production pétrolière en volume et la baisse des cours du pétrole. En effet, les recettes pétrolières arrêtées à la somme de 1442,4 milliards de FCFA en 2013, enregistreraient une régression de 5,8%.

Les recettes hors pétrole comprennent les impôts et taxes directs, les impôts indirects, les recettes douanières et autres recettes hors pétroles. Elles s'établiraient à 1190,1 milliards en 2013 contre 1073,8 milliards de FCFA un an plus tôt, soit une hausse de 10,8%. Cette amélioration proviendrait de la bonne orientation de l'activité économique nationale dans le hors pétrole et du bon rendement de l'impôt sur les sociétés minières compte tenu des prévisions budgétaires de la société COMILOG. L'impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (IRPP) devrait également progresser, en liaison avec la relance de l'activité économique dans la création de l'emploi.

Prévisions des recettes budgétaires de l'Etat

(En milliards de FCFA)	2011	2012	2013	Var. 13/12 en %
Recettes pétrolières	1361	1531,3	1442,4	-5,8
Recettes hors pétrole	1094,3	1073,8	1190,1	10,8
Recettes comptes spéciaux	30,9	33	-	
Recettes totales	2486,2	2638,1	2632,5	- 0,2

Source : Comité des statistiques Estimation DGB*.

Les perspectives 2013-2014

V.2.2.4.2 Les dépenses publiques

Les dépenses primaires connaîtraient une hausse de 12,8%, par rapport au budget exécuté de 2012 et se s'établiraient à 2632,5 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale 2013, du fait de l'augmentation de la dotation allouée au budget d'investissement.

Les dépenses en capital augmenteraient de 22,3%, pour rester cohérent avec la stratégie du maintien à un haut niveau l'investissement public (40% environ des dépenses totales) afin de renforcer les infrastructures énergétiques et d'améliorer le réseau routier.

Les dépenses de fonctionnement enregistreraient une baisse de 5,1%, suite à la réduction des transferts et subventions.

L'accroissement de la masse salariale serait principalement imputable aux glissements catégoriels et aux recrutements dans les forces de défense et de sécurité.

Tableau prévisionnel des dépenses budgétaires

(En milliards de FCFA)	2010	2011	2012	2013*	Var 13/12 en %
Fonctionnement	886,8	1189,1	1340,3	1271,4	- 5,1
Salaires et traitements	412,4	450,1	514,6	551,3	7,1
Biens et services	239	298,8	327,9	360,1	9,8
Transferts et subventions	235,4	440,2	497,8	360	-27,7
Investissements	732,2	999,7	995,4	1216,9	22,3
Ressources propres	508,6	750	812,8	948,2	16,7
Finex	223,6	249,7	182,6	268,7	47,2
Prêts nets (y. c prise de participation et FER)	84	59,2	-39,8	144,2	-
Fonds spéciaux (y. c engagement EPP)	38,1	37,9	37,6	-	
Transfert en capital	0	-		-	
Total dépenses hors paiement d'intérêts	1741,2	2285,9	2333,5	2632,5	12,8
PIB nominal	7370,5	8866,3	9064,4	8919,5	
Fonctionnement en % du PIB nominal	12,1	13,4	14,4	14,3	
Investissements en % du PIB nominal	9,9	11,3	10,9	13,6	

Source : Comité des statistiques

Tableau de bord de l'économie

V.2.2.4.3 La dette publique

En 2013, le service prévisionnel de la dette publique enregistrerait un accroissement de 18,7% à 508,7 milliards de FCFA contre 428,5 milliards de FCFA en 2012. Cette évolution s'expliquerait par la hausse conjointe des paiements prévus sur la dette extérieure et intérieure. En effet, le service projeté sur la dette extérieure serait en hausse de 10,3%, suite à la hausse conjointe du paiement des intérêts (+16,8%) et du principal (6,9%). Celui sur la dette intérieure suivrait la même tendance, en raison de la hausse simultanée du paiement des intérêts (+33,2%) et du principal (+35,5%) de cette dette.

Evolution du service prévisionnel de la dette publique

(en milliards de FCFA)	2011	2012	2013	13/12 en %
Dette extérieure	233,4	283,6	312,9	10,3
Intérêts	89,7	97,5	113,9	16,8
Principal	143,7	186,1	199,0	6,9
Dette intérieure	162,8	144,9	195,8	35,1
Intérêts	24,9	21,9	29,2	33,2
Principal	137,9	123,0	166,6	35,5
Total	396,2	428,5	508,7	18,7

Source : Direction Générale de la Dette

V.2.2.5 La balance des paiements prévisionnelle

En 2013, la balance des paiements dégagerait un excédent en progression de 82,7%, impulsé par le relèvement du solde des transactions courantes.

V.2.2.5.1 La balance des transactions courantes

La balance des transactions courantes enregistrerait un solde excédentaire, en hausse de 104,2%. Cette situation s'expliquerait par la réduction des déficits de la balance des services, dans un contexte marqué par une orientation défavorable de la balance commerciale.

La balance commerciale

En 2013, la balance commerciale devrait se détériorer de 4,5%, mais afficherait tout de même un solde excédentaire. Cette évolution serait imputable à un alourdissement de la facture des commandes de biens importés de 5,3%, non compensé par des exportations, dont la valeur déclinerait de 1,4%. L'orientation à la baisse des exportations serait en partie due au déclin de 3% du pétrole brut.

Les perspectives 2013-2014

Evolution de la balance commerciale

(en milliards de FCFA)	2011*	2012**	2013**	Var13/12
Exportations (fob)	4669,8	5424,5	5347,8	-1,4%
Importations (fob)	1420,7	1717,2	1807,8	+5,3%
Balance commerciale	3249,1	3707,3	3540,0	-4,5%
Taux de couverture (en %)	328,7	394,6	295,8	

Notes : *Estimation ; ** Projection

Source : BEAC

V.2.2.5.2 La balance des capitaux

Le déficit de ce compte s'alourdirait d'un montant de 377 milliards de FCFA en 2013, en raison de la sortie de capitaux liée aux « autres investissements ».

V.2.2.6 L'emploi, les salaires et les prix

V.2.2.6.1 L'emploi

L'emploi en 2013 serait marqué par une hausse des recrutements à la fois dans le secteur public que dans le secteur privé, en rapport avec une conjoncture économique favorable.

V.2.2.6.2 Les salaires

La tendance haussière de la masse salariale observée en 2012 devrait se maintenir en 2013 et cadrer avec l'évolution de l'activité des segments bâtiment et génie civil.

V.2.2.6.3 Les prix

En 2013, des efforts entrepris par le Gouvernement pour lutter contre la vie chère devraient être maintenus. Ainsi, l'inflation baisserait légèrement pour se situer aux alentours de 1,7% en moyenne annuelle, malgré la forte pression de la demande interne.

V.3 LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE, FINANCIÈRE ET SOCIALE DU GOUVERNEMENT EN 2013-2014

Le projet de budget pour le compte de l'exercice 2013 permettrait de mettre un accent particulier sur la réalisation du Plan Directeur National d'Infrastructures, le renforcement du secteur social et la poursuite des différentes réformes.

Tableau de bord de l'économie

V.3.1 Les politiques sectorielles

Au plan sectoriel, le gouvernement mettrait l'accent sur le secteur productif, le développement du secteur privé et la poursuite de l'amélioration du climat des affaires, ainsi que la mise en place des infrastructures.

V.3.1.1 Secteur productif

Le gouvernement poursuivrait son objectif de diversification des sources de croissance à travers des actions en faveur de l'agriculture, la forêt et le pétrole. Ces actions comprendraient :

- la construction et la réhabilitation des centres de recherche agricole, le développement de l'agriculture périurbaine et des cultures vivrières intensives, la promotion des filières agro industrielles d'exportation ainsi que l'acquisition d'équipements ;
- la construction d'un pôle de compétence agricole à Oyem ;
- l'extension des centres d'appui à la pêche artisanale de Lalala et Lambaréné ;
- la création d'un bureau industriel de bois qui fera respecter le cahier de charges induit par l'interdiction d'exportation des grumes ;
- la réalisation des études relatives à l'installation d'une nouvelle raffinerie au Gabon

V.3.1.2 Développement du secteur privé et amélioration du climat des affaires

Dans l'optique d'une meilleure contribution du secteur privé dans la formation du PIB, le gouvernement entend consolider son action sur l'amélioration du cadre des affaires et de développement du secteur privé par :

- la création des tribunaux de commerce ;
- le déploiement des services du Centre de Développement des Entreprises (CDE) sur toute l'étendue du territoire.

V.3.1.3 Secteur des infrastructures

Amorcée en 2011, le développement des infrastructures se poursuivrait en 2013. Dans cette perspective, les crédits budgétaires alloués au développement des infrastructures sont en hausse. Ces dotations serviraient à combler le déficit en logement, en infrastructures énergétiques, en transport et en télécommunication.

V.3.1.4 Transport

La construction et la modernisation des routes permettraient de relier les principaux pôles de développement et à améliorer la compétitivité de l'économie gabonaise. Il s'agit des axes routiers suivants :

- Tchibanga – Mayumba : 106 km ;
- Lalara – Koumameyong : 63 km ;
- Koumameyong – Ovan : 51 km ;
- Ndjolé – Medoumane : 46 km.

Les travaux de restructuration des aéroports de Franceville et Port-Gentil se poursuivraient.

V.3.1.5 Infrastructures énergétiques

Pour le gouvernement, l'enjeu réside dans l'accroissement de la production de ce secteur par la construction d'une centrale à gaz à Port-Gentil et à la poursuite des travaux de construction d'ouvrages électriques et hydro-électriques.

Par ailleurs, le gouvernement entreprendra la réforme de l'agence de régulation du secteur de l'eau potable et de l'énergie et la mise en place d'un cadre réglementaire adapté au partenariat public-privé.

V.3.1.6 Télécommunications

Pour ce qui est des télécommunications, l'Etat prévoit :

- la poursuite du déploiement des infrastructures numériques sur l'ensemble du territoire par l'interconnexion de toutes les capitales provinciales ;
- la poursuite de l'élaboration du plan géomatique pour constituer le système d'information géospatial du Gabon ;
- la création et l'organisation de la Société de Patrimoine des Infrastructures Numériques (SPIN).

V.3.1.7 Habitat

La politique envisagée par l'Etat viserait l'orientation des ressources en faveur de l'accès au logement à travers la réforme du cadre foncier, l'aménagement des terrains urbains et la baisse du coût des matériaux de construction. Pour cela, les principales actions à entreprendre concerneraient :

- l'opérationnalisation de l'Agence Nationale de l'Urbanisme, des Travaux Topographiques et du Cadastre (ANUTTC) ;

Tableau de bord de l'économie

- le renforcement des missions de la Société Nationale Immobilière (SNI);
- le renforcement des activités de la Banque Nationale de l'Habitat (BNH).

V.3.2 Le secteur social

Le Gouvernement accroîtrait les moyens alloués au renforcement du système éducatif, à la promotion de la santé, à la protection sociale.

V.3.2.1 Education

Les efforts en faveur du système éducatif seraient essentiellement orientés vers :

- la modernisation de l'ensemble des structures en vue de l'amélioration de l'offre ;
- le financement des Masters et de la formation doctorale à l'Université des Sciences Techniques de MASUKU et à l'Université Omar Bongo ;
- le renforcement des crédits du Conseil Scientifique de l'Université des Sciences de la Santé ;
- le renforcement des équipements scolaires ;
- la construction des écoles professionnelles des métiers du bois et des mines.

V.3.2.2 Santé

En matière de santé publique, l'accent serait mis sur :

- le renforcement des capacités du personnel soignant suite à l'ouverture de nouvelles filières de formation à l'Institut National de Formation en Actions Sanitaires et Sociales ;
- l'intensification des actions préventives et curatives contre les pandémies, les maladies transmissibles et non transmissibles ;
- la poursuite de la construction des Centres Hospitaliers Universitaires de Libreville et d'Owendo ;
- la construction de deux nouveaux Centres Hospitaliers Régionaux à Oyem et Mouila ;
- la mise en place d'une centrale d'achat des produits pharmaceutiques afin d'optimiser la disponibilité ;

Les perspectives 2013-2014

- l'augmentation du Fonds d'appui à la lutte contre le VIH-SIDA de 2,5 milliards de FCFA à 3,3 milliards de FCFA, pour l'achat des antirétroviraux et les actions préventives.

V.3.2.3 Endettement

L'endettement de l'Etat en 2013 se justifierait essentiellement par la nécessité de participer au financement du Schéma Directeur National d'Infrastructures (SDNI) 2012-2016. La mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre complète du SDNI se ferait majoritairement à travers un partenariat actif avec le secteur privé et autres types de concession. A cet effet, les nouveaux emprunts extérieurs seront contractés conformément aux dispositions du Document Cible de Politique d'Endettement Publics. Par ailleurs, l'Etat prévoit de recourir à l'émission des titres sur le marché financier sous-régional.

Tableau de bord de l'économie



CONCLUSION

Après une décélération enregistrée en 2012, les projections économiques font apparaître une légère amélioration de l'activité mondiale en 2013, avec une croissance de 3,1% et 3,8% en 2014. Cette évolution découlerait des bonnes perspectives économiques des pays émergents et en développement, tandis que dans les pays avancés, la croissance resterait atone.

Pour leur part, les pays de la CEMAC connaîtraient un ralentissement économique avec un taux de 3,2%, liée à la baisse programmée des investissements publics, de la production pétrolière et des activités dans le BTP. Le taux d'inflation dans la zone serait de 2,7%.

Les cours des principaux produits de base seraient volatils non seulement en raison du climat économique, mais aussi des tensions politiques dans certaines régions du monde.

Au niveau national, l'année 2013 serait marquée par une croissance réelle du PIB estimée à 6,1%. Au plan sectoriel, hormis le secteur primaire qui enregistrerait une croissance négative (-0,9%), à cause de la baisse de la production du pétrole, les secteurs secondaire et tertiaire devraient progresser, confirmant à nouveau la bonne tenue du secteur hors pétrole.

L'inflation devrait se situer autour de 2% en conformité avec la norme communautaire.

En matière de finances publiques, les dépenses d'investissements progresseraient significativement en 2013, en vue de combler le déficit du pays en infrastructures structurantes et compétitives.



Annexes

6^e partie



PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Activité (en milliards de Fcfa)	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
PIB réel total (au prix de 2001)	3864,5	3790,7	4030,8	4100,6	3989,4	4263,4	4563,6	4804,0
PIB réel pétrole	1512,1	1372,9	1398,3	1380,8	1346,2	1415,8	1381,8	1323,2
PIB réel hors pétrole	2352,3	2417,9	2632,5	2719,9	2643,2	2847,6	3181,8	3480,8
PIB à prix courants	5018,7	5392,6	5863,5	6909,5	5590,8	6918,5	8384,2	8925,7
Pétrole	2496,0	2654,5	2746,0	3138,8	2085,2	2846,7	3975,8	4176,6
Hors pétrole	2522,8	2738,1	3117,5	3770,7	3505,5	4071,8	4408,3	4749,1
Déflateur du PIB	9,5%	2,3%	15,8%	15,8%	-16,8%	15,7%	13,2%	1,1%
IPC	101,2	101,1	107,3	113,0	115,2	116,9	118,3	121,5
Variation annuelle	1,2%	0,0%	6,1%	5,4%	1,9%	1,5%	1,3%	2,7%
Secteur extérieur en mds fcfa								
Exportations f.o.b.	2872,8	3030,3	3445,6	4352,3	2796,5	3697,0	5172,3	5729,9
Pétrole	2483,5	2595,8	2801,1	3379,2	2318,1	3225,4	4510,2	4748,6
Importations fob	722,6	816,0	816,8	939,8	786,1	1346,2	1510,3	1634,2
Budget en milliards de Fcfa								
Recettes totales	1362,2	1582,6	1636,5	2078,1	1758,2	2015,3	2643,4	2616,7
Recettes pétrolières	835,3	1012,9	958,5	1361,5	908,7	1193,8	1679,9	1460,1
Recettes non pétrolières	525,0	569,7	677,8	716,4	849,0	821,5	963,6	1156,6
Dépenses totales	911,1	1122,9	1164,9	1296,6	1377,8	1960,3	2167,1	2349,6
Dépenses courantes	697,7	828,3	837,2	906,2	903,1	968,9	1099,6	1306,3
Dépenses d'équipement	155,0	238,8	246,8	298,5	309,4	847,4	919,8	914,5
Monnaie et crédits								
Avoirs intérieurs nets	320,6	298,9	-42,6	178,8	302,9	617,2	935,6	1204,4
Crédit intérieur net	482,0	465,6	115,8	436,4	438,4	708,2	998,1	1227,7
Créances nettes sur l'état	17,3	89,9	-519,8	-236,7	-192,0	60,8	76,1	50,7
Créances au secteur privé	464,7	555,5	635,6	673,1	630,4	647,4	922,0	1177,0
Avoirs extérieurs nets	525,3	694,5	1098,9	970,5	972,9	898,5	1006,9	1151,1
Vitesse de circulation de la monnaie	5,3	5,1	5,2	5,7	4,4	5,3	4,8	4,3

Source : DGEFF

Tableau de bord de l'économie

TABLEAU DES INDICATEURS CLÉS DE L'ÉCONOMIE GABONAISE 2009-2014

	HISTORIQUE			EST.	PROJECTIONS		MOYENNES	
	2009	2010	2011		2012	2013	2014	2009-2011
I. Principales sources de la croissance (Croissance annuelle, %)								
Agriculture,Élevage, Pêche	2,3%	3,5%	3,6%	4,0%	3,7%	6,0%	3,2%	4,6%
Sylviculture et Exploitation forestière	-10,6%	-17,4%	-15,8%	15,0%	3,8%	7,1%	-14,6%	8,6%
Pétrole brut	-2,5%	5,2%	-2,4%	-4,2%	-3,1%	1,4%	0,1%	-2,0%
Mines	-3,8%	6,3%	11,3%	-11,0%	27,5%	12,5%	4,6%	9,7%
Industries du bois	-45,9%	115,2%	18,1%	15,9%	6,7%	11,5%	29,1%	11,4%
Électricité, gaz et eau	1,9%	5,2%	4,3%	6,4%	7,2%	12,0%	3,8%	8,5%
Batiments et Travaux publics	-1,1%	22,7%	70,3%	-2,4%	15,5%	16,7%	30,6%	9,9%
Transports et télécommunications	-1,9%	9,7%	6,2%	11,1%	9,6%	10,1%	4,7%	10,3%
Commerce	-3,1%	7,7%	8,2%	8,7%	9,8%	9,7%	4,2%	9,4%
Services bancaires et assurances	-19,4%	27,2%	17,0%	8,2%	8,5%	8,8%	8,3%	8,5%
Autres services (y.c Restauration et Hôtels)	0,0%	6,0%	8,6%	9,7%	10,3%	10,5%	4,9%	10,2%
II. Profil de la croissance (taux de croissance annuel, %)								
PIB global	-2,7%	6,9%	7,0%	5,3%	6,1%	7,8%	3,7%	6,4%
Pétrole	-2,5%	5,2%	-2,4%	-4,2%	-3,1%	1,4%	0,1%	-2,0%
Hors pétrole	-2,8%	7,7%	11,7%	9,4%	9,6%	9,9%	5,5%	9,6%
III. Prix (taux de croissance annuel, %)								
Déflateur du PIB	-17,9%	25,0%	12,4%	-2,9%	-7,2%	0,4%	6,5%	-3,2%
Pétrole	-34,3%	56,0%	38,5%	1,1%	-13,6%	1,6%	20,1%	-3,6%
Hors pétrole	-4,3%	7,8%	-3,1%	-1,5%	2,0%	1,6%	0,1%	0,7%
Prix à la consommation	4,3%	1,9%	1,2%	2,6%	1,7%	2,5%	2,5%	2,3%
IV. Transformation de l'économie (ratio au PIB, %)								
Secteur primaire	41,4%	40,3%	37,0%	34,1%	31,9%	30,4%	39,6%	32,1%
Secteur secondaire	8,7%	10,2%	12,2%	12,2%	12,7%	13,2%	10,4%	12,7%
Secteur tertiaire	25,9%	26,1%	26,4%	27,5%	28,5%	29,1%	26,1%	28,4%
V. Prélèvements fiscaux (ratio au PIB, %)								
Recettes totales	31,9%	27,3%	29,8%	28,9%	30,8%	29,4%	29,7%	29,7%
Recettes pétrolières	16,5%	16,2%	18,9%	16,1%	16,2%	15,1%	17,2%	15,8%
Recettes non pétrolières	15,4%	11,1%	10,9%	12,8%	14,6%	14,3%	12,5%	13,9%
VI. Dépenses (ratio au PIB, %)								
Dépenses courantes	16,4%	13,1%	12,4%	14,4%	16,9%	16,0%	14,0%	15,8%
Salaires et traitements	6,9%	5,6%	5,1%	5,7%	6,5%	6,1%	5,9%	6,1%
Biens et services	3,9%	3,1%	3,0%	3,7%	4,0%	3,9%	3,3%	3,8%
Transferts	4,1%	3,1%	3,3%	4,1%	4,9%	4,4%	3,5%	4,4%
Intérêts sur la dette	1,5%	1,3%	1,1%	1,0%	1,5%	1,7%	1,3%	1,4%
Dépenses en capital	5,6%	11,5%	10,4%	10,1%	15,7%	15,6%	9,2%	13,8%
Financées sur ressources intérieures	3,8%	8,5%	7,6%	8,1%	12,3%	11,5%	6,6%	10,6%
Financées sur ressources extérieures	1,8%	3,0%	2,8%	2,0%	3,3%	4,1%	2,6%	3,2%
VII. Soldes (ratio au PIB, %)								
Solde primaire hors recettes pétrolières	-8,1%	-14,2%	-12,5%	-12,1%	-17,4%	-16,5%	-11,6%	-15,3%
Solde global (hors dons)	6,0%	0,3%	5,2%	2,9%	-2,7%	-3,1%	3,8%	-1,0%
VIII. Consommation et Investissement								
Taux d'investissement global (ratio au PIB, %)	29,4%	31,0%	32,0%	32,7%	36,7%	37,1%	30,8%	35,5%
Taux d'invest. hors pétrole (ratio au PIB hors pétrole, %)	25,9%	28,8%	30,4%	29,6%	33,2%	32,9%	28,3%	31,9%
Taux de consommation privée (ratio au PIB, %)	41,0%	42,5%	44,6%	46,0%	45,6%	49,3%	42,7%	47,0%

Source : DGEPF

PIB RESSOURCES À PRIX CONSTANT 2009-2014

Tableau résumé PIB, 2009-2014

	HISTORIQUE			EST.	PROJECTIONS		MOYENNES	
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2009-2011	2012-2014
PIB: Ressources à prix constant (En milliards de franc cfa, Prix = 2001)								
Secteur primaire	1 650,9	1 718,8	1 689,8	1 638,1	1 623,7	1 668,4	1 686,5	1 643,4
Agriculture, Elevage, Pêche	178,4	184,8	191,5	199,1	206,5	218,9	184,9	208,2
Agriculture	119,5	128,4	132,8	136,7	143,3	152,2	126,9	144,1
Vivrière	86,0	89,4	92,3	97,6	103,0	109,6	89,2	103,4
Rente	33,5	39,0	40,6	39,1	40,3	42,6	37,7	40,7
Chasse et Elevage	46,0	41,3	41,9	44,3	45,6	47,2	43,0	45,7
Pêche	13,0	15,1	16,7	18,0	17,6	19,5	14,9	18,4
Exploitation forestière	67,4	55,7	46,9	53,9	56,0	59,9	56,6	56,6
Pétrole brut	1 346,2	1 415,8	1 381,8	1 323,2	1 282,2	1 300,6	1 381,3	1 302,0
Mines	58,9	62,6	69,6	62,0	79,0	88,9	63,7	76,6
Secteur secondaire	347,8	436,2	557,4	584,0	646,1	724,0	447,1	651,4
Industries agro-alimentaires, boissons	82,9	85,2	95,0	101,5	107,3	114,3	87,7	107,7
Industrie du bois	17,6	37,8	44,6	51,7	55,2	61,6	33,3	56,2
Autres industries	94,4	98,9	110,3	126,3	138,3	151,8	101,2	138,8
Raffinage	8,2	11,0	11,6	9,1	10,8	11,9	10,2	10,6
Electricité, Eau	41,7	43,8	45,7	48,7	52,2	58,4	43,8	53,1
BTP	103,2	126,5	215,5	210,3	242,9	283,5	148,4	245,6
Recherche, services pétroliers	32,3	33,0	34,6	36,4	39,4	42,5	33,3	39,4
Secteur tertiaire	1 033,3	1 112,7	1 202,9	1 320,7	1 452,6	1 600,6	1 116,3	1 458,0
Transports & Communications	251,8	276,2	293,2	325,7	357,1	393,1	273,7	358,7
Transport	126,4	135,0	143,1	147,0	163,2	177,8	134,8	162,7
Communications	125,4	141,2	150,1	178,8	194,0	215,3	138,9	196,0
Services	544,4	577,0	626,6	687,4	758,2	837,8	582,7	761,1
Commerce	216,3	232,9	252,0	273,9	300,8	330,0	233,8	301,6
Services bancaires, assurances	20,9	26,6	31,1	33,7	36,5	39,7	26,2	36,6
SIFIM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Services non marchands	641,2	667,1	760,5	852,2	935,7	1 027,0	689,6	938,3
Education	96,7	100,6	112,9	125,8	137,8	149,5	103,4	137,7
Santé	41,4	43,1	46,3	50,4	54,3	58,1	43,6	54,3
Autres services non marchands	503,1	523,5	601,4	676,0	743,6	819,4	542,6	746,3
PIB au coût des facteurs	3 655,5	3 934,8	4 210,6	4 395,1	4 658,0	5 020,0	3 933,7	4 691,1
DTI et TVA	333,9	361,5	387,6	408,9	437,9	472,0	361,0	439,6
PIB au coût du marché	3 989,4	4 263,4	4 563,6	4 804,0	5 096,0	5 492,0	4 272,1	5 130,7

Source : DGEPF

Tableau de bord de l'économie

EVOLUTION DU PIB EN VOLUME 2009-2014

	HISTORIQUE			EST.	PROJECTIONS		MOYENNES	
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2009-2011	2012-2014
PIB: Ressources à prix constant (Croissance annuelle)								
Secteur primaire	-2,4%	4,1%	-1,7%	-3,1%	-0,9%	2,8%	0,0%	-0,4%
Agriculture, Elevage, Pêche	2,3%	3,5%	3,6%	4,0%	3,7%	6,0%	3,2%	4,6%
Agriculture	-5,0%	7,5%	3,4%	2,9%	4,8%	6,2%	2,0%	4,6%
Vivrière	-2,7%	3,9%	3,2%	5,8%	5,5%	6,4%	1,5%	5,9%
Rente	-10,5%	16,6%	4,0%	-3,6%	3,1%	5,7%	3,4%	1,7%
Chasse et Elevage	25,2%	-10,2%	1,5%	5,7%	3,0%	3,5%	5,5%	4,1%
Pêche	9,2%	16,3%	11,0%	7,9%	-2,5%	11,0%	12,2%	5,5%
Exploitation forestière	-10,6%	-17,4%	-15,8%	15,0%	3,8%	7,1%	-14,6%	8,6%
Pétrole brut	-2,5%	5,2%	-2,4%	-4,2%	-3,1%	1,4%	0,1%	-2,0%
Mines	-3,8%	6,3%	11,3%	-11,0%	27,5%	12,5%	4,6%	9,7%
Secteur secondaire	-3,1%	25,4%	27,8%	4,8%	10,6%	12,1%	16,7%	9,2%
Industries agro-alimentaires, boissons	10,5%	2,8%	11,5%	6,9%	5,7%	6,5%	8,2%	6,4%
Industrie du bois	-45,9%	115,2%	18,1%	15,9%	6,7%	11,5%	29,1%	11,4%
Autres industries	-2,6%	4,8%	11,5%	14,5%	9,5%	9,8%	4,6%	11,3%
Raffinage	-12,5%	34,4%	6,0%	-22,1%	19,8%	9,9%	9,3%	2,6%
Electricité, Eau	1,9%	5,2%	4,3%	6,4%	7,2%	12,0%	3,8%	8,5%
BTP	-1,1%	22,7%	70,3%	-2,4%	15,5%	16,7%	30,6%	9,9%
Recherche, services pétroliers	-10,0%	2,4%	4,9%	5,1%	8,1%	8,1%	-0,9%	7,1%
Secteur tertiaire	-1,6%	7,7%	8,1%	9,8%	10,0%	10,2%	4,7%	10,0%
Transports & Communications	-1,9%	9,7%	6,2%	11,1%	9,6%	10,1%	4,7%	10,3%
Transport	-6,3%	6,8%	6,0%	2,7%	11,0%	9,0%	2,2%	7,6%
Communications	3,1%	12,6%	6,3%	19,1%	8,5%	11,0%	7,3%	12,9%
Services	0,0%	6,0%	8,6%	9,7%	10,3%	10,5%	4,9%	10,2%
Commerce	-3,1%	7,7%	8,2%	8,7%	9,8%	9,7%	4,2%	9,4%
Services bancaires, assurances	-19,4%	27,2%	17,0%	8,2%	8,5%	8,8%	8,3%	8,5%
SIFIM	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Services non marchands	4,5%	4,0%	14,0%	12,1%	9,8%	9,8%	7,5%	10,5%
Education	1,6%	4,0%	12,2%	11,5%	9,5%	8,5%	5,9%	9,8%
Santé	1,6%	4,0%	7,4%	8,9%	7,8%	6,9%	4,3%	7,9%
Autres services non marchands	5,3%	4,0%	14,9%	12,4%	10,0%	10,2%	8,1%	10,9%
PIB au coût des facteurs	-1,6%	7,6%	7,0%	4,4%	6,0%	7,8%	4,4%	6,0%
DTI et TVA	-13,6%	8,3%	7,2%	5,5%	7,1%	7,8%	0,6%	6,8%
PIB au coût du marché	-2,7%	6,9%	7,0%	5,3%	6,1%	7,8%	3,7%	6,4%
Pib total	-2,7%	6,9%	7,0%	5,3%	6,1%	7,8%	3,7%	6,4%
<i>Pib pétrole</i>	-2,5%	5,2%	-2,4%	-4,2%	-3,1%	1,4%	0,1%	-2,0%
<i>Pib hors pétrole</i>	-2,8%	7,7%	11,7%	9,4%	9,6%	9,9%	5,5%	9,6%

Source : DGEPP

EVOLUTION DU TAUX DE CROISSANCE DU PIB EMPLOIS DE 2009-2014

	HISTORIQUE			EST.	PROJECTIONS		MOYENNES	
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2009-2011	2012-2014
PIB: Ressources à prix constant (Croissance annuelle)								
Pib total	-2,7%	6,9%	7,0%	5,3%	6,1%	7,8%	3,7%	6,4%
<i>Pib pétrole</i>	-2,5%	5,2%	-2,4%	-4,2%	-3,1%	1,4%	0,1%	-2,0%
<i>Pib hors pétrole</i>	-2,8%	7,7%	11,7%	9,4%	9,6%	9,9%	5,5%	9,6%
Importations totales	-1,5%	10,3%	11,0%	9,4%	14,4%	10,2%	6,6%	11,4%
<i>Biens</i>	-1,0%	12,2%	14,6%	10,0%	14,9%	10,7%	8,6%	11,8%
<i>Consommations</i>	-0,4%	9,5%	8,5%	6,1%	15,5%	11,1%	5,9%	10,9%
<i>Équipements</i>	-4,9%	17,3%	44,5%	9,0%	14,0%	12,3%	19,0%	11,8%
<i>Intermédiaires</i>	0,8%	11,3%	2,2%	13,3%	15,2%	9,2%	4,8%	12,5%
<i>Services</i>	-2,6%	5,5%	1,6%	7,9%	13,0%	8,9%	1,5%	9,9%
Total des ressources	-2,4%	7,7%	8,1%	6,4%	8,3%	8,5%	4,5%	7,7%
Consommation totale	-2,9%	8,4%	10,9%	8,9%	7,2%	10,5%	5,5%	8,9%
<i>Ménages</i>	-6,2%	10,8%	12,2%	8,6%	5,3%	16,4%	5,6%	10,1%
<i>Administrations</i>	4,7%	3,6%	8,2%	9,7%	11,4%	-1,9%	5,5%	6,4%
Investissement total	2,3%	12,7%	10,4%	7,8%	18,8%	9,0%	8,5%	11,9%
<i>Formation brute de capital fixe</i>	-2,8%	13,4%	14,4%	6,4%	18,8%	9,0%	8,3%	11,4%
<i>Administration</i>	-5,4%	76,5%	22,0%	3,5%	28,0%	5,8%	31,0%	12,4%
<i>Secteur privé</i>	-1,8%	-8,8%	9,2%	8,7%	12,1%	11,6%	-0,5%	10,8%
<i>Pétrole</i>	-8,5%	4,0%	8,0%	6,1%	10,9%	9,4%	1,2%	8,8%
<i>Hors pétrole</i>	7,3%	-23,7%	11,0%	12,7%	13,9%	14,9%	-1,8%	13,8%
<i>Variation des stocks</i>	-235,0%	-11,9%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	-82,3%	0,0%
Exportations	-4,8%	3,3%	2,0%	1,0%	1,3%	4,3%	0,2%	2,2%
<i>Biens</i>	-5,0%	2,9%	0,9%	0,6%	1,1%	4,1%	-0,4%	1,9%
<i>Pétrole</i>	-2,2%	3,7%	-1,9%	1,8%	-2,9%	1,6%	-0,2%	0,2%
<i>Hors pétrole</i>	-11,2%	0,8%	8,3%	-2,2%	10,7%	9,4%	-0,7%	6,0%
<i>Rentes</i>	16,8%	-31,0%	2,0%	-4,2%	4,0%	5,8%	-4,1%	1,9%
<i>Mines</i>	-34,4%	54,5%	10,7%	-10,0%	27,5%	12,0%	10,3%	9,8%
<i>Bois transformé</i>	-48,3%	88,0%	17,0%	8,3%	6,7%	11,9%	18,9%	9,0%
<i>Services</i>	0,0%	14,1%	25,1%	8,5%	5,1%	6,7%	13,0%	6,8%
Total des emplois	-2,4%	7,7%	8,1%	6,4%	8,3%	8,5%	4,5%	7,7%

Source : DGEPF

Tableau de bord de l'économie

ÉQUIPES DE RÉDACTION

DIRECTION DES PROGRAMMES SECTORIELS (DPS)

Directeur

M. Lambert OTO'O NGOUA

Directeur Adjoint

M. Roger MOULOUNGUI

Chargés d'Etudes

Mme. LEKOGO Annette Clarisse

Mme. NDAMANGANA Marie-France

Mme. LEPENGUE Flore Aristide

Mme. MATSANGA Carla Marlène ép. BOUASSA

Mme. OKOUMBA ALILA Hortense

Mme. ESSENG MEZUI Chimène

M. MOUPEPE Yves

M. MEKAME OSSOUMA Célestin

M. IKAPI Eric

M. KOUMA Claude Thierry

M. OBAME NANG Didier

M. MOUSSAVOU Freddy Thibaud

M. BANGUEBE Aldrin Jules

M. LEMAMI Ferdin

DIRECTION DES INSTITUTIONS FINANCIERES (DIF)

Directeur

M. Anicet OGANDAGA

Chargés d'Etudes

Mme. Durance AVOMO OKE

Mme. Mireille AYITO OBIANG Ep. ENGONE

Mme. Cécile MAGANGA NZIENGUI

Mme. NZIENGUI BOUANZA ép. KEDI ONGODA

Mme. Bertille ONGUIND'AVOUMA ALOUBA

Mme. Shirley Nolita TSONO OPHOU

M. Wilfried ALLOGHE EYEGHE

M. Guy de Luxe BONGO BOETOUMBA

M. Christophe LEKOUGHA OYOUOMI

Informations sur la DGEPP

M. Xavier Alain MAYOMBO TSAMBA
M. Robert MENDOUME ASSE
M. Jean de Dieu MOUSSODOU
M. Jean Justin NANG ONDO
M. Christian NDO
M. Aymard NGOUA ONA
M. Pierre Dieu Donné THATY

DIRECTION DES ETUDES MACROECONOMIQUES (DEM)

Directeur

M. Prosper EBANG EBANG

Directeur Adjoint

M. Rodrigue Hubert BEWOTSE

Chargés d'Etudes

Mme. Bernadette BELLA OBAME
Mme. Lucie NSANNE EMANE
Mme. Gislaine MINKUE ELAMAN
Mme. Judith Justine LEKOGO
Mme. Josiane AVOME NGUEMA
Mme. Estimée BOUABE NDJALATSIA
M. Raphael MBA N'NANG
M. Cyril BIBANG ENDAMANE
M. Valentin MBA MENGUE
M. Dan Romaric OBOUMADZOGO
M. Martial MBA BISSIGHE
M. Gildas Romaric MATANGOYE
M. Albain MOKAMBO
M. Didier NKOGHE OBAME
M. Ike IPOUNGA LOUSSOU

DIRECTION DES SYNTHESSES ECONOMIQUES ET DE LA RECHERCHE (DSER)

Directeur

Mme. Juliette NZIENGUI ép. LOEMBA BAYONNE

Directeur Adjoint

M. Ghislain ILOUGOU

Tableau de bord de l'économie

Chargés d'Etudes

Mme. Huguette LEMAMI ALISSAGA ép. NGUIA BANDA

Mme. Perpétue ABORIE BOETOUMBA

Mme. Marie Irène IBOMBO

Mme. Pauline LEMBOUMBA NGROUND

M. Patrick Renaud LOEMBA

M. Cédric KOUMBA

M. Kevin BOUNGOUNGOU

Informations sur la DGEPF

INSTRUMENTS D'ÉTUDES

- Modèle MEGA (modèle de l'économie gabonaise) : modèle bisectoriel de prévision à court terme
 - Modèle EGC

PUBLICATIONS

- TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE GABONAISE
- NOTE DE CONJONCTURE DE L'ÉCONOMIE GABONAISE
 - TABLEAU DE BORD MONÉTAIRE MENSUEL
 - LES NOTES DE LA DEM
 - LE BULLETIN DE LA SYNTHÈSE
 - ÉCO-RATIOS
 - INDICATEURS DE NIVEAU D'ACTIVITÉ
- BULLETIN TRIMESTRIEL D'ANALYSES MONÉTAIRES
 - TABLEAU DE BORD MENSUEL
 - TABLEAU DE BORD SOCIAL.



Achévé de rédiger en Septembre 2013
par les services de la Direction Générale de l'Économie
et de la Politique Fiscale
Ministère de l'Économie, de l'Emploi et du Développement Durable
de la République Gabonaise
Multipress Gabon D. 3589 - 09/13